



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

# **REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS**

**SÉANCE PUBLIQUE DU:**

**19 DÉCEMBRE 2019**

**TOME II**



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Clarc HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## Représentations du Conseil municipal - Désignations

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est nécessaire de désigner des représentants de la Ville de Montpellier au sein des organismes suivants :

- Commission d'examen tous corps d'état Qualibat ;
- Commission des Halles et Marchés.

### Commission d'examen tous corps d'état Qualibat

Les membres de la commission d'examen tous corps d'état Qualibat doivent être renouvelés tous les 3 ans, soit avant le 10 février 2020. Il est donc nécessaire de désigner une personnalité qualifiée représentant la Ville de Montpellier au sein de cette commission.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose le renouvellement du représentant actuel, Monsieur Philippe CAPELIER.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

### Commission des Halles et Marchés

A la suite du souhait de Madame Dominique MARTIN-PRIVAT, Conseillère municipale, de quitter le groupe majoritaire et, en conséquence, du retrait de sa délégation, il convient de la remplacer au sein de la Commission Halles et Marchés.

**Délibération n°V2019-535**

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de ne pas procéder à cette désignation par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée, conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Maire propose la candidature de Monsieur Pascal KRZYZANSKI.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'assemblée.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider à l'unanimité de ne pas procéder à ces désignations par un vote à bulletin secret mais par un vote à main levée conformément aux dispositions de l'article L2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de procéder à la désignation de Monsieur Philippe CAPELIER au sein de la commission d'examen tous corps d'état Qualibat et de Monsieur Pascal KRZYZANSKI au sein de la Commission Halles et Marchés de la Ville de Montpellier, et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## **Prise en charge des frais de mission et de représentation des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des frais de déplacement et d'accueil de personnalités extérieures invitées - Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il s'agit de définir pour l'année 2020, pour les agents et les élus de la Ville de Montpellier, les modalités de prise en charge des frais induits par leurs missions et leurs déplacements hors du territoire communal. Il s'agit également, pour les personnalités extérieures invitées par la Ville, de prévoir les conditions de prise en charge des frais liés à leur accueil sur le territoire communal, ainsi que des frais de représentation et de mission dans le cadre de leur participation à des déplacements hors du territoire communal.

Par ailleurs, à la suite de la parution de l'arrêté ministériel du 11 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 3 juillet 2006 (fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n°2019-139 du 26 février 2019), les conditions de remboursement des frais d'hébergement et de transport survenant dans le cadre de l'exercice des missions des agents et des élus locaux ont été modifiées. La délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019 doit donc être ajustée et modifiée en ce sens au niveau de la prise en charge des frais de repas.

La modification concerne l'augmentation du taux de remboursement des frais de repas sur l'ensemble du territoire national, pour lequel le seuil prévu initialement par la délibération n°V2019-133 devient, avec la parution de l'article, inférieur au seuil prévu par celui-ci. Les dispositions dérogatoires prévues par les établissements ne pouvant conduire à un remboursement inférieur aux seuils fixés par décret, il convient



**Délibération n°V2019-536**

donc de faire évoluer celui-ci de 15,25€ à 17,50€ pour un repas. Le reste des dispositions prévues par la délibération reste inchangé.

**1) Prise en charge des frais de mission et de représentation pour les agents de la Ville de Montpellier :**

Les seuils de remboursement des agents lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les agents sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, petit déjeuner compris ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province, petit déjeuner compris ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique définie par l'arrêté précité et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

En complément, les représentants de l'administration peuvent être appelés à effectuer des déplacements nationaux et internationaux afin de participer à des événements ou des réunions au sein des instances ou organismes où ils représentent la Ville es qualités.

Ces déplacements font l'objet d'une délibération *ad hoc*, sauf dans le cas où ils sont pris en charge sur l'enveloppe votée en Conseil et dédiée à cet effet.

Dans ce cadre strict, il est proposé de rembourser les frais induits au réel et sur justificatif pour les agents en représentation de la Ville.

**2) Prise en charge des frais de mission et de représentation des élus de la Ville de Montpellier ainsi que du Directeur général des services et de la Directrice de Cabinet :**

Les seuils de remboursement des élus lors de déplacements à titre individuel (formation, concours, participation à des événements à titre professionnel...) ont été fixés pour la Ville de Montpellier par délibération n°V2019-133 du 27 mars 2019.

Dans le cadre de leurs missions et formations hors du territoire communal, les élus sont remboursés à hauteur de :

- 110 € pour une nuitée pour une mission à Paris intramuros, petit déjeuner compris, comme le prévoit le décret n° 2019-139 du 26 février 2019 ;
- 100 € pour une nuitée pour une mission en Île-de-France ou dans une ville de plus de 200 000 habitants, hors Paris intra-muros, (petit déjeuner compris) ;
- 80 € pour une nuitée pour une mission dans les autres villes de province (petit déjeuner compris) ;
- au réel pour les transports (2ème classe pour les transports en commun, sur la base d'une indemnité kilométrique et des justificatifs de péage pour un véhicule personnel) ;
- **de façon forfaitaire à 17,50 € par repas (maximum 2 repas/ jour) pour les frais de repas.**

Hors de ce cadre individuel, le Maire et les élus de la Ville de Montpellier sont amenés à effectuer, en dehors de l'exécution des fonctions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Ville de Montpellier, hors du territoire communal.

**Délibération n°V2019-536**

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Ville de Montpellier auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Ville. Ils peuvent aussi concerner la représentation de l'institution au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par la collectivité.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini dans le point ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation. Les frais réels ainsi justifiés dans le cadre du présent mandat spécial seront pris en charge par la Ville de Montpellier, dans la limite des crédits votés au budget à cet effet, et conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L. 2123-18 du Code général des collectivités territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux.

En cas d'événement exceptionnel, une délibération dédiée interviendra.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Maire de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code général des collectivités territoriales, pour le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier, et pour la Directrice de cabinet de la Ville de Montpellier, conformément à l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990 relative à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'ils engagent à l'occasion de leurs fonctions et dans l'intérêt de la Ville de Montpellier. Le dispositif en vigueur fonctionne notamment par l'attribution d'une carte affaires nominative à débit différé dont le but est de faciliter les modalités de prise en charge et de remboursement des frais exposés. L'ensemble de ces dépenses est remboursé aux frais réels sur présentation des justificatifs originaux.

**3) Prise en charge des frais relatifs à l'invitation de personnalités qualifiées lors de missions hors du territoire communal nécessaires à la promotion et au développement de la Ville de Montpellier, et des frais relatifs à l'accueil de personnalités invitées sur le territoire de la Ville de Montpellier :**

Dans le cadre de missions ayant pour objet la représentation et le développement de la Ville de Montpellier, des personnalités extérieures peuvent être invitées par la collectivité, en raison de leur compétence ou de leur représentativité dans un domaine particulier, à se joindre à la délégation.

Des personnalités peuvent également être accueillies sur le territoire communal, dans le cadre de manifestations organisées par la Ville de Montpellier.

Dans ce cadre, et toujours dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier, il est proposé de prendre en charge ou de rembourser les frais induits par leur déplacement ou leur accueil, au réel, sur justificatif.

En cas de manifestation d'importance, nécessitant le déplacement ou l'accueil de plusieurs personnalités, une délibération dédiée interviendra.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modalités de prise en charge ou de remboursement des agents et des élus de la Ville de Montpellier, ainsi que des personnalités extérieures invitées, des frais de transport, hébergement et restauration dans les conditions définies ci-dessus, ainsi que le principe de remboursement des frais de

**Délibération n°V2019-536**

représentation de Monsieur le Maire, du Directeur Général des Services et de la Directrice de Cabinet sur la base de frais réels et sur justificatifs, dans la limite des crédits votés à cet effet au budget de la Ville de Montpellier ;

- de dire que les dépenses correspondantes seront imputés sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
537	ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE MONTPELLIER	Investissement	6EME TRANCHE DE TRAVAUX DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE : RESTAURATION DE LA FACADE SUD, DE LA CAGE D'ESCALIER ET DE LA TOURELLE SUD	20 000 €
6107	ASSOCIATION DES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE DE MAGUELONE	Investissement	RECONSTRUCTION D'UN ORGUE DANS LE TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	25 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>45 000 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 20422, chapitre 900

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 45 000 € ;
- d'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- Convention Investissement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Claire HART, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Finances" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
232	UNION LOCALE CFTC DE MONTPELLIER ET ENVIRONS	Fonctionnement	450 €
237	UNION LOCALE CGT	Fonctionnement	4 000 €
239	FO UNION LOCALE SYNDICATS	Fonctionnement	4 000 €
756	AMICALE DES RETRAITES MUNICIPAUX	Fonctionnement	3 500 €
1273	UNITE POLICE SNPT	Fonctionnement	1 000 €

**Délibération n°V2019-538**

1302	UNION LOCALE CFE - CGC DU GRAND MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
2866	COMITE DES OEUVRES SOCIALES ET CULTURELLES PERSONNEL MUNICIPAL COSC	Fonctionnement	852 000 €
4914	UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	1 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>866 950 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1886	CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - CCAS	Fonctionnement	12 126 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657362, chapitre 934

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
3112	CAISSE DES ECOLES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	27 300 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 657361, chapitre 932

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
3366	VELOCITE LANGUEDOC	Fonctionnement	800 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 935

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
3230	MAISON DE L'ARCHITECTURE OCCITANIE MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	ARCHICITY	1 000 €
4254	PATRIMOINE ET ARCHITECTURE	Fonctionnement		800 €
<b>TOTAL</b>				<b>3 800 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 930

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 13 028 850 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 46 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Guy BARRAL, M. Daniel BOULET, M. Gérard CASTRE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Michèle DRAY-FITOUSSI, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Vincent HALUSKA, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole LIZA, M. Patrick RIVAS, Mme Samira SALOMON, Mme Séverine SCUDIER, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Caisse des Ecoles.pdf
- Convention CCAS.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sécurité" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1253	ASSOCIATION PREVENTION ROUTIERE - COMITE DE L'HERAULT	Fonctionnement	1 700 €
4401	ECOLE DU CHAT DE MONTPELLIER	Fonctionnement	2 000 €
4432	LIGUE DE PROTECTION DES OISEAUX DE L'HERAULT	Fonctionnement	2 000 €
6190	LES PATTOUNES DU CŒUR	Fonctionnement	2 000 €
<b>TOTAL</b>			<b>7 700 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 931

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Fonctionnement	225 000 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 232 700 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Fabien ABERT, Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clère HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2020

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
13	FRANCE BENEVOLAT MONTPELLIER HERAULT	Fonctionnement		1 500 €
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH - ECUSSON	Fonctionnement		500 €
122	MAJORETTES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 850 €
		Projet	PARTICIPATION AU FESTIVAL "FAIS PAS GENRE"	1 500 €

		Projet	ACHAT DE NOUVEAUX COSTUMES ETE-HIVER	1 500 €
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		2 500 €
		Projet	24EMES RENCONTRES FOLKLORIQUES DE MAI 2020	5 000 €
219	COMITE DE QUARTIER DES HAUTS DE MASSANE	Fonctionnement		500 €
296	ASSOCIATION FEMININE JASMIN D'ORIENT	Fonctionnement		800 €
		Projet	DECOUVERTE ET LOISIRS : SEJOUR NEIGE, A PARIS ET DANS LES CEVENNES	350 €
317	COMITE DE QUARTIER TASTAVIN - LEMASSON - MAS DREVON - MARQUEROSE	Fonctionnement		500 €
		Projet	BODEGAS DE TASTAVIN LE 13 JUILLET 2020	700 €
322	COMITE DE QUARTIER DE CELLENEUVE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER EN JUIN 2020	700 €
325	ASSOCIATION DU COMITE DE QUARTIER DE LA CHAMBERTE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER EN JUIN 2020	700 €
388	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE CROIX D'ARGENT MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
396	COMITE DE QUARTIER LEZ - POMPIGNANE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
474	ASSOCIATION LA GERBE	Fonctionnement		11 000 €
515	AVF MONTPELLIER (ACCUEIL DES VILLES FRANÇAISES MONTPELLIER)	Fonctionnement		1 400 €
948	COMITE DE QUARTIER LA MARTELLE	Fonctionnement		500 €
1233	MALBOSC BOUGE COMITE DE QUARTIER	Fonctionnement		500 €
		Projet	DEHORS, C'EST AUSSI CHEZ NOUS	250 €
		Projet	CHASSE AUX OEUFES EN AVRIL 2020	200 €

		Projet	MISE EN PLACE DE SOUTIEN SCOLAIRE POUR LE PRIMAIRE ET LE COLLEGE	100 €
		Projet	MISE EN PLACE D'UN CAFE LITTERAIRE	100 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ANTIGONE EN TRANSE EN JUIN 2020	700 €
1340	COMITE DE QUARTIER CEVENNES ET ENVIRONS	Fonctionnement		500 €
		Projet	CARNAVAL, FETE DE QUARTIER	700 €
1430	CENTRE D'ANIMATION CULTURELLE DU QUARTIER SAINT FRANÇOIS	Fonctionnement		500 €
1530	CLUB DE LA PRESSE OCCITANIE	Fonctionnement		18 000 €
1554	COMITE DE QUARTIER AIGUELONGUE ET JUSTICE EN CHOEUR	Fonctionnement		200 €
		Projet	FESTIVAL DE THEATRE "AIGUELONGUE SE LA JOUE"	250 €
		Projet	CARNAVAL DE MARS 2020	250 €
		Projet	ACCUEIL D'UN SPECTACLE DE THEATRE	100 €
		Projet	SOUTIEN SCOLAIRE	100 €
1671	COMITE DES FETES DE LA VILLE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	FETE DES SENIORS	4 800 €
1772	ALGER CLUB LES ENFANTS LES AMIS	Fonctionnement		1 200 €
1894	AMICALE DES ANCIENS DU MAROC ET LEURS AMIS EN LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE - ANNE	Fonctionnement		500 €
1970	ASSO DES PUPILLES DE LA NATION, DES ORPHELINS DE GUERRE	Fonctionnement		500 €
2011	COMITE DE QUARTIER CROIX D'ARGENT - SABINES	Fonctionnement		500 €
2012	ASSOCIATION DE QUARTIER BEAUX-ARTS PIERRE ROUGE	Fonctionnement		500 €
		Projet	BAL DE QUARTIER EN JUIN/JUILLET 2020	250 €

		Projet	CARNAVAL DU QUARTIER EN MARS / AVRIL 2020	250 €
		Projet	FILM EN PLEIN AIR	100 €
		Projet	JARDIN PARTAGE	100 €
2013	LA PENNA DEI CLAPAS	Fonctionnement		2 500 €
2305	MOZAIK OUTRE- MER	Fonctionnement		500 €
2698	AMICALE FRANÇAIS D'OUTRE - MER ET LEURS AMIS	Fonctionnement		1 200 €
2706	AMICALE DES LOCATAIRES DU PAS - DU - LOUP	Fonctionnement		400 €
2796	COMITE DE QUARTIER PASQUIER - DON BOSCO	Fonctionnement		500 €
		Projet	CONCERT GOSPEL DU NOUVEL AN	350 €
		Projet	FETE DE LA ST JEAN AVEC BAL DE QUARTIER	350 €
2957	BARONNIE DE CARAVETTES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	Fonctionnement		2 000 €
3160	ASSOCIATION DES QUARTIERS DES MARELS II, PERGOLA, AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
3174	PROJET AVENIR HARKIS FRANÇAIS MUSULMANS	Fonctionnement		1 000 €
3324	CERCLE DES ANCIENS DE L'ETOILE BLEUE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
3440	COMITE DE QUARTIER DE TOURNEZY	Fonctionnement		500 €
3632	CERCLE CULTUREL LES AMIS DE MALTE ET LES ANCIENS DE TUNISIE	Fonctionnement		1 200 €
3679	BOUT ENTRAIN	Fonctionnement		500 €
		Projet	"BOUT'ENTRAIN FAIT SON CINEMA"	700 €
3680	MION ASSOCIATION	Fonctionnement		500 €
3940	MARE NOSTRUM	Fonctionnement		500 €
4038	CLUB PYRAMIDE PHILAE 34	Fonctionnement		300 €
4203	OPIFAC	Fonctionnement		500 €



4250	COMITE DE QUARTIER SAINT CLEMENT	Fonctionnement		500 €
4339	ASSOCIATION DE QUARTIER PUECH VILLA LES BASTIDES	Fonctionnement		500 €
4594	COMITE DE QUARTIER LES AMOUREUX DE CANDOLLE	Fonctionnement		500 €
		Projet	FETE DE QUARTIER ZIC ET PUCES EN SEPTEMBRE 2020	350 €
		Projet	MISE EN PLACE D'UN JARDIN PARTAGE	350 €
4747	ANIMATION ET VIE DES AUBES	Fonctionnement		500 €
		Projet	AUBESESSIONS D'ARTISTES EN MAI 2020	700 €
4840	ADEQV QUARTIERS PETIT BARD PERGOLA	Fonctionnement		500 €
5140	ASSOCIATION POUR LE RASSEMBLEMENT DES CITOYENS ET COMMERÇANTS	Fonctionnement		700 €
5164	COLLECTIF DE COORDINATION DES COMITES DE QUARTIER DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
5182	ARFA - PARC MONTCALM	Fonctionnement		500 €
5826	COMITE DE QUARTIER LES AUBES	Fonctionnement		500 €
6204	LES 4 CHEMINS	Fonctionnement		500 €
6299	PATCH A TOUT COEUR	Fonctionnement		400 €
6370	BIEN VIVRE A AIGUELONGUE	Fonctionnement		500 €
6726	VIVRE PARC MARIANNE	Fonctionnement		500 €
		Projet	MARIANNE SHOW	700 €
6960	CLUB DE LOISIRS DES RAPATRIES	Fonctionnement		1 200 €
<b>TOTAL</b>				<b>93 650 €</b>

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Gérard CASTRE, M. Patrick RIVAS, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Sonia KERANGUEVEN, Audrey LLEDO

## **Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Réussite éducative" - Exercice 2020**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Fonctionnement		2 300 €
		Projet	STAGE LA TETE ET LES JAMBES	1 500 €
309	CENTRE D'ENTRAINEMENT METHODES EDUCATION ACTIVE OCCITANIE	Projet	FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'EDUCATION A MONTPELLIER ET EN OCCITANIE	2 700 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Projet	REUSSITE EDUCATIVE	4 300 €

467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	Fonctionnement		30 000 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 000 €
642	FEDERATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ELEVES DE L'HERAULT	Fonctionnement		5 500 €
686	GROUPE D'ETUDE ET D'INSERTION SOCIALE DE PERSONNES TRISOMIQUES 21	Fonctionnement		2 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Projet	INTERVENTIONS ARTISTIQUES	1 000 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	REUSSITE EDUCATIVE ET PARENTALITE	2 500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Projet	LES CLASSES DE VILLE	1 000 €
		Projet	MOSSON AU FIL DES SAISONS	1 000 €
1386	ASSOCIATION POUR L'ENSEIGNEMENT AUX MALADES OU ACCIDENTES	Fonctionnement		1 100 €
1814	UNION DEPARTEMENTALE DES DELEGUES DE L'EDUCATION NATIONALE	Fonctionnement		600 €
		Projet	PRIX DE LA LAICITE E DE LA CITOYENNETE POUR LE VIVRE ENSEMBLE 2020	200 €
2737	SWING GUM ENFANCE	Projet	CHOEURS D'ENFANTS DES ECOLES DE MONTPELLIER – « TEMPS DES CERISES »	10 800 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	Fonctionnement		200 €
3746	ASSOCIATION UN'IONS	Projet	JEUNESSE EN ARABESQUE	1 000 €
3777	CITE CITOYENNE	Fonctionnement		1 400 €
3901	HALTE POUCE	Projet	ACCUEIL DE LOISIR SANS HEBERGEMENT / HANDICAP	3 500 €
4388	LE PASSE MURAILLE	Projet	ATELIERS JEUNESSE JARDINS PARTAGES	850 €

5012	COMPAGNIE MINIBUS	Projet	OPERATION BROCOLI	1 800 €
		Projet	SUR LA ROUTE AVEC ANABELLE	900 €
5097	LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement		3 000 €
5385	ZADIGOZINC	Projet	LES ACTIVITES DANS LE CAFE	2 000 €
		Projet	LES EVENEMENTS CULTURELS DANS LE CAFE : CONCERTS, THEATRE ET ANIMATIONS ARTISTIQUES	2 000 €
5498	LES BAMBINS DE VASCO	Projet	FETE ET SPECTACLE DE NOEL	250 €
5722	PRATIQUES EDUCATIVES ET PLAISIR SPORTIF	Projet	A LA DECOUVERTE DES VACANCES /SEJOUR DE VACANCE POUR LES ENFANTS DE QUARTIERS	5 000 €
5866	COMPAGNIE THEATRALE FRANCOPHONE	Projet	ATELIER THEATRALE ET REPRESENTATION EN ECOLE PRIMAIRE	500 €
5885	FEDERATION CALANDRETA D'ERAU	Fonctionnement		68 000 €
5939	COMITE DEPARTEMENTAL DE LA JEUNESSE AU PLEIN AIR DE L'HERAULT	Fonctionnement		500 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	CREATION DES CHANSONS ECOLE LEO MALET	1 500 €
6444	SYLLABE	Projet	EVEIL AUX LANGUE ETRANGERES PAR LE BIAIS DU CONTE	250 €
<b>TOTAL</b>				<b>161 150 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 932

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 161 150 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention FEDERACION CALANDRETA ERAU.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

**Attributions de subventions Classes de Découverte Vertes/Neige - Exercice 2020**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de réussite éducative, la Ville de Montpellier a choisi, depuis plusieurs années, de soutenir les écoles dans de nombreux domaines et notamment, en accordant une aide financière à l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole (OCCE 34) et d'autres partenaires pour permettre ainsi le départ des enfants en classes de découverte.

Pour la période du 1 janvier au 3 juillet 2020, 34 écoles différentes bénéficieront des effets pédagogiques des classes de découverte.

Compte tenu de l'intérêt éducatif de ce projet, il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer une subvention de 142 870€ selon la répartition suivante :

CODE	STRUCTURE	TITRE DU PROJET	Montant accordé
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – ARC	1 080 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BERNHARDT	1 620 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - PASCAL	2 990 €



551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - BREL	7 314 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CERVANTES	2 175 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CALMETTE	3 105 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CHENG DU	3 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - CHURCHILL	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – CONDORCET	6 900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DE GOUGES	7 250 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DELTEIL	5 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – DICKENS	16 642 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - FLORIAN	1 545 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - FRANCE	400 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - GARNIER	792 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES HEIDELBERG	2 640 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - JAURES	2 844 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - LAMARTINE	900 €

551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – LANGEVIN	2 760 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MACE	6 900 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALET	11 325 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – MALRAUX	2 160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – HOSPITAL	5 750 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - MORISOT	3 220 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – PROKOFIEV	1 476 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – ROOSEVELT	10 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SAVARY	6 654 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES – SEVIGNE	160 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - SIMENON	5 000 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - SIMON	3 880 €
551	l'Association Départementale de l'Office Central de la Coopération à l'Ecole	CLASSES DECOUVERTES - ZAY	5 750 €
6031	Coopérative scolaire Ecole Victor HUGO	CLASSES DECOUVERTE – BERT/HUGO	972 €
6005	Les petits de Boutonnet	CLASSES DECOUVERTE – KERGOMARD	2 200 €
525	Association Ecole Elémentaire Léopold SEDAR SENHOR	CLASSE DE DECOUVERTE - SENGHOR	2 496 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 932.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 142 870 €, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'approuver la lettre d'engagement pour les écoles non affiliées à l'OCCE34 pour un montant de 5 668 € et la convention spécifique pour l'OCCE 34 pour un montant de 137 202 € annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Stéphanie JANNIN, M. Patrick RIVAS, Mme Séverine SCUDIER.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- MODELE CONVENTION SPECIFIQUE OCCE 34 - CD neiges et vertes 2020 (003).docx
- Lettre d'engagement type vierge.docx
- Tableau annexe délib CD 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Partenariat Sports" - Exercice 2020**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le sport est un formidable outil de lien et de cohésion sociale. Il est source d'épanouissement individuel et vecteur de valeurs collectives, de respect, de tolérance, de générosité. C'est également un facteur important de la santé publique.

Ainsi, la Ville de Montpellier dans le cadre d'un appel à projet « partenariat sport » a souhaité développer le Sport pour Tous dans tous les quartiers de la Ville, en partenariat avec les associations sportives du territoire.

Cet appel à projet, engagé par délibération du Conseil Municipal en date du 18 juillet 2019, a abouti à la proposition d'un programme d'activités pour l'année 2020, en partenariat avec les associations sportives, qui prévoit la mise en place de stages sportifs, notamment pendant les vacances scolaires, dont certains associent des activités cérébrales et sportives (la tête et les jambes), ainsi que des activités famille.

Il est donc proposé de soutenir 69 associations à but non lucratif qui concourent à un intérêt général local dans le cadre d'actions sportives, en leur accordant les subventions suivantes :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
25	Les Petits Débrouillards	Partenariat	Stages la tête et les jambes	3 000 €
102	FC Petit Bard	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
278	Montpellier Arc Club	Partenariat	Les petits indiens	2 000 €
406	Echecs club Montpellier	Partenariat	Stages d'echecs pendant les vacances scolaires	1 700 €
769	Montpellier Badminton Club	Partenariat	Stages de Badminton pendant les vacances scolaires	2 000 €
828	Montpellier savate boxe Française	Partenariat	Stages de Boxe pendant les vacances scolaires	500 €
842	Spéléo Club Alpin	Partenariat	Stages découverte pendant les vacances scolaires	1 500 €
864	Montpellier Méditerranée Métropole Canoë Kayak Université	Partenariat	Stages découverte pendant les vacances scolaires	2 500 €
914	ASLJ Croix d'Argent Volley	Partenariat	Stages la tête et les jambes	3 000 €
919	MUC Escrime	Partenariat	Stages d'escrime pendant les vacances scolaires	1 700 €
928	MUC Football	Partenariat	Stages la tête et les jambes	2 000 €
931	As St Martin	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
963	CEP Montpellier gymnastique	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
967	MUC Hand Ball	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 500 €
1113	Claquettes en vogue	Partenariat	Stage de la tête et les jambes	3 000 €
1187	Arceaux Montpellier	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
1225	Montpellier Méditerranée Futsal	Partenariat	Stages de futsal pendant les vacances scolaires	2 500 €
1320	Tai Chi Chuan Style Yang Originel Montpellier Méditerranée	Partenariat	Programme Famille	1 000 €
1420	Stade Lunaret Nord	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
1541	Montpellier tennis de table	Partenariat	Stages de tennis de table pendant les vacances scolaires	2 500 €
1746	Montpellier Haedong Kumdo	Partenariat	Stages de Taekwondo pendant les vacances scolaires	2 000 €

## Délibération n°V2019-543

1891	Montpellier GRS	Partenariat	Stages de Gymnastique pendant les vacances scolaires	2 000 €
1928	Montpellier Agglo. Triathlon	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €
1935	Les Chevaliers de la Gaule	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 400 €
2139	ASPTT Montpellier	Partenariat	Stages de Basket pendant les vacances scolaires	1 900 €
2139	ASPTT Montpellier	Partenariat	Stage la tête et les jambes	4 000 €
2139	ASPTT	Partenariat	Stages de Tennis pendant les vacances scolaires	2 000 €
2140	Montpellier Chamberte Hand Ball	Partenariat	Stages de Handball pendant les vacances scolaires	2 000 €
2274	Montpellier monocycle	Partenariat	Stages de monocycle pendant les vacances scolaires	2 000 €
2502	Sport Tambourin Club Montpellier	Partenariat	Stages de tambourin pendant les vacances scolaires	1 000 €
2608	RC Lemasson Montpellier	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 500 €
2831	Aéroclub de l'Hérault Languedoc Roussillon	Partenariat	Stage la tête et les jambes	3 000 €
2870	ASBAM Volley Ball	Partenariat	Stage la tête et les jambes	3 500 €
2954	Scalata Nature	Partenariat	Programme Famille	2 500 €
3059	Montpellier Agglomération Plongée Université Club	Partenariat	Découverte de la plongée pendant les vacances scolaires	2 200 €
3081	Bleu Vertige	Partenariat	Stages d'escalade pendant les vacances scolaires	2 500 €
3160	Association des quartiers Les Marels II Aiguelongue Pergola	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 700 €
3568	Montpellier Basket Mosson	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 700 €
3634	Ecole de bowling	Partenariat	Stages de bowling pendant les vacances scolaires	3 200 €
3659	Montpellier Méditerranée Métropole Tae Kwon Do	Partenariat	Stages de taekwondo pendant les vacances scolaires	4 500 €
3762	Ice & Roller School Montpellier	Partenariat	Stages de baby rollers pendant les vacances scolaires	1 500 €
3833	Montpellier Languedoc Cyclisme	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
3845	Centre des arts du cirque BALTHAZAR	Partenariat	Stages des arts du cirque pendant les vacances scolaires	2 000 €

## Délibération n°V2019-543

3914	Montpellier Métropole Hockey club	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 700 €
4012	Montpellier Agglomération Futsal	Partenariat	Stages de hockey sur glace pendant les vacances scolaires	2 700 €
4265	Association Attitude	Partenariat	Stages de skateboard pendant les vacances scolaires	1 200 €
4380	Aqualove Sauvetage	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
4489	Ring Athlétique du Petit Bard	Partenariat	Stages de boxe pendant les vacances scolaires	1 800 €
4547	La Maison du Judo	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	2 000 €
4556	Montpellier Eaux Vives Canoe Kayak	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
4643	Montpellier Funny Riders	Partenariat	Stages de rollers pendant les vacances scolaires	2 500 €
4701	Montpellier Football Américain (les Hurricanes)	Partenariat	Stages de football Américain pendant les vacances scolaires	500 €
4720	Agglomération Montpellier Sport d'Orientation 34	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €
4806	ASC Paillade Mercure	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	3 300 €
4875	AS Celleneuve	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 900 €
4890	Association Omnisport Figuerolles	Partenariat	Stages de boxe et de futsal pendant les vacances scolaires	2 500 €
5002	Mosson Full Contact	Partenariat	Stages de full contact pendant les vacances scolaires	2 700 €
5167	Génération Tae Kwon Do	Partenariat	Stages de taekwondo pendant les vacances scolaires	2 500 €
5683	Ecole Judo Montpellier Agglomération	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	2 000 €
5722	Peps	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 400 €
5790	Montpellier sporting club	Partenariat	Stages de Sambo pendant les vacances scolaires	500 €
5792	Montpellier Judo Olympic	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
5854	Montpellier Mosson Omnisport	Partenariat	Stages de judo pendant les vacances scolaires	1 500 €
5943	ANSA	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 300 €
6424	FC Pas du Loup	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	2 000 €
6482	Sport Talent 34	Partenariat	Stages de football pendant les vacances scolaires	1 000 €



**Délibération n°V2019-543**

6720	Voyage au bout de la Cime	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 000 €
6779	Athlétic Club Montpellier	Partenariat	Stage la tête et les jambes	2 500 €
7325	D'streettraining	Partenariat	Initiation au streetworkout pendant les vacances scolaires	500 €
				<b>151 000 €</b>

Ces sommes d'un montant de 151 000 € seront prélevées sur le budget du service des sports, nature 65748, fonction 933.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant de 151 000 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du  
jeudi 19 décembre 2019**

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier**

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

**Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du  
Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

**Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice  
2020**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
102	FOOTBALL CLUB PETIT BARD	Fonctionnement		22 400 €
128	MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		57 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	Fonctionnement		5 800 €
		Projet	MONTPELLIER ARC CLUB ORGANISATEUR DE COMPETITIONS	4 000 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		5 600 €

		Projet	CHESSATTHLON	2 200 €
		Projet	ORGANISATION TOP 12F/N1F	2 000 €
577	MALBOSC PETANQUE	Fonctionnement		900 €
702	MONTPELLIER BEACH VOLLEY	Projet	MONTPELLIER BEACH MASTERS FIVB WORLD TOUR 1STAR	4 600 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	Fonctionnement		1 000 €
788	MONTPELLIER PAILLADE NATATION	Fonctionnement		2 900 €
826	MUC JUDO JUJITSU	Fonctionnement		1 900 €
845	MUC AVIRON UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		500 €
863	BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		3 000 €
864	3M CANOË KAYAK UC	Fonctionnement		2 400 €
878	MUC CYCLOTOURISME	Fonctionnement		900 €
897	SOCIETE DE TIR DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
907	MUC TRAMPOLINE	Fonctionnement		1 200 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	Fonctionnement		32 000 €
917	MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		13 000 €
919	MONTPELLIER UC ESCRIME	Fonctionnement		17 500 €
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement		17 000 €
928	MUC FOOTBALL	Fonctionnement		8 700 €
931	AS SAINT - MARTIN MONTPELLIER	Fonctionnement		10 600 €
		Projet	54E TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES	6 000 €
963	CEP MONTPELLIER GYM	Fonctionnement		19 500 €
964	MUC LUTTE	Fonctionnement		3 700 €
967	MUC HANDBALL	Fonctionnement		21 000 €
971	CLAPAS PETANQUE BOULISTE	Fonctionnement		400 €

978	ENTENTE SPORTIVE BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	34EME GRAND PRIX BOULISTE DE LA VILLE DE MONTPELLIER ORGANISATION DU	4 200 €
984	MONTPELLIER PETANQUE ST MARTIN	Fonctionnement		2 200 €
985	AMICALE BOULES LA PAILLADE	Fonctionnement		500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		9 500 €
1187	ARCEAUX MONTPELLIER	Fonctionnement		11 000 €
		Projet	TOURNOIS REGIONAUX DE FOOTBALL	1 800 €
1192	TENNIS CLUB DE LA PAILLADE	Fonctionnement		20 000 €
		Projet	TOURNOI DU TC LA PAILLADE	1 700 €
1195	LIONS CLUB MONTPELLIER LANGUEDOC	Projet	LES 20KM DE MONTPELLIER	2 900 €
1225	MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	Fonctionnement		8 700 €
1234	LA BOULE DU LANTISSARGUES	Fonctionnement		2 000 €
1238	MONTPELLIER A M JUDO	Fonctionnement		1 000 €
1337	MONTPELLIER HANDI BASKET ASSOCIATION	Fonctionnement		1 500 €
1417	MONTPELLIER BASEBALL UNIVERSITE CLUB, LES BARRACUDAS DU LEZ	Fonctionnement		4 000 €
1420	STADE LUNARET NORD MONTPELLIER	Fonctionnement		5 400 €
		Projet	ARBRE NOËL DU CLUB, TOURNOIS ET FETE DE SAISON	900 €
1487	BRIDGE COMEDIE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
1541	MONTPELLIER TENNIS DE TABLE	Fonctionnement		21 500 €
1549	COMITE DEPARTEMENTAL DU SPORT ADAPTE HERAULT	Fonctionnement		1 300 €
1584	SPORT QUILLES MONTPELLIER	Fonctionnement		900 €
1615	MUC BOXE FRANÇAISE SAVATE	Fonctionnement		1 000 €
1702	LUMIERE ET AVENIR	Projet	LES FOULES DE LA MOSSON COURSE PEDESTRE	1 500 €

1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Fonctionnement		4 300 €
1819	CLUB SPORTIF BOULISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
1850	MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		58 000 €
1918	MARC	Fonctionnement		1 900 €
1928	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	Projet	URBAN TRAIL MONTPELLIER	9 200 €
2055	AIKIDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2066	FETE LE MUR MONTPELLIER	Fonctionnement		3 700 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	Fonctionnement		62 500 €
2140	MONTPELLIER CHAMBERTE HANDBALL	Fonctionnement		1 000 €
2184	IAÏDO CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		450 €
2260	MONTPELLIER CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		15 000 €
2312	MUC GYMNASTIQUE	Fonctionnement		2 200 €
2320	RIMBAUD PETANQUE	Fonctionnement		1 700 €
2470	CROIX D'ARGENT PETANQUE	Fonctionnement		400 €
2502	SPORT TAMBOURIN CLUB DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
2583	BASKET LATTES MONTPELLIERMEDITERRANEE METROPOLE	Fonctionnement		7 800 €
2608	RACING - CLUB LEMASSON MONTPELLIER	Fonctionnement		10 000 €
		Projet	LOU CLAPAS CUP TOURNOI DE FOOT INTERNATIONAL	3 500 €
2639	ASSO PRESIDENTS PETANQUE SECTEUR MONTPELLIER VILLE	Fonctionnement		3 700 €
2722	PETANQUE CLUB MONTPELLIER CELLENEUVE	Fonctionnement		2 500 €
2870	ASSOCIATION SPORTIVE BEAUX- ARTS MONTPELLIER	Fonctionnement		22 500 €
		Projet	ASBAMBINOS	500 €
2953	MUC AÏKIDO	Fonctionnement		450 €
3081	BLEU VERTIGE	Fonctionnement		3 300 €
3175	KENDO MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB	Fonctionnement		450 €

3376	VOLLEY LOISIR COMPETITION ANTIGONE	Fonctionnement		500 €
3568	MONTPELLIER BASKET MOSSON	Fonctionnement		20 000 €
		Projet	TOURNOI NM3 U18 FRANCE	1 000 €
3634	ECOLE DE BOWLING DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
3659	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAEKWONDO	Fonctionnement		10 200 €
		Projet	MONTPELLIER KIDS TOURNAMENT	1 000 €
3808	MONTPELLIER CULTURE SPORT ADAPTE	Fonctionnement		3 200 €
		Projet	CHACUN SA FOULEE	500 €
3833	MONTPELLIER LANGUEDOC CYCLISME	Fonctionnement		3 600 €
3933	MONTPELLIER ROLLER HOCKEY CLUB	Fonctionnement		6 300 €
4012	MONTPELLIER AGGLOMERATION FUTSAL	Fonctionnement		3 000 €
4141	MONTPELLIER UNIVERSITE CLUB RANDONNEE PEDESTRE	Fonctionnement		450 €
4145	MUC BASKET	Fonctionnement		1 000 €
4176	MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE (3MNA)	Fonctionnement		5 900 €
4291	SPORT INSERTION JEUNES	Fonctionnement		500 €
4489	RING ATHLETIQUE DU PETIT BARD	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	MIXITE SOCIALE ET CULTURELLE DANS LA BOXE ANGLAISE	1 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	Fonctionnement		800 €
4547	LA MAISON DU JUDO	Fonctionnement		2 000 €
4556	MONTPELLIER EAUX VIVES CANOË - KAYAK	Fonctionnement		4 800 €
4561	ASSO SPORTIVE EMPLOYES MUNICIPAUX OMNISPORTS	Fonctionnement		7 800 €
4619	MINI BOLIDE MONTPELLIERAIN	Fonctionnement		500 €
4643	MONTPELLIER FUNNY RIDERS	Fonctionnement		2 000 €
4701	MFA MONTPELLIER FOOTBALL AMERICAIN LES HURRICANES	Fonctionnement		3 000 €
4720	ASSOCIATION MONTPELLIER SPORTS ORIENTATION 34	Fonctionnement		1 000 €

4806	ASSOCIATION SPORTIVE ET CULTURELLE PAILLADE MERCURE	Fonctionnement		6 000 €
4870	CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER	Projet	CONSEIL D'ADMINISTRATION	500 €
		Projet	FOOTBALL	500 €
4875	ASSOCIATION SPORTIVE DE CELLENEUVE	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	TOURNOI ANNUEL DE FIN D'ANNEE DE L'AS CELLENEUVE TOURNOI ANNUEL SUR 3 JOURS, INVITATION DES CLUBS DE L'HERAULT, FRANCE ET DE L'ETRANGER	500 €
4890	ASSOCIATION OMNISPORTS FIGUEROLLES MONTPELLIER	Fonctionnement		2 700 €
		Projet	RESPECT D'AUTRUI ET DE SOI VIA LE RESPECT	500 €
4897	ENERGIE PAILLADE	Fonctionnement		1 000 €
5002	MOSSON FULL CONTACT	Fonctionnement		3 500 €
5086	ASSOCIATION FOOT - FAUTEUIL "LES FAUTEUILS DE FEU"	Fonctionnement		2 700 €
5167	GENERATION TAEKWONDO	Fonctionnement		5 800 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	Projet	MARATHON 2020	39 000 €
5368	SASP MONTPELLIER RUGBY CLUB	Fonctionnement		96 000 €
5400	A.K SPORT (EX : GRINGO TOP TEAM)	Fonctionnement		9 500 €
5442	SAS MONTPELLIER HANDBALL	Fonctionnement		141 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	Fonctionnement		80 000 €
5527	BOWLING CLUB DES SOURDS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
5683	ECOLE DE JUDO DE MONTPELLIER AGGLOMERATION	Fonctionnement		500 €
5734	MONTPELLIER XIII	Fonctionnement		7 800 €
5792	MONTPELLIER JUDO OLYMPIC	Fonctionnement		1 000 €
5816	CLUB SPOSRTIF CHEMINOT PETANQUE MONTPELLIER	Fonctionnement		400 €
6424	FOOTBALL CLUB PAS DU LOUP	Fonctionnement		5 000 €

		Projet	TOURNOI JOSEPH GACHIN	1 000 €
6482	SPORT TALENT 34	Fonctionnement		500 €
6779	ATHLETIC CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		58 000 €
7033	MONTPELLIER HERAULT BEACH SOCCER	Fonctionnement		1 500 €
7090	MONTPELLIER FOOTBALL ACADEMY	Fonctionnement		500 €
TOTAL				1 149 500 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 1 149 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Jeunesse" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
633	SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE - TERRITOIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		2 800 €
1111	ASSO MONTPELLIERAINE DES ETUDIANTS SAGES - FEMMES	Projet	NAVETTE GALA SAGES-FEMMES	500 €

**Délibération n°V2019-545**

1281	KAÏNA	Projet	AVOIR 20 ANS AUTOUR DU MONDE	3 500 €
3675	ESSOR "SAVOIRS ET PARTAGE"	Fonctionnement		4 000 €
4867	SOS JEUNES	Fonctionnement		2 000 €
5210	GROUPEMENT DE COOPERATION SOCIALE, MEDICO SOCIALE MDA 34	Fonctionnement		30 000 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Projet	OSEZ L'INTERNATIONAL	500 €
6819	ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS	Projet	MONTPELLIER STUDENT CUP 2020	3 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>46 300 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

En complément de cette action concernant l'ASSOCIATION GENERALE DES ETUDIANTS MONTPELLIERAINS, une convention de partenariat sera conclue entre l'association et la Ville de Montpellier pour mener des actions de préventions.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 46 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
<b>ARTS</b>				
80	LES AMIS DU MUSEE FABRE	Fonctionnement		4 000 €
200	OBJECTIF IMAGE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
771	CHAMP LIBRE	Projet	FESTIVAL DES ARCHITECTURES VIVES	7 000 €

## Délibération n°V2019-546

1068	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS MONTPELLIER	Projet	SOLID'ART / SALON DE SOLIDARITE D'ART CONTEMPORAIN	1 000 €
1659	LA SPHERE OBLIK	Fonctionnement		500 €
2081	CLAP'ARTS	Projet	PLACE AUX ARTSCROCH'COEUR	1 500 €
2159	BOITE NOIRE UNITE DE RECHERCHE CONTEMPORAINE	Fonctionnement		7 000 €
2747	ICONOSCOPE	Fonctionnement		7 000 €
4081	GRAIN D'IMAGE	Projet	BOOTOGRAPHIES	18 000 €
5019	VASISTAS	Fonctionnement		7 000 €
5036	APERTO	Fonctionnement		7 000 €
5037	TRANSIT COLLECTIF PHOTOGRAPHIQUE	Projet	RESIDENCE PHOTOGRAPHIQUE	4 000 €
5059	GALERIE AL/MA	Projet	ORGANISATION DE SIX EXPOSITIONS D'ARTISTES CONTEMPORAINS A LA GALERIE AL/MA	7 000 €
5149	BRISCARTS	Projet	PARCOURS D'ATELIERS D'ARTISTES DE MONTPELLIER	1 500 €
5374	APAAAV ASSOCIATION PROMOTION ARCHITECTURE ARTS APPLIQUES VISUELS	Fonctionnement		5 000 €
5665	EN TRAITS LIBRES	Fonctionnement		1 000 €
6128	GALERIE ANNIE GABRIELLI	Fonctionnement		2 000 €
6171	MAD SERIES	Projet	LA JETEE, GALERIE D'ART	500 €
6220	2L2M (LE LIEU MULTIPLE MONTPELLIER)	Fonctionnement		2 000 €
6454	BAR A PHOTO	Fonctionnement		500 €
6535	ASSOCIATION LINE UP	Fonctionnement		1 000 €
<b>CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVE</b>				
29	MONTPELLIER CONTACTS RADIO CLAPAS	Fonctionnement		8 000 €

38	RADIO AVIVA - AMDCJLR	Fonctionnement		8 000 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER	Fonctionnement		267 000 €
		Projet	27EME FESTIVAL JEUNE PUBLIC	6 000 €
107	LES AMIS DE JEAN VIGO	Fonctionnement		12 500 €
307	RCF MAGUELONE HERAULT	Fonctionnement		8 000 €
491	SON E RESSON OCCITAN	Fonctionnement		8 000 €
992	LE CAMESCOPE APPRIVOISE - VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	Fonctionnement		700 €
1171	SO BOLLYWOOD MONTPELLIER	Fonctionnement		1 600 €
1215	CROQU'OREILLES (DIVERGENCE FM)	Fonctionnement		8 000 €
1281	KAÏNA	Fonctionnement		4 000 €
		Projet	KAINA TV	4 000 €
1781	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	Projet	REGARDS SUR LE CINEMA ALGERIEN	1 500 €
1810	OAQADI ON A QUELQUE CHOSE A DIRE	Fonctionnement		1 500 €
		Projet	FESTIVAL DE LA RADIO EDUCATIVE	500 €
1919	ADOREM (ASSO DEV. D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ETUDIANT A MPT)	Fonctionnement		8 000 €
4283	L'EKO DES GARRIGUES	Fonctionnement		8 000 €
4974	OCCITANIE FILMS	Fonctionnement		3 000 €
5095	LES CHIENS ANDALOUS	Projet	COORDINATION LOCALE DU DISPOSITIF ECOLE ET CINEMA	3 500 €
5154	C'EST RARE FILM	Projet	13EME JOURNEE DU CINEMA SUISSE	2 000 €
5971	BRAND A PART	Fonctionnement		1 600 €
6679	ASSEMBLEE REGIONALE DES RADIO ASSOCIATIVES D'OCCITANIE	Fonctionnement		3 750 €

7091	COLLECTIF DES RADIOS LIBRES OCCITANIE	Fonctionnement		2 250 €
CULTURE SCIENTIFIQUE				
1879	ACADEMIE DES SCIENCES ET DES LETTRES DE MONTPELLIER	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	PRIX SABATIER D'ESPEYRAN	2 000 €
DANSE				
418	ASSOCIATION RAMA	Fonctionnement		9 000 €
457	ASSOCIATION LE MOOVENEMENT	Projet	TRANSHUMANCIA	500 €
1113	CLAQUETTES EN VOGUE	Fonctionnement		1 200 €
		Projet	FESTIVAL OFFICIEL DE CLAQUETTES DE MONTPELLIER ET METROPOLE	800 €
1207	ACTION D'ESPACE	Fonctionnement		2 000 €
1240	SATELLITE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	NOUS AVONS FAIT LA NUIT	800 €
1250	COREE'GRAPHIE	Fonctionnement		1 800 €
1523	DANSOMANIA CIE ANNE MARIE PORRAS	Fonctionnement		5 000 €
2037	ANIMA	Projet		500 €
2432	ALLONS'Z'ENFANTS - CIE DIDIER THERON	Fonctionnement		18 000 €
2857	SINGULIER PLURIEL	Projet	SINGULIER PLURIEL RACONTE BEETHOVEN	1 200 €
		Projet	GLOSSAIRE VISUEL DE DANSE	1 100 €
3104	ETRE EN SCENE	Fonctionnement		6 500 €
3140	A CONTRE POIL DU SENS	Fonctionnement		3 200 €
3252	ACHLES	Fonctionnement		3 800 €
3311	CIA INESPARADA	Fonctionnement		2 800 €
3426	LA MENTIRA	Fonctionnement		2 000 €
3455	ARTEFACTDANSE	Projet	FAILLE 1	500 €

3961	COMPAGNIE AURELIA	Fonctionnement		5 000 €
4265	ATTITUDE	Fonctionnement		40 000 €
		Projet	BATTLE OF THE YEAR FRANCE 2020	20 000 €
4377	PULX	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	DISTRICT DANSE	5 100 €
4928	VILCANOTA	Fonctionnement		1 500 €
4991	GROUPE NOCES DANSE IMAGES	Fonctionnement		2 500 €
5020	STELLA	Fonctionnement		4 000 €
5034	ASSOCIATION CHICANES	Fonctionnement		5 000 €
5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	Fonctionnement		4 500 €
5254	MARIE LOUISE BOUILLONNE	Projet	FAUVE	1 000 €
5505	COMPAGNIE MOUVEMENTS PERPETUELS	Projet	REPRISE DE LA CREATION MULTIPLE-S ET EXPLOITATION EN TOURNEE	2 000 €
		Projet	AU DELA DE LA CREATION 2020	2 000 €
5963	MOUVEMENTS SUR LA VILLE	Projet	MOUVEMENT SUR LA VILLE #12	7 000 €
6077	COMPAGNIE LES HERBES FOLLES	Fonctionnement		600 €
6842	COMPAGNIE KONTAMINE	Projet	LBLA	500 €
6846	FAITS ET GESTES	Fonctionnement		500 €
7011	R ET R	Fonctionnement		500 €
7082	COMPAGNIE CASADINE	Projet	EUREKA	500 €
<b>LIVRE, LECTURE PUBLIQUE</b>				
130	THE FRIENDS OF THE ANGLOPHONE LIBRARY	Fonctionnement		300 €
390	CENTRE CULTUREL ITALIEN SOCIETA DANTE ALIGHIERI	Projet	ITALIE MONTPELLIER ECHANGES CULTURELS FRANCO ITALIEN	500 €



## Délibération n°V2019-546

1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Fonctionnement		17 000 €
1973	LES AMIS DU GRAIN DES MOTS	Fonctionnement		600 €
2242	L'OISEAU LYRE	Fonctionnement		900 €
		Projet	LA VERITABLE HISTOIRE D'EROS ET PSYCHE	500 €
3022	REVUE SOUFFLES / LES ECRIVAINS MEDITERRANEENS	Fonctionnement		500 €
3064	LACHE LES MOTS	Fonctionnement		900 €
3988	MAISON DE LA POESIE	Fonctionnement		7 000 €
		Projet	PRINTEMPS DES POETES A MONTPELLIER : LE COURAGE (THEME NATIONAL)	5 000 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Projet	ATELIER D'ECRITURE CONTES ET POESIE	500 €
4744	CHEVRE FEUILLE ETOILEE	Fonctionnement		900 €
5266	SQUEEZE	Projet	ZONE D'AUTONOMIE LITTERAIRE EDITION NUMERO 10	1 000 €
5386	GRAPHIE	Fonctionnement		500 €
		Projet	ECRIRE EN PSYCHIATRIE	300 €
5860	CIE EL TRICICLO	Fonctionnement		500 €
5872	TEXTE EN COURS	Projet	FESTIVAL TEXTE EN COURS	2 000 €
6444	SYLLABE	Fonctionnement		300 €
<b>MUSIQUE</b>				
146	AMIS DE L'ORGUE ET CHŒURS DE LA CATHEDRALE	Fonctionnement		1 800 €
148	CHOEURS DE L'ENCLOS	Fonctionnement		2 300 €
149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	Fonctionnement		4 300 €

151	CHOEUR UNIVERSITAIRE MONTPELLIER - MEDITERRANEE	Fonctionnement		2 300 €
152	GROUPE VOCAL ARLEQUIN	Fonctionnement		500 €
153	ENSEMBLE VOCAL ET INSTRUMENTAL DE MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
154	ASSOCIATION JAM - JAZZ ACTION	Fonctionnement		10 000 €
375	B.A. BACH	Fonctionnement		800 €
382	JULES SONIC PRODS	Fonctionnement		1 000 €
412	INTENSITES	Fonctionnement		3 600 €
465	LES CHOREGIENS	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	DIFFUSION DE MUSIQUES DE FILMS	500 €
547	VOCALYS	Fonctionnement		500 €
565	CARRE MENTHE	Fonctionnement		800 €
980	ASSOCIATION DU FESTIVAL RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	Fonctionnement		60 000 €
1461	COLLECTIF KOA	Projet	LA DANSE DES INSOUMIS	4 000 €
1788	LES NUITS DU CHAT	Projet	FESTIVAL LES NUITS DU CHAT	2 500 €
1867	PIC ET COLEGRAM	Fonctionnement		1 500 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE - ANNE	Projet	28EME NUITS DE STE ANNE	5 000 €
1966	ASSOCIATION DES PRODUCTEURS ET EDITEUR DE MUSIQUE EN LR	Fonctionnement		1 800 €
1986	CHORALE CANTICA DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
2009	CORALEN	Fonctionnement		500 €
2057	ASSOCIATION ARS MUSICA MONTPELLIER	Fonctionnement		2 000 €
2137	CHORALE COR CANTO	Fonctionnement		500 €

2291	MELI MELODIE, MUSIQUE VIVANTE POUR TOUS	Projet	STRUCTURE MUSICALE	800 €
3314	BLA BLA PRODUCTIONS	Fonctionnement		2 000 €
3564	JAZZ CLUB MONTPELLIER	Fonctionnement		1 300 €
3745	CHRETIENS ET CULTURES	Projet	"23 EME FESTIVAL CHRETIENS DU CINEMA" UN TICKET POUR LE PARADIS	8 000 €
		Projet	"21EME FESTIVAL INTERRELIGIEUX DE MUSIQUES SACREES"	15 000 €
3746	ASSOCIATION UNI'ONS	Fonctionnement		5 000 €
3996	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
4011	ATOUT CHOEUR	Fonctionnement		800 €
4311	TOUT A FOND	Fonctionnement		4 000 €
4630	CHOEUR D'O	Projet	CONCERT "SACRE MOZART - UNE VIE DE GENIE"	800 €
4726	L'ACCROCHE CHOEUR	Fonctionnement		800 €
4755	ASSOCIATION LOLA PRODUCT	Fonctionnement		6 000 €
4778	ART ET CREATION CHORALE	Fonctionnement		1 200 €
4817	VOX RAPIDO	Fonctionnement		3 200 €
4953	L'ARC EN CIEL DES FAUBOURGS	Projet	25EME FESTIVAL DES FANFARES DE MONTPELLIER - EDITION 2020	20 000 €
4955	CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL MUSIQUES SANS FRONTIERES	Fonctionnement		15 000 €
4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	Fonctionnement		2 700 €
4977	RANK'ART	Projet	FETE DES MAMAS 5	1 000 €
		Projet	FESTIVAL MAMA STOCK 4	1 000 €
4979	POLYFOLIES	Fonctionnement		500 €

5172	LE CHOEUR DES BALLADINS	Fonctionnement		500 €
5240	BOOMERANG PROD	Fonctionnement		800 €
5263	DE BOUCHE A OREILLE	Fonctionnement		1 700 €
5319	KLUB KLAMAUK	Projet	MY JOSEPHINE AND DUFF	1 500 €
5361	L'OREILLE ELECTRIQUE	Fonctionnement		2 000 €
5472	VOYELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	Fonctionnement		500 €
5861	ACORD PRODUCTION	Projet	FESTIVAL EMERGENCY	3 000 €
5867	COMPAGNIE IMPERIAL	Projet	INDIANS PROJECT	1 000 €
6107	LES AMIS DE L'ORGUE DU TEMPLE DE LA RUE MAGUELONE	Fonctionnement		1 000 €
6185	LINGE ET SONS	Fonctionnement		500 €
		Projet	ALBUM CONCEPT SURFACE	2 000 €
6232	ENSEMBLE VOCAL TUTTI	Fonctionnement		300 €
6250	MONTPELLIER ACCORDEON	Projet	FESTIVAL ACCORDEON PLURIEL 7EMME EDITION	7 800 €
6410	JAZZ IN CLAP'COOP	Projet	JAZZ ET JEUNE PUBLIC	1 000 €
6684	NO NEED NAME	Projet	DISQUES FIGURZ	500 €
		Projet	DISQUES SAF FEH	1 000 €
6808	ASSO POUR LE DEVELEPPMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES	Projet	LA GRANDE PARADE METEQUE	2 000 €
		Projet	LES ATELIERS ARTISTIQUES PARTICIPATIFS DE LA GRANDE PARADE METEQUE	1 000 €
6860	KOA JAZZ FESTIVAL	Projet	KOA JAZZ FESTIVAL - 13E EDITION	4 000 €
7114	LES FILLES DU MARDI	Fonctionnement		200 €
<b>PATRIMOINE, ARCHIVES, ARCHEOLOGIE</b>				
76	COMITE DE QUARTIER SAINT ROCH - ECUSSON	Projet	PRINTEMPS DES POETES	300 €

184	LOU PARAGE DE MOUNT PELIE	Fonctionnement		900 €
227	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE T.I.O	Fonctionnement		10 000 €
500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 200 €
783	CENTRE CULTUREL JUIF SIMONE VEIL	Fonctionnement		31 000 €
1246	AMISTATS MAX ROUQUETTE	Fonctionnement	FAIRE CONNAITRE L'ŒUVRE DE L'ECRIVAIN MAX ROUIQUET	600 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Projet	LES RENDEZ-VOUS EN VILLE	500 €
2113	ATELIER DE RECHERCHE THEATRALE - ART CIE	Fonctionnement		7 000 €
2119	CENTRE LACORDAIRE	Fonctionnement		9 000 €
2265	ASSOCIATION CULTURELLE DES BERBERES DE KABYLIE	Fonctionnement		5 000 €
		Projet	SEMAINE CULTURELLE BERBERE 2020	5 000 €
2732	CERCLE ALGERIANISTE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		500 €
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
3636	ASSOCIATION MONTPELLIERAINE POUR UN JUDAÏSME HUMANISTE ET LAÏQUE	Fonctionnement		800 €
3930	LA BOURREIO DEL CLAPAS	Fonctionnement		1 200 €
4478	IDENTITES ET PARTAGE	Projet	NOUVEL AN BERBERE (YENNAYER)	500 €
4527	INSTITUT UNIVERSITAIRE MAIMONIDE, AVERROES, THOMAS D'AQUIN	Fonctionnement		40 000 €
4544	CHOEUR OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	Fonctionnement		1 000 €

## Délibération n°V2019-546

4573	ATELIER DE RENCONTRE ET DE RECHERCHE COMPARATIVE EN ETHNOLOGIE	Fonctionnement		700 €
5055	CENTRE DE FORMACION PROFESSIONALA OCCITAN	Fonctionnement		3 500 €
5192	ASSO RECHERCHE ENSEIGNEMENT LANGUES ANCIENNES MONTPELLIER	Projet		500 €
5432	INTER'CAL	Projet	CARNAVAL OU LA FETE DU MONDE A L'ENVERS	1 000 €
5636	LE JT DU OFF MONTPELLIER	Projet	L'OSTAL DES CARCASSONNE	1 000 €
6372	CHEVALIERS DE L'ORDRE DES QUATRE VENTS	Projet	MEDIEVALE DE LA SAINT ROCH	1 500 €
6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES	Projet	L'INSTRUMENTARIU M MEDIEVAL DE MONTPELLIER	3 000 €
7063	CERCLE NAPOLEONIEN DE MONTPELLIER " JACQUES ALIBERT" -	Projet	MONTPELLIER IMPERIALE	300 €
<b>PLURIDISCIPLINAIRES</b>				
254	UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	Fonctionnement		3 000 €
1110	COMPAGNIE ODETTE LOUISE	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ESPACE RECTO VERSO	1 000 €
3671	CROUS	Projet	YOOT	17 000 €
4191	ILLUSION ET MACADAM	Fonctionnement		18 000 €
		Projet	FESTIVAL METROPOLISME 2020	38 000 €
4389	ASSO REGIONALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENTREPRISES CULTURELLES	Fonctionnement		10 000 €
6135	L'ATELLINE	Projet	PRESENCES ET RECIPEROCITE : L'ATELLINE ET	3 000 €

			MONTPELLIER	
<b>THEATRE</b>				
48	ASSOCIATION PROTESTANTE RADIO TELEVISION FM PLUS	Fonctionnement		8 000 €
231	CREA TEF	Fonctionnement		1 700 €
		Projet	LE QUARTIER DES BEBES : EVENEMENT CULTUREL QUI S'ADRESSE AUX ENFANTS DE 0 A 5 ANS	500 €
432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC HERAULT	Fonctionnement		5 000 €
		Projet	PRINTEMPS DE LA BULLE BLEUE ET OUVERTURE	4 000 €
473	LE BAO	Fonctionnement		1 000 €
532	ATHOME	Projet	CE QUE JE DIS	2 500 €
1071	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III	Fonctionnement		9 000 €
1143	COMPAGNIE LES GRISETTES	Fonctionnement		2 000 €
1176	LA COMPAGNIE PROVISOIRE	Fonctionnement		1 800 €
		Projet	PROJET MOLIERE	800 €
1315	THEATRE DE LA REMISE	Fonctionnement		3 000 €
1523	ASSOCIATION DANSOMANIA	Fonctionnement		5 000 €
1595	LE CRI DEVOT	Fonctionnement		800 €
		Projet	SAVE THE DATE #GENERATION(S)	1 000 €
1619	LA DRAILLE COLOREE	Fonctionnement		500 €
1733	ATOUT CLOWNS	Fonctionnement		1 000 €
1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	Fonctionnement		2 000 €
1949	THEAVIDA	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	VIDA'FESTIV 12	500 €

## Délibération n°V2019-546

2003	COMPAGNIE AUGUSTE SINGE	Fonctionnement		1 500 €
3073	LES FOURMIS ROUSSES	Fonctionnement		1 500 €
3156	PRIMESAUTIER THEATRE	Fonctionnement		2 000 €
3283	COMPAGNIE LES TETES DE BOIS	Fonctionnement		4 000 €
		Projet	"LA JEUNE FILLE QUI GRIMPAIT AUX ARBRES" VERSION ESPACE PUBLIC	3 000 €
3471	COMPAGNIE DES NUITS PARTAGEES	Fonctionnement		2 000 €
3845	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	Fonctionnement		15 000 €
4010	L'AUTRE THEATRE IITM	Fonctionnement		1 900 €
4214	U STRUCTURE NOUVELLE	Fonctionnement		7 500 €
4364	EXIT COMPAGNIE	Fonctionnement		6 500 €
4472	LA VISTA THEATRE DE LA MEDITERRANEE	Fonctionnement		50 000 €
		Projet	PASS VISTA	15 000 €
4799	CABOMUNDO - CAP MONDE	Fonctionnement		2 000 €
4812	COMPAGNIE ADESSO E SEMPRE (MAINTENANT ET TOUJOURS)	Fonctionnement		8 500 €
4819	L'ATALANTE	Fonctionnement		3 500 €
4932	COMPAGNIE DORE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	GARE AUX CLOWNS	1 000 €
4936	INTERSTICES	Fonctionnement		2 500 €
4937	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE	Fonctionnement		7 000 €
4951	COMPAGNIE BRUITQUICOURT	Fonctionnement		4 500 €
4962	GROGNON FRERES	Fonctionnement		3 500 €
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	Fonctionnement		4 100 €
		Projet	SAISON LA BAIGNOIRE	5 000 €
5039	MACHINE THEATRE	Fonctionnement		8 000 €



## Délibération n°V2019-546

5049	N.U. (NOS URGENCES) COLLECTIF D'ARTISTES	Fonctionnement		1 000 €
5105	L'ADRESSE	Fonctionnement		4 500 €
5109	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE	Fonctionnement		6 000 €
		Projet	A NOS AILLEURS	1 500 €
5110	COMPAGNIE VERTIGO	Fonctionnement		3 500 €
5122	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE	Fonctionnement		500 €
		Projet	DESTINATION IDENTITE	800 €
5205	COMPAGNIE MOEBIUS	Fonctionnement		4 000 €
5305	LA MAISON THEATRE	Fonctionnement		2 000 €
		Projet	ACTION EGALITE HOMME FEMME	1 000 €
		Projet	ACTION POUR UNE RENTREE CITOYENNE	1 000 €
5499	COMPAGNIE LA HURLANTE	Projet	LE SILENCE DES CONFETTIS	500 €
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	Fonctionnement		2 000 €
5575	JE PARS A ZART	Projet	THEATRE DE LA PLUME	800 €
5804	CHAGALL SANS M	Fonctionnement		2 000 €
5814	LA RAFFINERIE	Fonctionnement		1 000 €
6114	MECANIKA	Fonctionnement		800 €
6664	LA GRANDE HORLOGE	Fonctionnement		500 €
6946	QUARTIER GARE	Fonctionnement		4 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>1 383 300 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever cette somme sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 1 383 300 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 47 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Daniel BOULET, Mme Mylène CHARDES, Mme Perla DANAN, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Nicole LIZA, M. Jérémie MALEK, Mme Isabelle MARSALA, Mme Caroline NAVARRE, M. Bernard TRAVIER, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement Culture.pdf
- Convention Projet Culture.pdf
- Convention Fonctionnement Culture.pdf
- 4081 Convention grain d'image boutographies 2020.pdf
- Convention \_3988 Maison de la Poésie 2020.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Commémorations" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	BATAILLON IMMORTEL	200 €
512	AMICALE DES TRANSMETTEURS DU LANGUEDOC - ROUSSILLON	Fonctionnement		200 €

528	UNADIF - FNDIR ASSOCIATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		200 €
540	FEDERATION NATIONALE DES ANCIENS COMBATTANTS ALGERIE MAROC ET TUNISIE	Fonctionnement		1 000 €
1313	ASSOCIATION NATIONALE DES MEMBRES DE L'ORDRE DU MERITE	Projet	REMISE DES PRIX DEPARTEMENTAUX DU CIVISME, EDUCATION CITOYENNE ET DE L'ENGAGEMENT CITOYEN AUX JEUNES GENERATIONS AYANT FAIT PREUVE D'INITIATIVES CITOYENNES DANS L'ANNEE	200 €
1878	COMITE DE MONTPELLIER D'ENTRAIDE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	ENTRETIEN DE LA MEMOIRE, DEPOT DE GERBES EN IMPLIQUANT DES JEUNES LORS DE CEREMONIES PATRIOTIQUES	220 €
2079	ANCIENS MARINS ET MARINS ANCIENS COMBATTANTS DE MONTPELLIER	Fonctionnement		200 €
2305	MOZAIK OUTRE- MER	Projet	ESCLAVAGE ABOLIE "LA CONSCIENCE NOIRE"	200 €
<b>TOTAL</b>				<b>2 420 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 2 420 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Social" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

### ➤ Dans le cadre de la thématique SOLIDARITE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
25	LES PETITS DEBROUILLARDS OCCITANIE	Projet	ATELIER PRATIQUE DU NUMERIQUE AU CEIS	10 500 €
618	LA CLE DES CHANTS	Fonctionnement		500 €
2030	VIE ET ANIMATION	Projet	NOMBREUSES ACTIVITES PROPOSEES AU SEIN DU POLE GERONTOLOGIE DU CHU : LOTO ET AUTRES JEUX, ANIMATIONS MUSICALES, THES DANSANTS, CLOWNS, SORTIES	1 000 €

			INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES, COMPOSITIONS FLORALES ET JARDIN	
3873	SERVICE DES TRADUCTEURS D'URGENCE	Fonctionnement		2 000 €
4048	VISITE MALADES ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS VMEH	Fonctionnement		1 500 €
4279	J'OSE LIRE ET CLAIR DE PLUME	Projet	AU FIL DES CONTES	800 €
		Projet	JOURNEE FESTIVAL DE CONTE INTERGENERATIONNEL	700 €
4636	LE PEYROU SENIORS EN ACTION	Fonctionnement		400 €
5960	MUSIQUE ET HANDICAPS MEDITERRANEE	Projet	ATELIERS INTERGENERATIONS	7 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>24 400 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique AIDE ALIMENTAIRE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
666	SECOURS CATHOLIQUE	Fonctionnement		21 000 €
1068	SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS MONTPELLIER	Fonctionnement		41 000 €
1493	RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR DE L'HERAULT	Fonctionnement		54 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement		4 000 €
1913	CONFERENCE SAINTE CROIX ASSOCIATION SAINT VINCENT DE PAUL	Fonctionnement		500 €
1914	LA PORTE OUVERTE	Fonctionnement		3 000 €
1942	BANQUE ALIMENTAIRE DE L'HERAULT	Fonctionnement		18 000 €
2110	A COEUR OUVERT	Fonctionnement		6 500 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Projet	EPICERIE SOLIDAIRE	2 500 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	Fonctionnement		13 000 €
4583	ORDRE DE MALTE - FRANCE	Projet	PETITS DEJEUNERS POUR LES PERSONNES	2 000 €

			EN SITUATION DE PRECARITE	
5863	SOS SDF LES AMOUREUX DE LA VIE	Fonctionnement		1 200 €
<b>TOTAL</b>				<b>166 700 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
1118	MOUVEMENT ATD QUART MONDE - GROUPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 000 €
1664	L'AVITARELLE	Fonctionnement	75 000 €
2835	SOLIDARITE DOM TOM HERAULT	Fonctionnement	15 000 €
3254	SANTE ET SOLIDARITE	Fonctionnement	1 500 €
5448	CULTURE ET SPORTS SOLIDAIRES 34	Fonctionnement	6 000 €
6522	LES PETITS FRERES DES PAUVRES - EQUIPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	1 500 €
7014	SOLIDARITE RESF34	Fonctionnement	500 €
<b>TOTAL</b>			<b>100 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique HANDICAP:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
582	SURDI 34 - ASSOCIATION DE DEFICIENTS AUDITIFS	Projet	ACCOMPAGNEMENT DE VISITE MUSEES ET CANAL DU MIDI	500 €
696	COMITE LIAISON DES ASSOCIATIONS DE PERSONNES HANDICAPEES	Fonctionnement		10 000 €
697	ASSOCIATION POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	Fonctionnement		6 000 €
699	FEDERATION DES AVEUGLES ET AMBLYOPES DE FRANCE - LR	Projet	ACCESSIBILITE CADRE BATI, VOIRIE, TRANSPORT ET NUMERIQUE	700 €
703	ASSOCIATION DES DONNEURS DE VOIX - BIBLIOTHEQUE SONORE DE MONTP.	Fonctionnement		1 800 €



## Délibération n°V2019-548

1058	ASSOCIATION DES PARALYSES DE FRANCE	Fonctionnement		10 000 €
1108	ASSOCIATION VALENTIN HAUY AU SERVICE DES AVEUGLES ET MALVOYANTS	Projet	FAVORISER ET RESTAURER L'AUTONOMIE DES DEFICIENTS VISUELS.	1 000 €
1543	FNATH ACCIDENTES DE LA VIE SECTION MONTPELLIER	Fonctionnement		3 800 €
1828	MONTPELLIER TANDEM CLUB HANDISPORT	Fonctionnement		800 €
		Projet	SEJOUR SPORTIF TANDEM EN ECOSSE	400 €
1936	ROULE NATURE	Fonctionnement		2 600 €
2099	ASSOCIATION SOCIOCULTURELLE BILINGUE FREDERIC PEYSON	Fonctionnement		2 000 €
2144	CLUB SERVICES LOISIRS (GEM RABELAIS)	Projet	LE RECYCLAGE, ÇA SE CULTIVE: COMPRENDRE, CREER, S'IMPLIQUER	700 €
5475	ASSOCIATION FAMILIALE DES SOURDS MONTPELLIER - HERAULT	Fonctionnement		400 €
5974	CAP'A CITE	Projet	UN PAS VERS L'INCLUSION SOCIALE DES JEUNES EN SITUATION DE HANDICAP	2 500 €
<b>TOTAL</b>				<b>43 200 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
514	LIGUE DES DROITS DE L'HOMME	Fonctionnement		1 400 €
661	FRANCE VICTIMES 34	Fonctionnement		7 500 €
3318	ASSOCIATION NATIONALE LE REFUGE DELEGATION MONTPELLIER	Fonctionnement		4 000 €
4786	FIERTE MONTPELLIER PRIDE	Fonctionnement		6 500 €
		Projet	27EME EDITION DE LA MARCHE DES DIVERSITES PRIDE DE MONTPELLIER ET 25EME ANNIVERSAIRE DE L'ASSOCIATION FIERTE MONTPELLIER	5 000 €

			PRIDE	
		Projet	PRIDE OFF FESTIV'ALL	5 000 €
4904	HABITER ENFIN !	Projet	ACCOMPAGNEMENT AU LOGEMENT	1 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>30 400 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique COHESION SOCIALE:

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		17 000 €
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	Projet	2 CHANTIERS EDUCATIFS	8 000 €
1463	PEDAGOGIE ET PRISON	Projet	JOURNAL HECTOR	500 €
1755	CENTRE APAJ	Projet	ATELIERS DSL	3 500 €
		Projet	MEDIATION PENALE ET ACCES AUX DROITS	8 000 €
2971	ASSOCIATION DE MEDIATION PENALE MONTPELLIERAINE	Fonctionnement		4 000 €
4163	VIA VOLTAIRE	Fonctionnement		10 000 €
4773	DE.F.I - DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION	Fonctionnement		5 000 €
5895	ACCORDERIE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		1 900 €
6444	SYLLABE	Projet	LANGAGE - ANCRAGE: ATELIER D'ECRITURE AVEC UN GROUPE DE DEMANDEUR D'ASILE	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>58 400 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou les conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 423 600 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Maud BODKIN, Mme Clare HART, Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Enfance" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
64	ADAGES	Fonctionnement		7 500 €
231	CREA TEF	Projet	LE QUARTIER DES BEBES - HORS LES MURS	800 €
409	JOUONS EN LUDOTHEQUES	Fonctionnement		2 000 €
497	ASSOCIATION ANIM'FRIMOUSSES ET CIE	Fonctionnement		300 €
1201	LA BOUTIQUE D'ECRITURE AND CO	Projet	BEBES BIB ET CHANSONNETTES	1 000 €
3901	HALTE POUCE	Fonctionnement		3 500 €
4770	RIROLI	Fonctionnement		600 €
<b>TOTAL</b>				<b>15 700 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 15 700 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Annie YAGUE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Fonctionnement.pdf
- Convention Projet

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Économie" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Montant
249	UNION FEDERALE DES CONSOMMATEURS QUE CHOISIR	Fonctionnement	1 000 €
3546	LES VOIES DES PALAIS	Fonctionnement	1 200 €
4309	CENTRE TECHNIQUE REGIONAL DE LA CONSOMMATION	Fonctionnement	1 500 €
4664	ASSOCIATION DES MARCHES PAYSANS DE L'HERAULT	Fonctionnement	500 €
<b>TOTAL</b>			<b>4 200 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur l'imputation citée ci-dessus pour un montant total de 4 200 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Écologie urbaine" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	ETUDE DE LA BIODIVERSITE URBAINE	500 €
1261	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN	Fonctionnement		1 000 €
1457	MOSSON COULEE VERTE	Fonctionnement		3 000 €
5417	SALON DE L'ECOLOGIE	Projet	SALON DE L'ECOLOGIE2020	1 000 €
5946	HORTICULTURE FESTIVALS MEDITERRANNEEN	Fonctionnement		1 000 €
		Projet	SEVE 4 "AUX	3 500 €



**Délibération n°V2019-551**

			ARBRES CITOYENS"	
6058	SAUVEGARDE DU JARDIN DE LA REINE	Fonctionnement		1 000 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Projet	AGROFORESTERIE URBAINE	500 €
<b>TOTAL</b>				<b>12 500 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 12 500 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Droit des Femmes" et "Santé" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

### ➤ Dans le cadre de la thématique DROIT DES FEMMES :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
777	MOUVEMENT FRANÇAIS PLANNING FAMILIAL	Fonctionnement		7 000 €
1853	FEMMES ACTIVES MOUV' (FAM)	Projet	ORGANISATION DU 6 EME SALON DES METIERS ET DES FEMMES A LA MPT ROSAPARKS	900 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDF	Projet	FEMMES EGALITE EMPLOI. FACILITER L'ACCES A L'EMPLOI ET A LA FORMATION DES FEMMES	3 000 €

		Projet	PARCOURS VERS L'EMPLOI (PVE) DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES	12 000 €
3359	MOUVEMENT DU NID - DELEGATION DE L'HERAULT	Fonctionnement		6 800 €
5377	CICADE	Projet	GESTION D'UN LIEU RESSOURCE SPECIALISE DANS LE DROIT DE LA FAMILLE DES FEMMES ETRANGERES OU ISSUES DE L'IMMIGRATION	1 200 €
6587	OSEZ LE FEMINISME ! 34	Fonctionnement		1 000 €
<b>TOTAL</b>				<b>31 900 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

➤ Dans le cadre de la thématique SANTE :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €
155	JALMALV - MONTPELLIER	Fonctionnement		3 000 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		600 €
233	MA VIE	Projet	MALADIES CHRONIQUES ET ACTIVITES PHYSIQUES ADAPTEES	1 800 €
578	AVENIR SANTE	Projet	LOS ANGELS DE LA NUECH	12 000 €
		Projet	PREVENTION ET REDUCTION DES RISQUES EN MILIEU FESTIF A MONTPELLIER	4 000 €
674	SOS AMITIE MONTPELLIER LANGUEDOC	Fonctionnement		1 200 €
720	LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE L'HERAULT	Projet	MON QUARTIER DU SOUFFLE	1 500 €
1425	ASSOCIATION RIRE, CLOWNS POUR ENFANTS HOSPITALISES	Fonctionnement		3 000 €

1480	INFO DON 34	Fonctionnement		400 €
1806	AIDES MONTPELLIER	Projet	ACTIONS DE PREVENTION ET DE DEPISTAGE COMMUNAUTAIRE DU VIH ET DE L'HEPATITE C AUPRES DES HOMMES AYANT DES RAPPORTS SEXUELS AVEC DES HOMMES (HSH) ET DES PERSONNES MIGRANTES	1 500 €
2874	REDUIRE LES RISQUES	Fonctionnement		3 800 €
3138	SOS HEPATITES LANGUEDOC ROUSSILLON	Projet	UNE SEMAINE CONTRE LES HÉPATITES	1 500 €
3317	SPHERES SOINS PALLIATIFS HOPITAL ET RESEAUX EXTERNES DE SANTE	Fonctionnement		1 800 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
3794	POINT ECOUTE PARENTS ADOLESCENTS	Fonctionnement		1 500 €
4242	MEDECINS DU MONDES	Fonctionnement		1 000 €
4452	ASSOCIATION PR LE DEVELOPPEMENT DES SOINS PALLIATIFS MTP HERAULT	Fonctionnement		1 000 €
5138	BLOUSES ROSES	Fonctionnement		500 €
5520	ASSOCIATION DE PREVENTION EN ORTHOPHONIE DE L'HERAULT	Projet	"UN BEBE LIVRE"	700 €
5532	ALLO PARENTS MONTPELLIER	Projet	"SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE A LA PARENTALITE"	900 €
5726	FRANCE ADO 34	Fonctionnement		500 €
5772	SOUFFRANCE TRAVAIL 34	Fonctionnement		500 €
		Projet	LES CAFES DEBATS DE L'ASSOCIATION SOUFFRANCE AU TRAVAIL 34	500 €
6305	DIABETE RECHERCHE EDUCATION ALIMENTATION METABOLISME	Fonctionnement		500 €

**Délibération n°V2019-552**

6594	LA COMEDIE DES NEURONES	Fonctionnement		400 €
6856	MIAM	Projet	"DE LA GRAINE A L'ASSIETTE"	570 €
<b>TOTAL</b>				<b>45 670 €</b>

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 934

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou les conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 77 570 ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Caroline NAVARRE.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "International" - Exercice 2020

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
3	UNICEF LANGUEDOC ROUSSILLON	Fonctionnement		700 €
400	AMITIES RUSSES ET AVEC LES PEUPLES DE L'EX URSS	Projet	ORGANISATION DE LA SEMAINE CULTURELLE RUSSE	700 €
456	MAISON DES TIERS MONDES ET DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	Fonctionnement		8 000 €
		Projet	ORGANISATION DE LA 31EME QUINZAINE DE LA SOLIDARITE INTERNATIONALE	2 000 €

## Délibération n°V2019-553

548	EURO - GRECE FRANCE	Fonctionnement		700 €
		Projet	ORGANISATION DE LA FETE NATIONALE GRECQUE, DE STAGES DE DANSE AVEC DES PROFESSEURS VENUS DE GRECE, DE CONFERENCES AVEC DES PROFESSEURS ET INTERVENANTS DE L'UNIVERSITE DE MONTPELLIER OU DE GRECE, ORGANISATION D'UNE CHORALE	500 €
		Projet	ORGANISATION D'UN CONCERT GRATUIT OUVERT AU PUBLIC AVEC 20 CHORISTES ET 4 MUSICIENS VENUS DE GRECE	500 €
680	ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
931	AS SAINT - MARTIN MONTPELLIER	Projet	ACCUEIL DES VILLES JUMEEES LORS DU 54EME TOURNOI INTERNATIONAL DE PAQUES (AVRIL 2020): ACCUEIL D'EQUIPES DE FOOTBALL DES VILLES JUMELLES DE MONTPELLIER	6 500 €
1073	FRANCE - ISRAËL - ALLIANCE GENERAL KOENIG	Fonctionnement		700 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	Fonctionnement		13 000 €
1397	MAISON DE L'EUROPE DE MONTPELLIER	Fonctionnement		7 000 €
1710	AMICALE ARMENIENNE DE MONTPELLIER ET SA REGION	Fonctionnement		300 €
1785	COMITE D'ORGANISATION FORUM SPORTIF ET CULTUREL - COFSEC	Projet	SEMINAIRE MONTPELLIER/BARCELONE A MONTPELLIER	250 €
		Projet	SEMINAIRE MONTPELLIER/HEIDELBERG A MONTPELLIER	250 €
		Projet	40EME RENCONTRE ENTRE MONTPELLIER ET HEIDELBERG A HEIDELBERG	1 000 €
		Projet	10EME RENCONTRE ENTRE MONTPELLIER ET	1 000 €

## Délibération n°V2019-553

			BARCELONE A BARCELONE	
1847	CENTRE DE DOCUMENTATION TIERS - MONDE	Fonctionnement		2 700 €
2984	COUP DE SOLEIL LANGUEDOC - ROUSSILLON	Projet	15EME EDITION DU PRIX LITTERAIRE COUP DE CŒUR DE L'ASSOCIATION	300 €
4763	MONTPELLIER CUBA SOLIDARITE	Fonctionnement		700 €
5008	CASA AMADIS ASSO CULTURELLE DE LANGUE PORTUGAISE DE MONTPELLIER	Projet	FETE DE L'ILLUSTRATION, PROMOTION D'ARTISTES MONTPELLIER/ PORTUGAL	300 €
5072	GESTION MAISON DE MONTPELLIER A HEIDELBERG	Fonctionnement		105 236 €
		Projet	ACQUISITION BUREAUTIQUE, VIDEOPROJECTEUR, TRAVAUX DE RENOVATION ET AMEUBLEMENT DE LA CAVE	5 000 €
6665	LES AMIS DE LA SICILE. ASSOCIATION MONTPELLIER-PALERME	Fonctionnement		700 €
6729	COLLECTIF MOBILITE INTERNATIONALE	Fonctionnement		300 €
7104	LES ENFANTS RUSSES DE MONTPELLIER	Projet	ORGANISATION DU FESTIVAL "LES VACANCES RUSSES "POUR PARTAGER LA CULTURE RUSSE AUX ENFANTS MONTPELLIERAINS	200 €
		Projet	ECHANGE LINGUISTIQUE AVEC ST-PETERSBOURG	100 €
TOTAL				159 336 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 936

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- de prélever ces sommes sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 159 336 € ;
- d'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Luc ALBERNHE, Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Marc DI RUGGIERO, Mme Isabelle MARSALA, M. Sauveur TORTORICI.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement.pdf
- Convention Projet.pdf
- Convention Fonctionnement.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre notre commune la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC)**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un souci d'économie, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC), conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et est à ce titre notamment en charge de l'ensemble de la procédure de passation, y compris la signature et la notification du ou des marchés à intervenir. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un marché à procédure adaptée pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, pour une période d'exécution d'un an à compter de la notification.

Cet accord-cadre est composé d'un seul lot, pour des montants maximums pour chaque entité exprimée en € H.T. ci-dessous :

Pour la Ville de Montpellier : .....15 000 € HT  
Pour Montpellier Méditerranée Métropole : .....65 000 € HT

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de de Gaz Naturel Comprimé pour véhicules (GNC), convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention gaz naturel compressé

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour les achats de Prestations Services Traiteurs - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans un souci d'économies, et en vertu des articles 2113-6 à 2113-8 du Code de la Commande Publique, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'achat de Prestations Services Traiteurs, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande conformément aux articles 2162-1 à 2162-14 du Code de la Commande Publique, sans minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an et pour une durée maximale, toutes reconductions comprises, de 4 ans.

Cet accord-cadre est décomposé en 3 lots, avec des montants estimatifs annuels pour chaque entité exprimée en € H.T. :

### **Lot n°1 Prestations Traiteurs haut de gamme :**

Ville de Montpellier ..... 70 000 € HT  
Montpellier Méditerranée Métropole . 300 000 € HT

**Lot n°2 Prestations Traiteurs traditionnelles :**

Ville de Montpellier .....60 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole ..200 000 € HT

**Lot n°3 Plateaux et sachets repas :**

Ville de Montpellier .....50 000 € HT

Montpellier Méditerranée Métropole .... 5 000 € HT

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, pour l'achat de Prestations Services Traiteurs, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché ;
- d'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur les budgets de fonctionnement et d'investissement de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) - Stationnement sur voirie**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société TaM Voirie, l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement sur voirie par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Il convient de noter en préalable que la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 a apporté d'importantes modifications en matière de gestion du stationnement payant sur voirie, applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2018. En effet, suite à la dépenalisation du stationnement, le stationnement payant devient une redevance d'occupation du domaine public, dont le barème tarifaire est défini par le Conseil Municipal.

L'automobiliste a la possibilité de s'acquitter, soit du paiement de la redevance au tarif correspondant à la durée de son stationnement, soit du paiement d'un tarif forfaitaire, sous la forme d'un Forfait Post-Stationnement (FPS) applicable en cas d'absence ou d'insuffisance de paiement immédiat de la redevance.

Les montants liés aux FPS versés par les usagers auprès de TaM Voirie ou de l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI), sont reversés par la Ville de Montpellier à Montpellier Méditerranée Métropole et affectés à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

Dans un souci d'amélioration de la qualité de services aux usagers du stationnement sur voirie, et afin de

**Délibération n°V2019-556**

leur apporter d'une part, la garantie d'information de l'émission d'un Forfait-Post-Stationnement (FPS) en cas de non-paiement ou de paiement partiel du service, comme l'assurance d'un règlement sans majoration directe, et, d'autre part, la possibilité de formaliser un Recours Administratif Préalable Obligatoire (RAPO) dans les délais impartis, la Ville de Montpellier a choisi de modifier le cycle de gestion des FPS.

Ainsi, par délibération en date du 28 juin 2018, la Ville a conclu avec l'ANTAI une convention en cycle complet. Cette modification a donné lieu à un premier avenant au contrat de DSP avec TaM Voirie par délibération en date du 27 septembre 2018, et a également entraîné la signature d'une convention de mandat pour l'encaissement des FPS par TAM voirie.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante, avant le 1<sup>er</sup> juin, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Stationnement sur voirie portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 22 novembre 2019.

Par ailleurs, dans le cadre de la réglementation spécifique liée aux réclamations relevant du stationnement sur voirie et conformément à l'article R.2333-120-15 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) est établi par le délégataire et transmis à l'autorité délégante.

Ce rapport est présenté à l'assemblée délibérante avant le 31 décembre.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport annuel du délégataire, ainsi que du rapport annuel relatif aux RAPO :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet la gestion et l'exploitation du service public de stationnement sur voirie de la ville de Montpellier, à ce compris la perception des redevances de stationnement, l'établissement et la gestion des FPS avec transmission à l'ANTAI et l'entretien et le renouvellement du parc des horodateurs.

Le délégataire est la société dédiée « TaM Voirie » filiale à 100% de la SEAML TaM, dont la ville est actionnaire à 9.11% au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 46.02%.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans.

L'année 2018 porte donc sur la 1<sup>ère</sup> année de délégation.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### A/ L'activité

##### 1. Fréquentation :

2 145 436 personnes ont utilisé le parc de stationnement d'environ 13 780 places payantes, dans les proportions suivantes :

- 92 % des usagers (1 966 452) sont des visiteurs horaires,

**Délibération n°V2019-556**

- 2 % des usagers (47 743) bénéficient d'un abonnement résident,
- 0,1% des usagers (2 687) bénéficient d'un abonnement pour les professionnels.
- 6% des usagers (128 554) bénéficient d'un stationnement gratuit, notamment les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) et les détenteurs de la carte de stationnement multimodale permettant d'avoir ½ heure gratuite.

La mise en place de la dématérialisation (démarches et paiement) a été plébiscitée par une majorité d'abonnés et se développe auprès des visiteurs horaires.

## 2. Contrôle du Stationnement payant sur voirie :

Conformément aux prescriptions de la Ville, la mise en œuvre du contrôle du stationnement payant a été progressive. La priorité a été axée sur le travail de pédagogie par l'ensemble des équipes de TaM Voirie auprès des usagers.

De mars à décembre 2018, le nombre de véhicules contrôlés s'élève à 1 084 826 véhicules. Environ 4 300 véhicules sont contrôlés chaque jour par les agents.

180 086 Forfaits Post Stationnement (FPS) ont été émis :

- 45% en zone jaune,
- 44 % en zone orange,
- 11% en zone verte.

## 3. Recouvrement des Forfaits Post Stationnement :

### FPS minoré :

En cas de paiement absent ou insuffisant du stationnement, un FPS est émis par un agent de TAM Voirie, affecté au contrôle. Un avis de paiement est apposé sur le véhicule.

L'utilisateur dispose d'un délai de 4 jours pour payer son FPS en tarif minoré (Zones orange et jaune : 17 euros ; Zone verte : 10 euros). Le paiement s'effectue auprès de TAM Voirie.

### FPS nominal et majorés :

Après ce délai de 4 jours, le FPS relève du tarif nominal (Zones orange et jaune : 33 euros ; Zone verte : 17 euros).

De janvier à août 2018, la Ville était en cycle partiel avec l'Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions (ANTAI). TAM Voirie se chargeait de l'encaissement des FPS tarifs minoré et nominal. En cas de non-paiement, le FPS était adressé à l'ANTAI, 3 mois après son émission, qui se chargeait du recouvrement.

Après une délibération du Conseil Municipal du 28 juin 2018, la Ville a conclu une convention en cycle complet avec l'ANTAI entrée en vigueur en septembre. L'objectif était d'améliorer la qualité du service rendu aux usagers en sécurisant le processus d'information à leur encontre. Désormais, l'utilisateur bénéficie d'un deuxième canal de notification : l'avis de paiement est adressé par courrier au domicile de l'utilisateur. Par conséquent, en cas de disparition ou de perte du 1<sup>er</sup> avis de paiement déposé sur le véhicule, l'utilisateur aura grâce à cette 2<sup>nd</sup>e notification, la possibilité de payer le FPS dans les délais impartis.

Si l'utilisateur n'a pas payé son FPS au terme d'un délai de 3 mois, un titre exécutoire majoré de 50 euros est émis par l'ANTAI. La Direction Générale des Finances Publiques peut ensuite procéder au recouvrement.

## B/ Principaux moyens mis en œuvre :

### 1. Les effectifs :

L'effectif de la société dédiée TAM Voirie est de 26 agents, complété par 8 agents de la société mère TAM :

- 24 agents sont affectés au contrôle,
- 1 agent est affecté à la planification, et au reporting des recettes,
- 3 agents traitent les Recours Administratifs Préalables Obligatoires,



- 5 agents sont dédiés à la maintenance et à la collecte,
- 1 agent est recensé pour le Management des équipes.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2018, l'agence TAM Voirie rue Frederic Fabrège, a assuré l'information et la commercialisation des abonnements.

Depuis le mois de septembre 2018, la commercialisation des produits et services est réalisée dans les espaces mobilité de TAM.

## 2. Investissements :

La mise en œuvre de la réforme s'est déroulée de façon satisfaisante. Montpellier est la première ville de France à être équipée d'un nouveau modèle d'horodateur afin de moderniser le stationnement payant sur voirie. La qualité de service aux usagers a été une priorité.

De ce fait, afin de favoriser l'appropriation des nouveaux outils par les utilisateurs, le programme initial des travaux a dû être modifié au regard de décisions techniques (ergonomie et technicité des horodateurs revus) ainsi que du maillage et du positionnement des horodateurs et des aires de stationnement.

En conséquence seuls 20 nouveaux horodateurs ont été mis en service en phase de test au cours de l'année 2018.

706 nouvelles places pour les deux roues ont été créées sur le territoire de la commune, dont 474 arceaux pour les vélos et 132 arceaux pour les motos et scooters, soit 176 aires de stationnement,

## C/ Qualité de service :

Cette année 2018 a permis la baisse du nombre de véhicules « ventouses » sur la voie publique, avec pour conséquence l'accès à une plus grande liberté de places pour les usagers du service.

De nombreux questionnements et réclamations ont été adressés par les usagers au début de la réforme et se sont atténués très rapidement.

Avec la dépénalisation du stationnement payant, la contestation de la redevance de stationnement ne relève plus de l'ordre judiciaire, mais de l'ordre juridictionnel administratif. La loi institue une nouvelle procédure de contestation.

L'automobiliste peut contester son Forfait Post Stationnement selon une procédure organisée en deux temps :

### 1. Bilan des Recours Administratifs Préalables Obligatoires relevant du délégataire :

Après réception de leur FPS, les usagers ont la faculté d'effectuer un RAPO auprès du délégataire. Une équipe de 3 agents assermentés est en charge du traitement des RAPO, des réclamations et de l'accueil téléphonique.

Seulement 2,2% des FPS ont fait l'objet d'un RAPO, soit 3 956 RAPO traités :

- 71,6 % (2 832) des recours ont été admis.
- 1,8 % (70) des recours ont été jugés irrecevables,
- 27% (1 054) des recours ont été rejetés.

Les principaux motifs d'acceptation sont liés à la mise en place de la réforme (enregistrement en cours dans la base de données résident, gratuité liée aux PMR, cession de véhicule, dysfonctionnement du système de paiement dématérialisé et absence de FPS sur le véhicule).

Conformément à la demande de la Ville, l'utilisateur est informé par TAM Voirie lorsque le dossier est incomplet et toute décision est explicite.

## 2. Recours devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant :

Lorsque le RAPO est rejeté totalement ou partiellement, l'usager a la faculté de faire un recours d'ordre juridictionnel administratif, devant la Commission du Contentieux du Stationnement Payant. Cette juridiction administrative spécialisée a une compétence sur l'ensemble du territoire national pour le contentieux lié au stationnement payant sur voirie. Elle est installée à Limoges.

101 recours ont été déposés en 2018. En raison d'un nombre important de demandes au niveau national, 38 recours ont été instruits :

- 24 rejets,
- 10 acceptations,
- 4 abandons de requérants.

Aucune ordonnance n'a été notifiée à la Ville en 2018.

### D/ La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la fixation des tarifs des services publics et du zonage constitue une prérogative de l'autorité délégante, la Ville de Montpellier.

L'objectif de la tarification est de favoriser les rotations permettant la mise en œuvre d'une offre de stationnement au plus grand nombre, et de fluidifier la circulation en particulier dans le centre-ville.

Les tarifs varient selon les trois zones de stationnement :

- Zone jaune (courte durée) : stationnement limité à 5 heures,
- Zone orange (moyenne durée) : stationnement limité à 7 heures,
- Zone verte (longue durée) : stationnement limité à 9 heures.

Le stationnement est payant du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Il est gratuit le dimanche et les jours fériés.

Horaires	Zone Jaune Courte durée	Zone orange Moyenne durée	Zone verte Longue durée
1 heure	2,00 €	1,00 €	0,80 €
2 heures	4,00 €	2,00 €	1,00 €
3 heures	10,00 €	3,00 €	1,20 €
4 heures	17,00 €	4,00 €	1,40 €
5 heures	33,00 €	10,00 €	1,60 €
6 heures		17,00 €	1,80 €
7 heures		33,00 €	4,00 €
8 heures			10,00 €
9 heures			17,00 €

Les Personnes à Mobilité Réduite, détentrices de la carte d'invalidité, bénéficient de la gratuité sur toutes les places de stationnement ouvertes au public.

La carte de stationnement multimodale est délivrée à tout usager qui en fait la demande. Elle permet 30 minutes gratuites une fois par jour sur l'ensemble du stationnement payant.

Des tarifications spéciales s'appliquent à certaines catégories d'usagers :

- Pour les résidents de Montpellier, les tarifs sont les suivants : 15 €/mois, 150 €/an  
18 secteurs de stationnement ont été organisés. L'abonnement résident permet de stationner dans son secteur de résidence mais également dans un secteur limitrophe. Un tarif spécial est mis en place pour les résidents ayant un abonnement aux transports en commun : 3€/ mois ou 30 €/ an.
- Pour les professionnels (artisans, professionnels de santé, et aides à domicile), les tarifs sont : 2 €/jour, 20 €/mois et 200 €/an.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

#### 1) Compte de résultat de TaM Voirie

Pour l'année 2018, le résultat net s'affiche à hauteur en bénéfice à hauteur de 361 K€ pour un prévisionnel au contrat de 371 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 5 849 K€ soit un écart de -410 K€ (-6.5%) par rapport aux prévisions contractuelles. Les produits d'exploitation se composent principalement des recettes horaires pour 59% (3 441 K€) ainsi que des recettes abonnés pour 14% (842 K€). En complément, les frais de contrôle et de surveillance tel que définis au contrat à 8.7€ par FPS émis, représentent 1 567 K€ soit 27% des produits.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 348 K€. Elles se composent pour 39% des frais de personnels (1 025 K€) et des prestations assurées par la société mère TaM (1 043 K€) ; pour 43% de la redevance versée à la Ville de Montpellier (2 310 K€ soit 39% du chiffre d'affaires) ; pour 5% des frais de maintenance et d'hébergement de solutions informatiques ; 3.6% des amortissements et provisions ; 3.4% des achats et consommables et 2.4% des autres services extérieurs (commission CB, promotion, assurances, affranchissement).

Le contrat prévoit une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 135 K€ par an soit 947 K€ sur la durée du contrat, avec une clause d'engagement financier intégrant un reversement pour solde à la ville, des montants non dépensés. Le délégataire a réalisé 114 K€ de dépenses sur la première année pour le redéploiement des anciens horodateurs, des réparations de cartes, de modules et pour du paramétrage bancaire.

Le programme prévisionnel d'investissements fait état de plus de 7 M€ sur la totalité du contrat ; dont près de 4 M€ pour l'acquisition et l'installation des horodateurs, constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Le programme prévoyait 6.7 M€ d'investissements sur l'année 2018. Cependant au vu des difficultés techniques et de positionnement, et de la priorité axée sur l'information et la pédagogie auprès des usagers du service, un report des investissements principalement liés aux nouveaux horodateurs a été réalisé sur l'année 2019.

Les investissements sur l'année 2018 se sont élevés à hauteur de 489 K€ concernant essentiellement de la signalétique, des logiciels et des aménagements divers.

#### 2) Bilan des Forfaits-Post-Stationnement

La Ville de Montpellier a reçu 1 950 K€ de recettes provenant des FPS dont 1 567 K€ de TaM Voirie et 491 K€ de L'ANTAI. Elle a reversé 1 610 K€ de frais de gestion (frais de contrôle et surveillance de agents de TaM Voirie et frais d'affranchissement et de traitement de l'ANTAI).

Après déduction de ses propres frais de gestion la Ville de Montpellier a reversé à Montpellier Méditerranée Métropole la somme de 330 K€ conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT, et tel qu'approuvé par délibération n° M2019-668 au Conseil de Métropole en date du 18 novembre 2019.

#### IV) Conclusion et perspectives

Cette première année de contrat a vu la mise en place de la réforme du stationnement sur voirie et a nécessité un important travail de communication et de pédagogie auprès des usagers.

Des comités entre les équipes de la ville de Montpellier et TaM Voirie se réunissent régulièrement et permettent un suivi de l'activité comme de la politique d'investissement et de renouvellement.

Les différents impacts de la mise en place de la dépenalisation sur les nouvelles pratiques de mobilité ou sur l'attractivité du centre-ville seront mesurés lors de la mise en place de l'observatoire des mobilités à partir de l'année 2020.

#### **En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport du délégataire de service public relatif au stationnement payant sur voirie au titre de l'exercice 2018 ;
- de prendre acte du rapport annuel sur les Recours Administratifs Préalables Obligatoires (RAPO) au titre de l'année 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte des rapports.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2018
- RAD 2018 Annexes
- Rapport RAPO 2018 définitif.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Henri Salvador - Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société « Les Petits Chaperons Rouges – LPCR Collectivités Publiques SAS » l'exploitation du service public de la crèche Henri Salvador par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 5 ans et 7 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Conformément à l'article 3.1.2 du contrat de délégation, le délégataire a créé « LPCR DSP Montpellier SARL » qui est une société dédiée dont l'objet social est exclusivement réservé à l'exécution dudit contrat.

Par délibération du 3 mai 2018, le Conseil municipal a approuvé la cession de convention de délégation de service public concernant l'exploitation de la crèche Henri Salvador vers la société « LPCR DSP Montpellier SARL ».

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Henri Salvador portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Monsieur Jean-Luc COUSQUER en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégués de Service Public présidée par Monsieur Vincent HALUSKA en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial. L'exploitation inclut également la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, réalisation et distribution des repas.

La délégation a débuté au 01/01/2018 pour se finir au 31/07/2023, soit une durée d'exploitation de 5 ans et 7 mois. L'année 2018 est donc la première année de délégation.

Les locaux se situent dans le quartier des Arceaux de Montpellier. La capacité de la crèche est de 101 places, dont 89 places en accueil collectif et 12 places en accueil familial. Il s'agit d'une crèche de garde qui a donc une obligation d'ouverture au mois d'août et pour l'accueil temporaire des enfants des autres établissements municipaux fermés pendant cette période. Elle a également intégré en début 2018 les enfants de l'ancienne crèche municipale Sophie Lagrèze, qui est désormais fermée.

La participation de la Ville de Montpellier a été fixée dans le contrat de délégation, à hauteur de 0,873€ par heure facturée.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### 1) L'activité

Pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation en heures réalisées est de 58,76% et le taux d'occupation en heures facturées de 69,75%, soit un taux de facturation de 118,71%.

Afin d'encourager la mixité sociale, il est prévu contractuellement que le délégataire favorise autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée de présence inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2018, le taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 22%, il est donc inférieur au taux contractuel de 40% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le contrat de délégation de service public prévoit l'ouverture de 12 places en accueil familial sur des horaires élargis (6h-20h). Cependant, les difficultés de recrutement d'assistantes maternelles n'ont pas permis au délégataire d'ouvrir ces places en 2018.

##### 2) La qualité du service public

###### a) *Encadrement*

L'accueil est assuré par 28,6 professionnels (ETP), avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 57,14 %, ce qui est satisfaisant au regard du contrat qui prévoit un minimum de 57%. Pour rappel, le décret du 07/06/2010 impose un taux minimum de 40 %.

En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter deux vacataires, dont un pédiatre et un psychologue.

*b) Offre d'équipement et le projet pédagogique*

L'offre d'équipement est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier.

Pour cette première année d'ouverture, le projet pédagogique a été recentré sur les 3 axes suivants : la nature, l'éducation au développement durable et le développement du langage. Quotidiennement, des ateliers sont proposés aux enfants pour leur permettre d'acquérir de nouvelles connaissances, de développer leurs sens et leur motricité.

En parallèle, une salle snoezelen a été créée. Dans une ambiance zen, les enfants, en petits groupes, peuvent explorer les différentes propositions sensorielles mises à disposition. Cet espace est également mis à disposition des parents pour leur proposer de partager un temps de découverte et de bien être avec leur enfant.

*c) Activités périodiques et temps forts*

Des ateliers découvertes autour d'activités diverses sont proposés tout au long de l'année par la découverte des livres, l'éveil musical, la mise en place d'un potager, l'éveil au goût, le recyclage, l'éveil sensoriel, les jeux d'eau, etc.

Deux temps festifs avec les familles ont été proposés sur l'année : la fête de l'été avec des animations musicales, l'intervention d'une compagnie théâtrale et la découverte d'un jardin sonore ; ainsi que la fête de l'hiver qui proposait le spectacle « Le voyage des P'tites oreilles », suivi d'un temps de convivialité partagé autour d'un goûter.

*d) Enquêtes de satisfaction*

Deux enquêtes de satisfaction ont été réalisées en 2018 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et de recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place. En mai 2018, la satisfaction globale des parents est de 7,1/10 (taux de participation de 30%). En octobre 2018, la satisfaction globale des parents est passée à 8,5/10.

3) La grille tarifaire

*a) Modalités de détermination des tarifs*

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = Taux de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)
---

*b) Taux applicables pour 2018*

<b>ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant / heure)</b>	<b>Taux de participation familiale</b>	<b>Tarifs plancher 2018</b>	<b>Tarif plafond 2018</b>
<b>1 enfant</b>	0,06 %	0,41 €	2,92 €
<b>2 enfants</b>	0,05 %	0,34 €	2,44 €
<b>3 enfants</b>	0,04 %	0,27 €	1,95 €
<b>4 à 7 enfants</b>	0,03 %	0,21 €	1,46 €
<b>8 enfants et au-delà</b>	0,02 %	0,14€	0,96 €

<b>Ressources plancher 2018</b>	<b>687,30 €</b>
<b>Ressources plafond 2018</b>	<b>4 874,62</b>

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire 2018 présente un déficit pour sa première année de contrat à hauteur de 242K€, avec un résultat d'exploitation également en perte de 256K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 891K€ et se composent à 60% de participation de la CAF, à 25% de participation des familles et à 15% de participation de la Ville de Montpellier (soit 136K€).

Les charges d'exploitation de 1 147K€ se composent à 69% de charges de personnel, à 10% de frais d'alimentation des enfants, à 9% de frais de siège et à 12% de diverses charges (impôts, taxes, eau, entretien, maintenance, etc.)

Des erreurs comptables ont été constatées sur les charges à hauteur de 16K€, celles-ci seront corrigées sur l'année 2019 par le délégataire. Elles auraient permis de remonter le déficit réel à hauteur de 226K€.

Malgré un exercice 2018 fortement déficitaire de la société « LCPR DSP Montpellier » et d'une solvabilité mise à mal pour cette première année, il convient de noter que la société dédiée dispose du soutien de son groupe sociétés « LPCR Groupe », dont les fonds propres sont satisfaisants. Par ailleurs, le résultat déficitaire consécutif d'une dérive liée à l'estimation des produits, reste toutefois sans impact financier pour la Ville de Montpellier.

Il n'y a aucune obligation en matière de politique d'investissement. Le contrat impose au délégataire une provision pour gros entretien et renouvellement de 2 000€ HT par an qui n'a pas été respectée sur 2018. Une correction sera effectuée sur 2019 par le délégataire.

IV) Conclusion et perspectives

Malgré l'absence de mise en œuvre de l'accueil familial, de difficultés de recrutement et d'un accueil à temps partiel qui n'a pas atteint son objectif contractuel, la qualité de service a été préservée. En effet, le taux d'encadrement des enfants est satisfaisant et les parents ont exprimé une bonne satisfaction globale de la crèche.

La mise en place progressive de l'activité sur le premier trimestre de l'année 2018, ainsi qu'une sous-évaluation des besoins en charges, a entraîné un déficit important sur l'année 2018 pour le délégataire.

Suite au suivi de la Ville de Montpellier auprès du délégataire, l'exploitation s'est améliorée sur 2019, notamment du fait de meilleurs remplissages de la crèche, d'un personnel plus stable et de la fidélisation des familles, comme de la mise en place de l'accueil familial.



**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de service public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Crèche H. Salvador\_RAD 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 DSP Fourrière Automobile - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié à la société ENLEVEMENTS ET GARDIENNAGE SERVICES (EGS) l'exploitation du service public de la Fourrière Automobile par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 7 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Par délibération en date du 3 avril 2018, l'avenant n° 1 a été passé pour autoriser la cession du contrat de Délégation de Service Public à la société dédiée ENLEVEMENT ET GARDIENNAGE SERVICES MONTPELLIER (EGS Montpellier).

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit avant le 1<sup>er</sup> juin de chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Fourrière Automobile portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Jean-Luc Cousquer, en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public, présidée par Vincent Haluska en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

### I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'enlèvement, sur le territoire de la Ville de Montpellier, aux fins de mise en fourrière, de gardiennage et de restitution des véhicules, conformément aux prescriptions du code de la route.

Le délégataire agit à la demande de la Ville de Montpellier après prescription d'un officier de police judiciaire ou d'un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions.

Le délégataire perçoit directement auprès des propriétaires ou conducteurs qui retireront leurs véhicules, le paiement des frais occasionnés par la mise en fourrière dans le respect des tarifs fixés par arrêté interministériel. En cas de revalorisation, ces tarifs sont validés par le conseil municipal.

Dans le cadre de cette délégation, en complément d'activité, la ville de Montpellier a souhaité la mise en place d'une prestation d'enlèvement de véhicule hors d'usage (VHU) auprès des particuliers.

La délégation s'étend du 01/01/2018 au 31/12/2024, soit une durée d'exploitation de 7 ans. L'année 2018 porte donc sur la 1<sup>ère</sup> année de délégation.

### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

#### A/ L'activité

##### 1/ Enlèvements de véhicules :

En 2018, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 855.

Il est à noter que 86 interventions ont été annulées avant l'arrivée du camion du délégataire sur le lieu prévu de l'enlèvement.

L'activité Fourrière se compose de :

- 8 769 véhicules entrés en fourrière sur réquisition des autorités de police ;
- 879 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur le lieu de l'intervention ;
- 121 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 769 interventions en 2018.

- ✓ 1 399 véhicules pour la police nationale (14%);
- ✓ 8 370 véhicules pour la police municipale (86%).

Le taux d'efficacité d'EGS Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à 99,13 %.

##### 2/ Sorties de véhicules :

En 2018, les sorties de véhicules se répartissent ainsi, compte tenu également du stock existant sur l'exercice précédent :

- 7 673 enlèvements de véhicules facturés à leur propriétaire,
- 2 086 véhicules mis en destruction,
- 82 véhicules vendus par les Domaines.

Conformément à l'article 50 du contrat, il est prévu une prise en compte des annulations de procédure émanant des autorités de police compétentes. Pour l'année 2018, 59 procédures ont été concernées.

##### 3/ Service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage :

Afin d'améliorer la gestion en amont des véhicules épaves ou en voie d'épavisation sur le territoire de la Commune, il est mis en place dans ce nouveau contrat, un service d'enlèvement des Véhicules Hors d'Usage (VHU). Le délégataire prend en charge gratuitement l'enlèvement, la destruction physique et administrative, sur demande des propriétaires des véhicules.

Ce service concerne 32 véhicules pour l'année 2018.

#### B/ Principaux moyens mis en œuvre :

##### 1 / Les terrains et locaux :

Deux terrains et des locaux sont mis à disposition par la Ville au délégataire :

- Un Site principal sis 1945 Avenue de Toulouse, d'une superficie totale de 6970 m<sup>2</sup> qui se compose de :
  - ✓ 5 540 m<sup>2</sup> de parking et surface ouverte de stockage, dont un parking accueil usagers ;
  - ✓ 1 200 m<sup>2</sup> de hangar ouvert à usage de stockage ;
  - ✓ 97 m<sup>2</sup> de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour le délégataire.
 Ce site comprend également des bureaux contigus à ceux du délégataire réservé à l'unité fourrière de la Police Municipale. Cet agencement facilite la gestion de l'activité fourrière du fait de la complémentarité des deux activités administratives et opérationnelles.
- Un terrain de stockage sis 280 chemin de Poutigon est réservé principalement aux véhicules de type « judiciaires » et « volés ». Ce site de stockage annexe a fait l'objet d'un agrément par arrêté préfectoral du 22 février 2018.

Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tramway « arrêt Sabines ».

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

##### 2 / L'effectif :

Au 31 décembre 2018, les effectifs s'élevaient à 12 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 8 chauffeurs. Lors de l'absence longue durée de la chef d'exploitation, le directeur Fourrière EGS a assuré l'intérim. La prise de fonction d'un nouveau chef d'exploitation a eu lieu le 21/08/2018. Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure.

##### 3/ Véhicules d'enlèvement :

Le parc de véhicules est constitué de 10 véhicules de remorquage : un camion plateau, huit véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m<sup>3</sup> pour l'enlèvement des deux roues (location). L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

#### C/ La qualité du service public

Le site de la fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale depuis 2013.

La certification Qualiville (AFNOR) pour le guichet police municipale a été reconduite en octobre 2018.

Dans le cadre de la démarche de certification ISO 9002, un audit d'EGS a été réalisé par l'AFNOR le 4 décembre 2018.

#### D) La grille tarifaire :

Les tarifs des frais de fourrière appliqués pour l'année 2018 correspondent aux tarifs indiqués dans l'annexe 5 du contrat DSP.

Ils sont issus de l'arrêté interministériel du 10 août 2017 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2001 fixant les tarifs des frais de fourrière pour automobiles.

Catégories de Véhicules	Opérations préalables	Enlèvements	Garde journalière
Véhicules Poids Lourds 3,5 t ≤ PTAC ≤ 44 t	22,90 €	122,00 €	9,20 €
Voitures particulières	15,20 €	117,50 €	6,23 €
Autres véhicules immatriculés Cyclomoteurs, motocyclettes, tricycles à moteur et quadricycles à moteur non soumis à réception	7,60 €	45,70 €	3,00 €

Au-delà de trois jours de présence sur le parc, les véhicules doivent faire l'objet d'une expertise. Ces frais s'ajoutent alors aux frais de fourrière dus par le propriétaire du véhicule.

Le coût des frais d'expertise est de 18,80 €, majoré des frais de dossier de 24 €, soit au total 42,80 €.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Pour l'année 2018, le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -198 K€ alors que le compte d'exploitation prévisionnel prévoyait un résultat déficitaire de -34 K€ soit un écart de -164 K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 430 K€ (-5%) par rapport au prévisionnel contractuel. Les produits d'exploitation se composent d'enlèvement pour 44% (622 K€), des ventes de ferraille pour 21% (298 K€), de gardiennage pour 11% (160 K€), des judiciaires pour 10% (145 K€), de facturation de terrain privé pour 7% (96 K€) et de produits divers pour 7% (109 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 650 K€. Elles se composent notamment des charges de personnel pour 50% (819 K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 19% (314 K€), des frais et charges de gestion pour 10% (165 K€), des amortissements pour 6% (94 K€), de surveillance pour 5% (87 K€) et des frais de structure pour 4% (71 K€). On note une dérive importante concernant les frais de personnel qui s'élèvent à 819 K€ contre 648 K€ dans le compte d'exploitation prévisionnel, soit une augmentation de 171 K€ (+26%) expliquant ainsi, en majeure partie, le déficit de cette première année de contrat.

La redevance perçue par la Ville de Montpellier s'élèverait à 318 K€. Elle se compose d'une part fixe de 100 K€ et d'une part variable de 15% des produits d'exploitation. Cette redevance apparaît cependant à hauteur de 314 K€ dans la comptabilité du délégataire et des négociations sont en cours sur ce point.

Malgré les capitaux propres négatifs de cette société dédiée consécutifs au déficit réalisé, la structure est portée par un groupe avec des capitaux propres conséquents.

Le contrat impose une politique d'entretien et de renouvellement à hauteur de 280 K€ sur la durée du contrat avec une clause d'engagement financier de reversement à la Ville de Montpellier en cas de non utilisation. Le délégataire a actuellement utilisé 23.5 K€ sur l'année 2018. A la fin de la délégation, les sommes non consommées seront remboursées à la Ville de Montpellier.

Conformément au contrat, le délégataire a dépensé 742 K€ en investissement dont 542 K€ en matériel de transport et 51 K€ en agencements (racks de stockage), constituant des biens de retour pour la Ville de Montpellier en fin de délégation. Des négociations sont en cours avec le délégataire sur l'état de l'inventaire (conformités des véhicules attendus au contrat et valeur nette comptable de fin d'année).

### IV) Conclusion et perspectives

Le résultat déficitaire consécutif d'une dérive financière relative aux charges de personnel est toutefois sans impact pour le délégant. Des dysfonctionnements d'ordre comptable, et de suivi administratif par le délégataire doivent être corrigés.

**Délibération n°V2019-558**

Cette première année de contrat, marque une hausse des interventions de 5% par rapport à la précédente délégation malgré un parc contraint avec un stock important de véhicules faisant l'objet de réquisitions judiciaires.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2018 Fourrière Automobile

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Rapport annuel du délégataire de service public de l'exercice 2018 - Crèche Joséphine Baker- Approbation**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 27 Juillet 2009, le Conseil municipal a programmé, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Ovalie, la construction de la crèche Joséphine Baker, établissement d'accueil des jeunes enfants, d'une capacité de 60 places d'accueil collectif et de 9 places d'accueil familial.

Par délibération du 2 octobre 2014, la Ville de Montpellier a approuvé le principe du renouvellement de la gestion de la crèche « Joséphine Baker » dans le cadre d'une délégation de service public.

Par délibération en date du 23 Juillet 2015, la Ville de Montpellier a confié à la société « Sasu People and Baby », présidé par Monsieur Christophe Durieux, l'exploitation du service public de la crèche Joséphine Baker par convention de Délégation de Service Public pour une durée de 6 ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2015.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la DSP Crèche Joséphine Baker portant sur l'année 2018 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil Municipal par délibération du 12 juin 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Jean-Luc Cousquer, en date du 28 octobre 2019 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Délégués de Service Public, présidée par Vincent Haluska, en date du 22 novembre 2019.

Il est désormais proposé au conseil de prendre acte de l'analyse du rapport du délégataire :

#### I) Rappel des principales modalités du contrat :

Le contrat de délégation a pour objet l'exploitation du service public d'accueil des jeunes enfants en service d'accueil régulier ou occasionnel, collectif et familial des enfants de moins de quatre ans (ou de moins de six ans en accueil périscolaire).

Le service délégué se situe dans le quartier Ovalie à Montpellier et concerne l'accueil simultané de 69 enfants dans le cadre de 3 sections, sur la base d'un accueil mixte comprenant 60 enfants en accueil collectif et 9 en accueil familial chez des assistantes maternelles rattachées à l'établissement. L'accueil des enfants est assuré sur la base minimale de 230 jours par an, du lundi au vendredi, sauf jours fériés, avec une amplitude horaire de 11h00, soit de 7h30 à 18h30.

Le délégataire est chargé de la rédaction du projet d'établissement, et du projet pédagogique qui devra correspondre aux principes posés par le Projet Educatif Municipal. Il assure, la gestion, l'entretien et la maintenance des locaux et équipements, ainsi que la livraison des denrées alimentaires, la réalisation et la distribution des repas dans des conditions d'hygiène, de sécurité sanitaire et d'équilibre nutritionnel adaptées aux jeunes enfants.

La délégation s'étend du 01/09/2015 au 31/08/2021, soit une durée d'exploitation de 6 ans. L'année 2018 porte donc sur la 3<sup>ème</sup> année de délégation.

#### II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

##### 1) L'activité

Pour le multi-accueil collectif, le taux d'occupation de l'année 2018 en heures réalisées est de 72.85% et le taux d'occupation en heures facturées de 81.30%, soit un taux de facturation de 111.59%.

Afin d'encourager la mixité sociale, il est prévu contractuellement que le délégataire favorise autant que possible l'accueil des familles avec des besoins différents tels que les demandes d'accueil à temps partiel (durée inférieure à 4 jours par semaine). Pour 2018, le taux de contrats à temps partiel réalisé par le délégataire est de 28% ; il est donc conforme au taux contractuel de 25% minimum.

Pour le multi-accueil familial, le taux d'occupation de l'année 2018 en heures réalisées est de 56.61%, et le taux d'occupation en heures facturées de 60.20%, soit un taux de facturation de 106.35%.

##### 2) La qualité du service public

- Encadrement : l'accueil est assuré par 24,6 professionnels (ETP) avec un taux de personnel qualifié auprès des enfants de 63 %, ce qui est satisfaisant au regard du décret du 07/06/2010 qui impose un taux minimum de 40%.



En complément de l'équipe de professionnels permanents viennent s'ajouter 4 vacataires dont un pédiatre (10 h / mois), un psychologue (10 h / mois), un musicien (3 h / mois) et une conteuse (4 fois / an).

- Offre d'équipement : l'offre est conséquente et adaptée à l'accueil des enfants. Les repas sont préparés au sein de l'établissement par un cuisinier avec un minimum de 50% de produits d'origine biologique.

- Projet pédagogique : dans le cadre du projet « Génération durable » du délégataire, des ateliers sont proposés quotidiennement aux enfants autour des thèmes suivants : « Exprimer ses émotions », « Recycler et créer », « S'ouvrir sur le monde » et « Se détendre, se relaxer ». En lien avec ce dernier thème, une des salles de la structure a été spécifiquement aménagée autour d'une ambiance zen, avec des jeux de lumière douce, des balles sensibles, des fils optiques, une table à lumière blanche...

- Activités périodiques et temps forts

- ✓ La crèche propose des ateliers « parents/enfants » où les parents sont conviés, une fois par trimestre et par section, à participer à une activité dans la section de leur enfant (parcours de motricité / réalisations de fresques / confections culinaires).
- ✓ Dans l'objectif d'accompagner les parents et de répondre à leurs questions, des « **Cafés Crèches** » sont organisés mensuellement. Il s'agit d'un moment d'échange entre les parents et les professionnels sous forme de petits déjeuners.
- ✓ **Ateliers musique** : intervention d'une musicothérapeute chaque mois (découvertes de nouveaux sons à travers la découverte de multiples instruments, chants, comptines...).
- ✓ **Ateliers contes** : intervention trimestrielle d'une conteuse de la médiathèque V. Hugo.
- ✓ L'année est rythmée par l'organisation de **temps forts** en fonction des mois et des saisons : fête de la galette, carnaval, fête du printemps, chasse aux œufs, fête des fleurs, fête de la crèche, fête de l'été, fête du goût, fête des feuilles et fête de fin d'année.

- Deux **enquêtes de satisfaction** ont été réalisées en 2018 par le délégataire, afin de connaître les attentes des familles et recueillir leurs avis quant à l'évolution de la crèche, l'accueil de leur enfant et les projets mis en place.

En mai 2018, 97% des parents disent être satisfaits ou très satisfaits de la crèche Joséphine Baker (taux de participation de 40%).

En novembre 2018, 100% des parents disent être satisfaits ou très satisfaits de la crèche Joséphine Baker (taux de participation de 46%).

### 3) La grille tarifaire

#### - Modalités de détermination des tarifs

Les tarifs des crèches résultent de l'application d'un barème national fixé chaque année par la CNAF. Le tarif horaire est calculé selon un taux de participation familiale appliqué aux ressources mensuelles des familles dans la limite d'un plancher et d'un plafond également fixé par la CNAF en début d'année. Le taux de participation familiale varie selon la composition de la famille.

Tarif horaire = de participation familiale x Revenu mensuel par foyer (encadré par un plancher et plafond)

- Taux applicables pour 2018

ACCUEIL EN CRECHE COLLECTIVE (prix par enfant / heure)	Taux de participation familiale	Tarifs plancher 2018	Tarif plafond 2018
1 enfant	0,06 %	0,41 €	2,92 €
2 enfants	0,05 %	0,34 €	2,44 €
3 enfants	0,04 %	0,27 €	1,95 €
4 à 7 enfants	0,03 %	0,21 €	1,46 €
8 enfants et au-delà	0,02 %	0,14€	0,96 €

Ressources plancher 2018	687,30 €
Ressources plafond 2018	4 874,62

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Le rapport annuel du délégataire présente un résultat net déficitaire de -84K€. Ce résultat déficitaire se compose d'un résultat d'exploitation déficitaire de -81K€ et d'un résultat exceptionnel déficitaire de -3K€.

Les produits d'exploitation s'élèvent à 1 082K€ contre 1 024K€ en 2017 soit une augmentation de 6%. Les produits d'exploitation se composent de 509K€ de participation de la CAF soit 47% des produits, de 377K€ de participation de la Ville de Montpellier soit 35% des produits et de participation des familles de 1 93K€ soit 18% des produits.

Les charges d'exploitation restent relativement stables et s'élèvent à 1 163K€ contre 1 169K€ en 2017 soit une diminution de 0.5%. Elles se composent des charges de personnel pour 66% (768K€), de la redevance versée à la Ville de Montpellier pour 11% (123K€), des impôts et taxes pour 6% (68K€), des frais d'alimentation pour 5% (55K€) et de frais de siège pour 4% (50K€).

Le coût net pour la Ville de Montpellier est représenté par la différence entre la participation versée (377K€) et la redevance perçue (123K€) soit un coût net de 254K€, représentant 23.5% des produits d'exploitation.

Malgré des résultats déficitaires depuis le début de la délégation et dans le cadre d'absence de société dédiée, il convient de noter que la solvabilité générale de la Sasu People&Baby reste bonne. Le résultat déficitaire consécutifs d'une dérive financière liée à la gestion des charges reste toutefois sans impact financier pour le délégant Ville de Montpellier.

On note que le contrat n'impose pas d'obligation d'investissement ou de politique d'entretien et renouvellement. Cependant la structure a tout de même investi 6K€ en mobilier et matériel pédagogique.

IV) Conclusion et perspectives

La délégation dans sa troisième année, à mi contrat, affiche des bons indicateurs. Le taux de remplissage de la crèche est conforme au contrat, les équipes sont stables, et il existe une très bonne communication entre le délégant et le délégataire.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte de ce rapport du délégataire de services public au titre de l'exercice 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- RAD 2018 Crèche J.BAKER

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Réalisation des travaux liés à la pérennité de l'ancienne Mairie - ZAC Pagézy - Mandat Ville de Montpellier/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (exercice 2018) - Avenant n° 2**

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

En 2011, les services de la Ville de Montpellier ont déménagé de l'Hôtel de Ville situé ZAC Pagézy au Nouvel Hôtel de Ville, situé ZAC des Consuls de Mer. Aussi les plateaux de bureaux ont été proposés à la location pouvant ainsi répondre à une demande d'entreprises recherchant un loyer modéré.

Ainsi, une Autorisation d'Occupation Temporaire a été signée entre la Ville et la Métropole de Montpellier relative à la location de 4 niveaux de bureaux en vue de l'implantation du Préfigurateur French Tech sur ces surfaces. Cette Autorisation d'Occupation Temporaire a fait l'objet d'une décision du Maire n° 2016/0028, en date du 29 janvier 2016.

Dans l'objectif de poursuivre les locations de plateaux, il a été nécessaire de procéder à la réalisation de travaux en vue d'assurer la pérennité du bâtiment. Compte tenu de la complexité de l'opération, le Maire de la Ville a décidé, par décision n°2016/0041 du 15 février 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, de confier à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet, le

**Délibération n°V2019-560**

pouvoir de le représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de réalisation, entré en vigueur à la notification le 11 avril 2016.

Le programme initial de l'opération consistait à :

- La reprise du réseau de chaleur et de froid ;
- La réalisation des travaux nécessaires sur la partie plomberie, CVC, désenfumage ;
- La rénovation des ascenseurs ;
- La mise en conformité incendie ;
- Les travaux d'aménagement pour le déménagement de la Mission Grand Cœur.

Ce programme a connu une évolution en 2017 s'agissant des surfaces initialement prévues pour l'implantation de la mission Grand Cœur qui n'a pu être réalisé. En lieu et place, s'est installé le Service Espace Jeunesse.

Les études menées en 2017 sur le diagnostic des réseaux de chaud et de froid ont conduit à modifier l'hypothèse de départ consistant à rénover les réseaux en place. De l'amiante a été détectée dans plusieurs étages sur le réseau de froid, ne permettant pas d'intervenir sur ces réseaux en site occupé. Compte tenu de cette problématique le choix s'est porté sur la création d'un nouveau réseau de distribution de chaud et de froid pour les étages (R+2 à R+5).

A ce sujet et afin de mettre en adéquation la rémunération du mandataire aux prestations réalisées, en date du 29 janvier 2019, un avenant n°1 a été signé entre la Ville et la SA3M.

Par ailleurs, il a été convenu de poursuivre les travaux de rénovation de la sous-station y compris ceux alimentant la salle Pagézy : les réseaux alimentant cette salle sont défectueux et ne permettent pas de chauffer et de refroidir correctement cette salle. Les travaux menés sur la sous-station justifient le fait de les poursuivre jusqu'à la salle pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

Enfin, le bâtiment a été labellisé « Architecture contemporaine remarquable ». Aussi des études complémentaires seront menées pour définir le type de rénovation ou de réhabilitation lourde nécessaire.

Ainsi exposé l'ensemble des problématiques liées aux travaux de la sous-station et de la salle Pagézy, il est nécessaire d'augmenter le budget consacré aux études de 80 000 € HT ainsi que l'enveloppe travaux de 181 000 € HT et l'enveloppe frais divers de 4 000 € HT. Compte tenu de ces travaux supplémentaires, il convient également de prévoir la part de rémunération correspondante pour le mandataire soit 10 000 € HT. Cet ajustement fait l'objet de l'avenant n° 2 joint en annexe.

Au 31 décembre 2018, le nouveau bilan financier prévisionnel global du mandat s'établit à 1 267 000 € HT avec une augmentation de 275 000 € HT correspondant à la réalisation des études et travaux supplémentaires de rénovation de la sous-station alimentant la salle Pagézy de l'ancien Hôtel de Ville.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat pour la réalisation des travaux, qui a été établi par la SA3M, mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;

**Délibération n°V2019-560**

- d'approuver l'avenant n° 2 qui fixe le nouveau montant de la rémunération du mandataire ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n° 2
- Rapport CRAC 2018
- Détail financier CRAC 2018
- Synthèse CRAC 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Mise en accessibilité des Etablissements Recevant du Public (ERP) du patrimoine immobilier communal - Mandat de Maitrise d'Ouvrage Délégée Ville/SA3M - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Exercice 2018**

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Dans le cadre de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005, relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, créant obligation aux gestionnaires d'ERP, de mettre en accessibilité leurs bâtiments, la Ville de Montpellier par délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015, approuvait la mise en œuvre de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'ap), validé par la Préfecture le 31 décembre 2015.

En s'inscrivant dans ce dispositif dérogatoire en application de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014, la Ville a ainsi pu bénéficier de la possibilité de mettre ses bâtiments en conformité par le biais d'une programmation pluriannuelle de réalisation des travaux.

La période de réalisation, inscrite dans l'agenda programmé de mise en accessibilité, porte sur une période allant de 2017 à 2024.

Dans cet objectif, le Maire de la Ville de Montpellier, par décision n°2016/0238 du 23 août 2016, et conformément aux dispositions de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, a décidé de confier à la SA3M le soin de faire réaliser ces travaux en son nom et pour son compte, et de lui conférer à cet effet le pouvoir de la représenter pour l'accomplissement des actes juridiques relevant des attributions du maître de l'ouvrage, dans le cadre d'un mandat de maîtrise d'ouvrage, entré en vigueur à la notification le 3 octobre 2016.

**Délibération n°V2019-561**

Par délibération n° V2017/416 du 23 novembre 2017, un avenant n° 1 a été approuvé pour le versement d'une avance remboursable supplémentaire de 850 000 €, portant le montant total des avances à 880 000 €, afin d'éviter la génération de frais financiers.

Au cours de l'année 2018, des études ont été réalisées pour les 24 ERP du programme annuel et la SA3M a lancé une nouvelle consultation pour désigner les prestataires en charge de réaliser les travaux. 21 sites ont été concernés par les travaux de mise en accessibilité.

Au 31 décembre 2018, le montant global des dépenses de travaux s'élève à 17 586 000 € HT. Le nouveau bilan de l'opération n'indique aucune évolution par rapport au bilan initial, soit 24 228 000 € HT.

En 2019, 37 ERP sont programmés pour être mis en accessibilité.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du compte rendu annuel à la collectivité au 31 décembre 2018 de l'opération de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier communal, qui a été établi par la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), mandataire de la Ville ;
- d'approuver le bilan prévisionnel de l'opération établi par la SA3M à la date du 31 décembre 2018 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019 ,

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- rapport CRAC 2018
- Détail financier CRAC 2018
- Synthèse CRAC 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALLIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Occupation irrégulière au 1457, rue du Pioch de Boutonnet Protocole d'accord**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La commune de Montpellier est propriétaire d'une villa avec dépendances sise au 1457, rue du Pioch de Boutonnet, parcelle cadastrée section BM, n° 397.

Le 29 avril 2019, suite à un appel d'un voisin, la police municipale a constaté l'entrée par effraction d'un groupe de trois personnes, donnant lieu au dépôt d'une plainte par la commune le jour même ainsi que le lancement d'une procédure d'expulsion devant le juge des référés du Tribunal de Grande Instance de Montpellier.

Par ordonnance du 29 mai 2019, le juge des référés a ordonné l'expulsion des occupants à défaut pour eux de libérer les lieux dans un délai de 6 mois suivant la notification de l'ordonnance.

La commune, souhaitant une libération rapide des lieux, a interjeté appel du jugement.

Le 28 novembre 2019, la Cour d'Appel de Montpellier a prononcé :

- l'expulsion immédiate des occupants à la signification de l'arrêt, tout en leur accordant le bénéfice de la « trêve hivernale » (jusqu'au 31 mars 2020);
- le paiement à la commune de Montpellier d'une indemnité d'occupation à hauteur de 800 € par mois pendant toute la durée de l'occupation (y compris rétroactivement), ainsi qu'au paiement des frais de première instance et d'appel.

Les occupants ont sollicité la commune de Montpellier afin que celle-ci renonce au bénéfice des sommes dues par eux s'ils s'engagent à libérer les lieux avant le 31 mars 2020, tel que prévu par l'arrêt de la Cour d'Appel.

**Délibération n°V2019-562**

Afin de permettre une libération rapide et une sécurisation des lieux, il vous est proposé de valider cette proposition par le biais d'un protocole d'accord.

Ledit protocole, joint en annexe, prévoit que les occupants s'engagent à renoncer à quitter les lieux au plus tard le 06 janvier 2020 en échange de quoi la Commune s'engage, elle, à renoncer à la perception des sommes et frais prévus par l'arrêt de la Cour d'Appel de Montpellier.

A défaut pour les occupants de respecter leurs engagements, la procédure d'expulsion se poursuivra sans que puisse être opposée la trêve hivernale à la commune.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver le protocole d'accord tel que joint en annexe dans les conditions exposées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit protocole ainsi que tous documents relatifs à ces affaires.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Protocole d'accord 2 (002).doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Titina DASYLVA, Audrey LLEDO

## **Propriété Legs Guiraud - Démolition des bâtiments pour mise en sécurité du site - Autorisations d'urbanisme**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Madame Henriette Gruat, Veuve Guiraud, décédée le 6 Mai 2008, a, par testament en date du 4 Juillet 2000, légué une propriété à la Ville de Montpellier. Celle-ci, située 1457 Rue du Pioch de Boutonnet, sur la parcelle cadastrale BM 397 (anciennement BM311p), est composée d'un terrain d'une superficie de 10 465m<sup>2</sup> supportant deux maisons attenantes de 113 et 70m<sup>2</sup> (maison du gardien). Ce legs a été accepté par la Ville par délibération du 27 Juillet 2009.

Les bâtiments sont vacants, leur accès est condamné mais ils font l'objet d'intrusions.

Afin d'assurer la sécurité sur ce site et dans le cadre de la gestion active du patrimoine, la Ville de Montpellier envisage la démolition des bâtiments.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la démolition des bâtiments sur la parcelle BM 397 ;
- de déposer les demandes d'autorisation d'urbanisme nécessaires pour mener à bien l'opération ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense sur les crédits ouverts pour l'exercice 2020, chapitres 900 et 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

## **Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) - Année 2019**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par lettre du 6 décembre 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R. 212-9 et R. 235-11 du code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2019.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils municipaux, puis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs (DSI) versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés pour l'année 2019 sont identiques à ceux de 2018 soit :

- 2 246, 40 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant,
- 2 808 € par an pour un instituteur marié ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non logés, est versée par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire comme sus indiquée l'Indemnité Représentative de Logement (IRL) versée par le CNFPT aux instituteurs non logés pour l'année 2019 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Finances, Administration  
générale, Affaires  
juridiques, Patrimoine**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

### **Absents / Excusés :**

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Audrey LLEDO

## **Octroi de la protection fonctionnelle à un Conseiller municipal**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

**Délibération n°V2019-565**

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Madame Sabria BOUALLAGA, Conseillère municipale, victime de diffamation sur le réseau social Facebook.

**Il est donc proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Madame Sabria BOUALLAGA, Conseillère municipale, victime de diffamation sur le réseau social Facebook ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Sabria BOUALLAGA.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Octroi de la protection fonctionnelle à Monsieur le Maire de Montpellier

Monsieur le Premier Adjoint, Max LEVITA, rapporte :

Aux termes des articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales, les élus peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection peut leur être accordée d'une part, lorsque l'élu fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions et, d'autre part, lorsqu'il est victime de violences, menaces ou outrages à l'occasion ou du fait de ses fonctions.

L'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'élu, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Aide au recours au ministère d'avocat (librement choisi par lui) ;
- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à sa défense ainsi que les frais de procédure et consignations, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à l'élu sur la base de la décision juridictionnelle définitive si la personne condamnée ne s'en est pas acquittée (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées).

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

**Délibération n°V2019-566**

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur la demande de protection fonctionnelle de Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, victime de diffamation lors d'un discours tenu à l'occasion du lancement officiel de la campagne d'un candidat à l'élection municipale de la commune de Vendargues diffusé le 1<sup>er</sup> décembre 2019 sur le réseau social Facebook.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées à Monsieur Philippe SAUREL, Maire de Montpellier, victime de diffamation dans une vidéo diffusée sur le réseau social Facebook le 1<sup>er</sup> décembre 2019 ;
- d'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, prise en charge des condamnations civiles ;
- de dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire ;

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Convention mutualisée avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) 2020-2022

Monsieur le Conseiller municipal délégué, Abdi EL KANDOUSSI

En 2015, la Ville de Montpellier s'est engagée en faveur de l'intégration et du maintien dans l'emploi des agents en situation de handicap en formalisant une politique Handicap et en contractualisant avec le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP), par la délibération n° 2014/563 du 17 décembre 2014.

Une convention signée du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31/12/2017 a permis de bénéficier d'un financement de plus de 950 000€ afin de réaliser les 10 fiches action du conventionnement définies dans les trois axes dans le projet :

- Axe 1 : L'organisation et la promotion de la politique handicap
- Axe 2 : Du recrutement à la réussite de l'intégration durable des agents en situation de handicap
- Axe 3 : La mobilisation de l'ensemble des leviers disponibles dans le cadre du maintien dans l'emploi

Au-delà des subventions importantes (955 932€) dont la Ville a bénéficié pour mettre en œuvre sa politique handicap, l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap, le pilotage du conventionnement a permis de structurer l'institution pour piloter efficacement cette politique et répondre aux objectifs formalisés dans la convention.

En 2018, un avenant est notifié pour proroger d'un an la convention de la Ville jusqu'au 31/12/2018.

Parallèlement, une réflexion s'est engagée sur le renouvellement de la convention et de son périmètre en raison de la mutualisation des fonctions Ressources Humaines de la Ville et de la Métropole.

Dans ce contexte, une démarche d'évaluation de la convention Ville 2015-2018 et un diagnostic organisationnel par un cabinet conseil ont permis de construire le projet de conventionnement mutualisé.

En avril 2019, le projet retenu est la reconduction du partenariat institutionnel en y intégrant la Métropole. Cette nouvelle convention permettra de poursuivre les actions engagées en faveur du maintien dans l'emploi et de l'intégration des personnes en situation de handicap à l'échelle des deux administrations rassemblées. La projection financière allouée par le FIPHFP est d'environ 850 000€ pour la période 2020-2022. La convention mutualisée comporte 6 fiches action :

- N° 1 Projet et politique handicap
- N°2 Gouvernance et organisation
- N°3 Accessibilité
- N°4 Recrutement
- N°5 Maintien en emploi
- N° 6 Communication

Les recettes du FIPHFP seront versées à la Ville de Montpellier, désignée comme chef de file. La convention étant un dispositif mutualisé, une partie des recettes sera redistribuée à la Métropole au prorata des actions prévues dans la convention.

Le projet de conventionnement a été présenté pour avis aux CHSCT et au Comité Local d'Engagement du FIPHFP pour validation du plan d'action et du financement.

La convention juridique sera éditée par le FIPHFP pour signature par toutes les parties en 2020. Un modèle de la convention ne peut donc être jointe à la présente délibération.

Par ailleurs, pour accroître son soutien aux employeurs publics, le FIPHFP a doté à chaque région d'un outil d'animation et de développement d'un large partenariat régional permettant de mobiliser les ressources disponibles au service de la mise en œuvre d'une politique publique d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ce dispositif appelé Handi-Pacte pour l'emploi des personnes handicapées dans les trois fonctions publiques, affirme la pertinence d'une approche commune autour d'une démarche de plan d'action mobilisatrice des synergies sur l'emploi, le maintien dans l'emploi et l'insertion durable des personnes en situation de handicap.

Financé par le FIPHFP, Handi-pacte repose sur l'animation d'un réseau des correspondants handicap, des directeurs des ressources humaines et d'un comité des employeurs publics de la Région Occitanie animée par le préfet de région.

Les parties signataires s'engagent par cette charte à :

- Participer activement aux travaux du Handi-Pacte International ;
- Mobiliser leurs services appropriés au sein des établissements à l'occasion de ces travaux ;
- Favoriser la diffusion des expériences innovantes et des bonnes pratiques.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'inscrire les dépenses et les recettes correspondant au conventionnement avec le FIPHFP au budget de la Ville, chapitres 900 et 930 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention juridique, après approbation du comité local FIPHFP, la charte Handi-Pacte ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

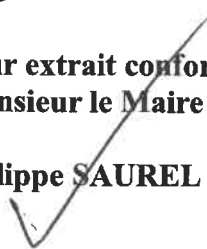
Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSÉ, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Travaux réglementés des jeunes en situation de formation professionnelle au sein de la Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier - Dérogation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Direction Paysage et Biodiversité de la Ville de Montpellier souhaite soutenir la formation des apprentis en CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts en intégrant les jeunes aux équipes pour accompagner leur professionnalisation.

Afin de compléter sa formation théorique suivie dans les Centres de Formation des Apprentis (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux...), l'apprenti est affecté à des travaux qui nécessitent l'utilisation ou l'entretien d'équipements de travail et de machines sur les sites de la Ville de Montpellier.

Aussi, pour autoriser l'utilisation des machines aux mineurs d'au moins 15 ans et de moins de 18 ans, le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale permet aux jeunes en situation de formation professionnelle dans la fonction publique territoriale d'effectuer des travaux dits « réglementés » sous réserve de satisfaire aux conditions suivantes :

1° Avoir procédé à l'évaluation prévue aux articles L. 4121-3 et suivants du code du travail, notamment élaboré et mis à jour le document unique d'évaluation des risques professionnels, comprenant une évaluation des risques existants pour les jeunes et liés à leur travail; cette évaluation est préalable à l'affectation des jeunes à leur poste de travail

**Délibération n°V2019-568**

2° Avoir, à la suite de cette évaluation, mis en œuvre les actions de prévention prévues au deuxième alinéa de l'article L. 4121-3 du même code ;

3° Avant toute affectation du jeune à ces travaux :

- a) Pour l'autorité territoriale d'accueil, avoir informé le jeune sur les risques pour sa santé et sa sécurité et les mesures prises pour y remédier et lui avoir dispensé la formation à la sécurité en s'assurant qu'elle est adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle ;
- b) Pour le chef d'établissement d'enseignement, lui avoir dispensé la formation à la sécurité prévue dans le cadre de sa formation professionnelle, adaptée à son âge, son niveau de formation et son expérience professionnelle et en avoir organisé l'évaluation.

4° Assurer l'encadrement du jeune en formation par une personne compétente durant l'exécution de ces travaux ;

5° Avoir obtenu, pour chaque jeune, la délivrance d'un avis médical relatif à la compatibilité de l'état de santé de celui-ci avec l'exécution des travaux susceptibles de dérogation. Cet avis médical est délivré chaque année soit par le médecin de prévention, soit par le médecin chargé du suivi médical des élèves et des étudiants ou des stagiaires de la formation professionnelle.

Considérant que ce dispositif présente un intérêt tant pour l'apprenti accueilli que pour le service accueillant, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises, il est souhaité par la présente délibération de dérogation aux travaux interdits qu'il soit accordé à ce jeune mineur d'effectuer des travaux dits « réglementés » à compter de la date de la présente délibération.

L'annexe 1 de la délibération précise :

- Les travaux sur lesquels portent la délibération de dérogation (notamment l'utilisation des machines et équipements de travail comportant des éléments mobiles concourant à l'exécution du travail et qui ne peuvent être rendus inaccessibles durant leur fonctionnement),
- Les formations professionnelles concernées (CAP, Brevet professionnel et BAC Professionnel des métiers de l'agriculture et des espaces verts),
- Les lieux de formation connus (CFA agricole, CFA horticole, CFA des métiers territoriaux de la région Occitanie)
- Les qualités et fonctions des personnes chargées d'encadrer les jeunes pendant ces travaux (Maître d'apprentissage et Responsable d'équipe)

L'annexe 2 de la délibération précise le détail des travaux concernés par la délibération :

- Nature des travaux : taille, tonte, fauchage, élagage et tronçonnage
  - Nom des équipements de travail : tondeuse à conducteur à pied, débroussailleuse portative, taille haie, perche élagueuse, motoculteur...
  - Equipements de protection individuelle : pantalon anti coupure, lunettes de protection, gants, chaussures de sécurité, bouchons ou casque anti-bruit
- La nature des travaux n'expose pas au risque de chute de hauteur ni à la manipulation de produits chimiques

Comme le prévoit le décret n°85-603 modifié, la présente délibération de dérogation sera transmise pour information aux membres du CHSCT et adressée concomitamment, par tout moyen permettant d'établir la date de réception, à l'agent chargé des fonctions d'inspection de la Ville de Montpellier, mission assurée par le centre départemental de gestion de l'Hérault.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les dérogations aux travaux réglementés telles que décrites ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**



**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- annexes 1 et 2.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Montpellier Méditerranée Métropole-Ville de Montpellier - Direction du Secrétariat Général - Création d'un service commun Assemblées et Vie des Institutions - Autorisation de signature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2016, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, engagées dans une démarche de convergence, se sont organisées au sein d'un organigramme commun avec une chaîne de direction générale mutualisée. De nombreux services communs ont depuis été créés, dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

La Ville et la Métropole de Montpellier ont approuvé en 2016 la création du service commun de direction du secrétariat général, portant sur le seul poste de directeur, respectivement par délibération n°2016/403 du 20 octobre 2016 pour la Ville et n° 14181 du 25 octobre 2016 pour la Métropole.

Par délibération n°V2017/343 en date du 3 novembre 2017 pour la Ville et par délibération n°14978 en date du 2 novembre 2017 pour la Métropole, la Ville et la Métropole ont élargi ce service commun à l'ensemble du service du courrier ainsi qu'aux postes de chargé de mission Secrétariat Général (en charge notamment de la gestion des missions et formations des élus) et d'assistant de direction.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des deux services des assemblées, dont l'un des principaux objectifs sera d'être un interlocuteur unique aux pratiques harmonisées pour les directions et les élus concernant la gestion des assemblées délibérantes.

En effet, le cadre réglementaire et législatif commun et l'imbrication des compétences entre la Métropole et la Ville impliquent un nombre croissant de dossiers communs en matière de délibérations et plus globalement d'actes administratifs, dont le traitement unifié en termes de contrôle juridique et de garantie du caractère exécutoire est un enjeu majeur du fonctionnement de l'administration rassemblée.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Les avis des Comités Techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ont été respectivement sollicités.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la création du service commun Assemblées et Vie des Institutions ;
- d'approuver la convention de service commun de la Direction du Secrétariat Général ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention CHU

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent titulaire de catégorie A à temps complet, assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg, afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

Il est donc proposé d'approuver le principe de la mise à disposition de cet agent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour une durée d'un an. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.

**Délibération n°V2019-570**

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- d'autoriser l'imputation de la dépense correspondante sur les crédits ouverts au budget de la Ville, chapitre 936 ;
- d'approuver la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Mylène CHARDES, M. Henri de VERBIZIER.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabbii YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Mises à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de l'Établissement Public de Coopération Culturelle "Montpellier Contemporain".

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Centre de Culture Contemporaine La Panacée et l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts sont réunis au sein d'un établissement public de coopération culturelle, le MoCo Montpellier Contemporain. L'objectif de cette structure est de maîtriser toute la filière professionnelle du monde de l'art, depuis la formation des étudiants jusqu'à l'exposition des œuvres en passant par la création, l'exposition et la médiation de l'art contemporain.

Il est soumis à l'approbation du Conseil municipal, la mise à disposition de 8 agents titulaires de la Ville de Montpellier auprès du Centre Culturel la Panacée de l'EPCC MoCo :

- 1 agent de catégorie A relevant de filière Culturelle,
- 2 agents de catégorie B relevant des filières Administrative et Technique,
- 5 agents de catégorie C relevant des filières Culturelle, Technique et Animation.

La mise à disposition s'effectuera à temps complet pour une durée d'un an à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'EPCC MoCo rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales, au prorata du temps de mise à disposition.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de huit agents titulaires auprès de l'EPCC MoCo ;
- d'appliquer le principe de remboursement des salaires versés aux agents mis à disposition ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 933, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition ou tout autre document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Guy BARRAL, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LEVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, M. Bernard TRAVIER.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Mise à disposition d'un agent municipal de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créée en 1848 et installée à Montpellier depuis 1872, Montpellier SupAgro, l'institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier est la grande école historique d'un site reconnu comme pôle scientifique de premier rang mondial en agronomie, alimentation et environnement. L'établissement accueille chaque année plus de 1 600 étudiants en formation diplômante, sur un large éventail de cursus d'ingénieurs, licences professionnelles, masters, doctorat, et autres diplômes tels que le diplôme national d'œnologie. Chaque année, près de 83 500 heures-stagiaire en formation continue sont dispensées en réponse aux besoins des entreprises.

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier SupAgro, un agent titulaire de catégorie C à temps complet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour une durée d'un an, en vue d'assurer les fonctions de responsable des espaces verts de l'établissement.

La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier.

Conformément aux dispositions générales relatives au régime de la mise à disposition, et notamment l'article 61-1 de la Loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition donne lieu au remboursement.

L'Institut national d'études supérieures agronomiques de Montpellier, Montpellier SupAgro, rembourse à la

**Délibération n°V2019-572**

Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Sup Agro ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 935, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'établissement public Montpellier Sup Agro telle que présentée en annexe.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Chantal MARION.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEUS.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Mise à disposition d'agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle gouvernance du bloc communal, la Ville, le CCAS et la Métropole ont placé la coopération et le développement des synergies entre collectivités au cœur de leur projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont mutualisé plusieurs de leurs directions et créer des services communs tels que le Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, la Direction de la Culture, le Département du Développement de l'Aménagement du Territoire, etc.

Afin de faciliter les parcours professionnels et de favoriser les mouvements des agents mais aussi de répondre à des besoins de compétences pour assurer des missions spécifiques, il est proposé au Conseil municipal la mise à disposition de deux agents municipaux de catégorie C auprès du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales, pour une durée de 6 mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Les modalités relatives à la mise à disposition sont présentées en annexe ci-jointe. Conformément à l'article 61-1 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes à hauteur de 25 %.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de ces agents de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville : chapitre budgétaire 930-020-15-70846 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée métropole.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Mise à disposition d'un agent de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition de la Ville de Montpellier un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des Adjoints administratifs territoriaux.

Rattaché auprès du service mutualisé Protocole et Accueil, l'agent sera mis à disposition à compter du 01/01/2020 pour une durée de 8 mois, à temps complet. Il exercera les fonctions de maître d'hôtel.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes sur le chapitre budgétaire 930-023-0.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Ville de Montpellier ;

**Délibération n°V2019-574**

- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville, chapitre budgétaire 930, sous réserve du vote des crédits correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

### Ressources humaines

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabi YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Modification du tableau des emplois et des effectifs - Approbation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

### I - Créations de postes permanents :

#### Filière administrative :

Adjoint administratif : la création de six postes

Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste

Rédacteur : la création d'un poste

Attaché : la création d'un poste

#### Filière Technique :

Adjoint technique : la création de huit postes

Adjoint technique principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste

Agent de maîtrise : la création d'un poste

Technicien : la création de trois postes

Ingénieur : la création de deux postes

Filière animation :

Adjoint territorial d'animation : la création de six postes

Adjoint territorial d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe : la création d'un poste

Animateur territorial : la création d'un poste

Filière médico-sociale, sous filière sociale :

Agent spécialisé des écoles maternelles principal seconde classe : la création de quatre postes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- d'inscrire l'imputation de la dépense sur les crédits ouverts au budget de la Ville, sur le budget du personnel ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ce dispositif.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction et les employeurs publics se doivent de faire preuve d'exemplarité dans cette démarche.

Dans ce cadre, comme le prévoient la loi n°2014-783 du 4 août 2014 et le décret n°2015-761 du 24 juin 2015, est présenté au Conseil municipal un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport appréhende tout d'abord la collectivité comme employeur au travers d'un rapport de situation comparée, d'un bilan des actions menées et d'orientations d'actions à mener.

Il présente également les politiques menées sur le territoire en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et détaille enfin la situation sur la politique des ressources humaines de la Ville de Montpellier en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Ce rapport a été présenté au Comité Technique de la Ville de Montpellier lors de sa séance du 19 décembre 2019.

**En conséquence il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

**Liste des annexes transmises en Préfecture :**

- 2019 - Rapport égalité FH Ville de Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Audrey LLEDO

## Rapport sur la situation de la Ville de Montpellier dans la prise en compte des objectifs de développement durable de l'année 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application de l'article 255 de la loi Grenelle 2, dont les dispositions ont été introduites dans le Code général des collectivités territoriales (CGCT), et en référence à la circulaire du 3 août 2011 relative à la situation en matière de développement durable dans les collectivités territoriales, la Ville de Montpellier est tenue de présenter, préalablement au vote du budget, un rapport sur sa situation en matière de prise en compte du développement durable. La loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité est venue modifier la finalité « une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables » par « transition vers une économie circulaire », ainsi que la finalité relative à la préservation de la biodiversité en y intégrant la notion de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent.

La présentation de ce rapport s'effectue donc suivant les cinq finalités du développement durable, définies par le Code de l'environnement :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, ainsi que la sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent ;
- la cohésion sociale et la solidarité entre territoires et entre générations ;
- la transition vers une économie circulaire ;
- l'épanouissement de tous les êtres humains.

Un sixième chapitre identifie les éléments de méthode inhérents au développement durable : la participation des acteurs et de la population, le pilotage et la transversalité des démarches, l'évaluation et la stratégie d'amélioration continue.

Le présent rapport dresse le bilan de la prise en compte du développement durable dans les activités de la Ville de Montpellier pour l'année 2019. Il renseigne annuellement plusieurs indicateurs de suivi et dessine les perspectives envisagées par la Ville pour l'année 2020.

L'ONU ayant annoncé dès 2018, que nous disposions de deux ans pour changer de modèle de développement face au **changement climatique**, la Ville de Montpellier accentue, en conséquence, ses politiques publiques qui accélèrent l'émergence de la ville adaptée. Elle introduit par ailleurs, cette année, dans son rapport de développement durable, les Objectifs de développement durables du Millénaire (ODD), qui deviennent un cadre pour ce nouveau modèle de développement local résilient.

Deux décisions de la Ville ont en particulier marqué, en 2019, son engagement **dans la lutte contre le changement climatique**. D'une part, la **déclaration d'urgence climatique**, votée par le Conseil Municipal, à l'unanimité le 18 juillet 2019, qui voit la création d'un **Fonds d'Urgence Climatique**, doté de plusieurs millions d'euros. Ce fonds permettra d'orienter les investissements vers la transition écologique, particulièrement dans les domaines de la rénovation thermique des bâtiments et des énergies renouvelables. D'autre part, la révision et l'actualisation du Guide AURA qui a abouti en 2019 au nouveau « **Manifeste de Montpellier pour une ville écologique et humaniste** ». Ce Manifeste édicte, selon les objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, que tout investissement urbain, projet d'aménagement, de renouvellement, d'architecture, se conçoit à partir des réalités climatiques, environnementales et démographiques tangibles ou à venir. Il se structure autour de quatre+une « Ambitions » partagées et garantes de l'aménagement d'une ville résiliente et durable. En septembre 2019, pour l'ouverture du 74ème débat général de l'Assemblée générale à l'ONU, puis au Ministère de la Transition écologique et solidaire, et à l'Unesco, en octobre, le Maire de Montpellier a présenté le « Manifeste de Montpellier », afin de qualifier le potentiel d'action des villes et des gouvernements, dans une stratégie commune de résilience.

Parallèlement, la Ville poursuit, depuis 2009, la démarche de Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) exemplaires ainsi que celle d'« Ecoquartiers », devenues une référence en matière de quartiers durables. Cinq quartiers sont actuellement labellisés à différentes étapes. La ville se reconstruit également sur elle-même, le quartier du Nouveau Saint-Roch est une illustration de la façon dont la ville peut favoriser le retour de la nature en ville, et développer les échanges multimodaux. Sur cette ZAC de quinze hectares, le nouveau parc méditerranéen René Dumont, d'une superficie de 1,5 hectares, conçu comme une vallée clairière, a été créé par désimperméabilisation d'une surface artificialisée en hyper centre-ville. Il a bénéficié d'importantes plantations d'arbres en 2019 (246 unités). A termes, en 2022, 441 arbres composeront ce parc.

La politique de maîtrise de l'énergie, menée par la Ville depuis 1985, génère aujourd'hui simultanément des bénéfices écologiques et une économie financière de soixante et onze millions d'euros (cumulés). La Ville a, depuis 2010, engagé une démarche de production d'énergie solaire sur certains bâtiments : trois nouvelles centrales ont été inaugurées en 2019 : les halles Laissac ainsi que les Groupes scolaires BEPOS (bâtiments à énergie positive) Pape Carpentier et Benoite GROUL, portant à onze le nombre de centrales actuellement en fonctionnement sur des bâtiments municipaux.

Afin de réduire la consommation énergétique et les émissions de gaz à effet de serre du secteur du transport, la Ville travaille aux côtés de la Métropole, à associer systématiquement des projets d'intensification urbaine en phase avec les projets de transport. Les aires piétonnes ont été étendues, à l'échelle de la ville centre, ce qui la classe aujourd'hui au rang des espaces urbains nationalement les mieux dotés en zones piétonnes.

Concernant les déplacements internes à la collectivité, la Ville mène depuis une dizaine d'années un plan qui a conduit à réduire le nombre de véhicules et la consommation de carburant en volume de plus de 20% en 10 ans. Ce résultat a été obtenu par la création de pools de véhicules partagés, la formation des agents à l'éco

conduite et les reports modaux, notamment vers les vélos à assistance électriques (VAE).

**En matière de préservation de la biodiversité et de protection des milieux et des ressources, ainsi que de sauvegarde des services qu'ils fournissent et des usages qui s'y rattachent**, le territoire montpelliérain a une grande responsabilité, de par son appartenance au bassin méditerranéen, l'un des 35 « hot spots » mondiaux de biodiversité. Faisant le constat de cette responsabilité, la Ville de Montpellier est membre du Conseil d'administration de l'Agence Régionale pour la Biodiversité (ARB).

Sur le plan de l'observation, Montpellier arrive en tête du classement des villes françaises de plus de 200 000 habitants les plus arborées, correspond à 25% de son territoire (selon un classement réalisé par la start-up Kermap).

**Afin de préserver la biodiversité et d'économiser les ressources en eau**, la Ville de Montpellier est engagée dans la gestion écologique de ses espaces verts et naturels (dix espaces labellisés Eco jardins/deux nouveaux jardins partagés Bosphore et Escarceliers) et développe de nombreux projets pédagogiques et éducatifs avec les habitants. Dans le cadre de son action « Montpellier Cité Jardins », la Ville de Montpellier a mis en place au printemps 2019, le « **Permis de végétaliser** » permettant à chaque montpelliérain de participer à l'embellissement de sa rue et d'être ainsi acteur de l'amélioration de son cadre de vie.

La Direction du **Parc de Lunaret** élabore, depuis 2013, un projet de restructuration globale du site, ayant pour finalité que le parc zoologique devienne un sanctuaire de la biodiversité méditerranéenne. Un investissement total de 30 millions d'euros est programmé. En parallèle, les équipes du parc mettent en place, chaque année, des actions ponctuelles visant à l'amélioration continue des pratiques de restauration des milieux naturels et de préservation de la biodiversité locale. En 2019, les repousses naturelles des essences d'arbres ont été sauvegardées du débroussaillage, permettant un renouvellement des peuplements forestiers.

**S'agissant des économies d'eau** engendrées dans la gestion **interne** des bâtiments et espaces verts de 2007 à 2018, elles avoisinent les 2,7 M€. Les recherches et réparations anticipées des fuites représentent plus de la moitié de ces économies.

**Au titre de la cohésion sociale et de la solidarité entre les territoires et les générations**, la volonté porte sur la mise en œuvre d'une politique municipale de solidarité et du vivre ensemble portée communément par la Ville, le CCAS et la Métropole.

Concernant l'amélioration du cadre de vie, au-delà de l'action portée dans le cadre de Grand Cœur, la Ville poursuit son action en faveur du cadre de vie dans tous les quartiers. En 2019, le projet « **Places à tous** » amorce une démarche concertée du réaménagement de l'épicentre de Montpellier.

La Ville soutient également de manière volontariste les associations **d'urgence sociale** : le SAMU social, et les associations de distributions **alimentaires** avec près de 265 000 € de subventions, dont 190 000 € dédiés à l'aide alimentaire.

**La lutte contre la précarité énergétique**, enjeu de territoire identifié dans le cadre du diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), élaboré par la Métropole, a conduit le Centre Communal d'Action sociale (CCAS), en lien avec la Ville et la Métropole, à créer un Service Local d'Insertion en faveur de la Maîtrise de l'Energie (SLIME). En 2019, le SLIME est étendu auprès des seniors.

De même, pour lutter contre la **fracture numérique** et créer du lien social, le projet d'un tiers-lieu Vill'âges connectés, accessible à tous les usagers du CCAS créé en 2018, s'est développé en 2019.

Un partenariat entre la Maison pour Tous Albertine Sarrazin et le CCAS a également permis de concevoir un **Festival Ecocitoyen Solidaire**.

Des colocations étudiantes en EHPAD, pour favoriser le soutien **intergénérationnel** font également partie des innovations sociales adaptées aux nouveaux besoins.

Enfin, en 2019, concernant la gestion des risques, et dans la perspective de développer une vision-partagée du risque avec la population et de mieux la protéger, la réalisation d'une carte interactive permettant de connaître les risques majeurs près de chez soi, a été mise en place. Une carte de déclinaison de l'outil concernant l'Obligation Légale de Débroussaillage en prévention du risque incendie de forêt a aussi été réalisée. Les deux cartes devraient apparaître d'ici la fin de l'année 2019 sur la page [risquesmajeurs.montpellier.fr](http://risquesmajeurs.montpellier.fr).

**La transition vers une économie circulaire** invite les collectivités à adopter des modes de production et de

consommation responsables, par les services qu'elles rendent aux entreprises et à la population, et dans leur fonctionnement interne.

A travers ses projets de **halles et marchés**, comprenant 22 marchés et 4 halles, la Ville apporte son soutien à la qualité et à la diversité de l'approvisionnement, par exemple, le marché des Arceaux comporte des producteurs locaux en agriculture biologique, des apiculteurs...

Qu'il s'agisse de son open data, de la **cité intelligente** ou encore des capteurs, la ville de Montpellier poursuit, aux côtés de la Métropole son expérimentation de l'ouverture et de la diffusion des données publiques au service de l'environnement. Elle s'inscrit désormais pleinement dans la politique de Cité Intelligente portée par Montpellier Méditerranée Métropole.

**En interne**, la Ville poursuit et amplifie les achats et les pratiques durables : l'approvisionnement en circuits-courts est mis en œuvre par l'insertion de clauses dans les marchés « traiteurs » pour les réceptions ; la généralisation de l'usage des carafes et verres d'eau du robinet pour toutes les prestations le permettant dans les salles et domaines municipaux ; la poursuite de l'amélioration du tri-sélectif dans les bâtiments municipaux. Ainsi, ont été mis en place par les **Maisons pour tous** en 2019, le tri sélectif, la généralisation des Ecocups (9 000 Ecocups commandées), et sur certains grands événements extérieurs, l'expérimentation des toilettes sèches.

Engagée pour la Semaine Européenne de la Réduction des Déchets du 16 au 24 novembre et au titre de l'éco-exemplarité, la Ville et le CCAS invitent leurs agents à participer à cette mobilisation en ramenant des objets qui ne sont plus utilisés, pour être récupérés par Emmaüs.

La dématérialisation interne permet également d'économiser chaque année plus de 2,2 tonnes de papier, 50 000 euros d'économies de fournitures, de reproduction et d'affranchissement. Fin 2019 est opérée la dématérialisation des recueils des actes administratifs, la mise en place de la signature électronique et l'affichage numérique des actes administratifs.

Enfin dans le cadre des Rencontres Archives, la Ville et la Métropole ont pris pour thème en novembre 2019 « Regards croisés sur l'impact du numérique à la Ville et la Métropole », permettant entre autres de réfléchir à la transformation des pratiques de travail **en interne** depuis l'arrivée de l'outil numérique.

### **L'enjeu de l'épanouissement de tous les êtres humains**

La réussite de cet objectif relève du partage d'une culture commune du développement durable.

Montpellier, riche d'une forte tradition médicale, est une ville active en faveur de la **santé**. Un des axes majeurs de la politique de la Ville est l'action qu'elle mène directement sur la santé du citoyen, à travers de nombreuses initiatives. En 2019, la Ville signe les Chartes « Vers Montpellier sans Sida », ainsi que « Villes et Territoires sans perturbateurs endocriniens ».

La Ville mène de nombreuses actions de prévention-santé, comme la Prévention et lutte contre les facteurs de risques des cancers. Elle poursuit l'éducation à la santé dans les écoles au travers de plusieurs opérations, en particulier « j'agis pour ma Santé » sur le thème de la nutrition, qui a concerné 1 000 enfants dans 6 **écoles en 2019**. De même dans le cadre de la politique alimentaire, un programme complet de sensibilisation et un plan sur l'alimentation durable sont mis en place, avec notamment l'édition d'un livret pédagogique et d'un diplôme de l'éco écolier, (200 enfants diplômés en 2019). L'opération « Ma cantine autrement 2015-2020 » agit pour une restauration scolaire de qualité et écoresponsable. D'avantage de produits de proximité, plus de bio dans les assiettes et de nombreuses actions de sensibilisation et de formation des agents concernés. La mise en place de barquettes bio végétales compostables, ainsi qu'un nouveau marché alimentaire priorisant les circuits-courts et les producteurs locaux, en sont quelques exemples.

Le Conseil municipal a par ailleurs dans sa déclaration de l'urgence climatique, programmé la mise en place d'ateliers éco-citoyens dans les écoles, durant les temps périscolaires, qui permettent à chaque enfant de comprendre le phénomène du changement climatique et les gestes citoyens à adopter pour préserver le climat.

L'amélioration des conditions d'accueil des enfants dans les écoles pour faire face au changement climatique est également prise en compte par des actions de désimperméabilisation favorisant la lutte contre les îlots de chaleur. Ainsi, les projets de jardins pédagogiques et le changement des revêtements ou la végétalisation des cours d'école participent à rendre perméable les sols et à limiter la réverbération. 2019 voit naître un site pilote à l'école Mermoz (2/3 d'enrobé et 1/3 de végétalisation). En 2020, deux cours d'écoles devraient être traitées dans le cadre d'un appel à projet de l'Agence de l'eau.

La Ville de Montpellier poursuit également une démarche de progrès pour la qualité de vie dans les **crèches**, pour y assurer un accueil de qualité pour la petite enfance. En janvier 2019, deux crèches ont pu rouvrir suite à des travaux importants permettant notamment d'accroître la capacité d'accueil : Thérèse Sentis (quartier Près d'Arènes) et Pinocchio-Ile aux trésors (quartier Centre) : ces travaux ont été l'occasion de procéder à des rénovations importantes dans les structures et d'améliorer l'accessibilité, le confort thermique et l'ergonomie de ces établissements. Par ailleurs, la limitation de l'utilisation des produits d'entretien dans les crèches est en cours : deux structures d'accueil expérimentent depuis janvier 2019 l'entretien par la vapeur et vont donc réduire l'utilisation de produits chimiques. L'expérimentation pourrait être généralisée progressivement à toutes les structures en fonction de l'évaluation de cette expérimentation qui va avoir lieu à la fin de l'année.

Montpellier est aussi une **ville sportive**. Aujourd'hui les Montpelliérains peuvent faire du sport au sein des équipements municipaux, mais aussi au cœur de la cité, à l'occasion d'événements fédérateurs (Montpellier-Reine, Fête des Sports, Antigone des associations, etc.). La ville développe et améliore la pratique de plus de 50 disciplines accessibles à tous dans les 270 équipements construits et entretenus par la municipalité, avec un programme annuel d'animations. De manière générale la Ville s'engage dans la multiplication des événements écoresponsables, par la mise en place d'événements pilotes comme « la Coupe du Monde de foot féminin » ou le « Fise », elle installe par exemple des fontaines à eau temporaires, afin d'éviter l'utilisation de bouteilles plastiques

Concernant **la culture**, l'Agora des savoirs, depuis trois ans, s'est engagée dans une approche transversale, et a intégré chaque année des questionnements de fonds sur les sujets du plan climat et de la biodiversité, pour éveiller les consciences à l'urgence d'agir chacun à son échelle.

**Pour répondre aux 5 finalités du développement durable**, le cadre de référence national définit 5 éléments déterminants de démarche :

- concernant la **méthode**, une forme de gouvernance partagée est requise quand il s'agit de sujets qui ne peuvent être cantonnés à des visions de spécialistes et d'experts uniquement, tant elles relèvent hautement de l'intérêt général et de l'interdisciplinarité. Dans le cadre de la déclaration d'urgence climatique votée en juillet 2019, la Ville crée une assemblée pour le climat comprenant un tiers d'experts, un tiers d'associations et un tiers de citoyens, afin de conseiller et d'orienter la décision politique, vers les mesures les plus efficaces et les plus justes en matière de transition écologique ;
- pour ce qui est de la **participation** des acteurs du territoire et de la population, la gouvernance des projets est de plus en plus participative à l'échelle de la ville, notamment au travers des Conseils Citoyens, des Conseils de quartier, des plans d'action de Quartier, du Conseil Municipal d'Enfants, du Conseil de vie sociale du CCAS, des nombreuses réunions publiques organisées pour tous types de projets... Notons, pour exemple, que le montant du budget participatif mis en œuvre par la Ville en 2018 et 2019 pour financer les projets des conseils de quartier, s'élève à 600 000 €. Parmi les projets inscrits: des city stades (Grisettes, Malbosc), des travaux d'aménagement, des jardins partagés, des micros fleurissement, des aires de jeux pour enfants, une opération de sensibilisation à la préservation de l'environnement ;
- l'organisation du **pilotage** et de la **transversalité** de la démarche de développement durable, sont ménagées par la Ville au travers d'une démarche en mode projet adoptée pour nombre d'actions mises en place, notamment autour du climat, avec création de comité de Pilotage pluridisciplinaire. En 2019, le Conseil Municipal des Enfants a ainsi pu être associé à l'élaboration d'un Plan Climat des enfants dans le cadre de la concertation du PCAET de la Métropole ;
- la **transversalité des approches** est traitée par la Ville sur de nombreux sujets comme la mobilité, l'énergie, les déchets, ainsi que l'éco responsabilité ;
- l'**évaluation partagée** et la **stratégie d'amélioration continue** sont dorénavant prises en compte au travers de la démarche **Citergie**. En effet, la Ville s'est engagée au côté de la Métropole, au printemps 2019 dans cette démarche de labellisation européenne. Lors de l'audit qui s'est tenu le 11 octobre dernier, la qualité du dossier commun Ville Métropole a été soulignée par l'auditrice et la Commission Nationale réunie le 20 novembre l'a validé et accordé à la Ville et à la Métropole le label « Cit'ergie » avec un score de 58%.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- de prendre acte du rapport de développement durable 2019, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

Le Conseil prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 26 décembre 2019**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 26 décembre 2019**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 100 Rapport Developpement Durable.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Séance ordinaire du jeudi 19 décembre 2019

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le dix neuf décembre, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
**Philippe SAUREL**.

Nombre de membres en exercice : 65

### Hors Délégation

#### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Alex LARUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI.

#### Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Pascal KRZYZANSKI, Audrey LLEDO, Patrick VIGNAL, Rabii YOUSSEOUS

## Adoption du procès-verbal de la séance du 21 novembre 2019

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

VOIR LE PROCES VERBAL EN ANNEXE

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 26 décembre  
2019

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 décembre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :  
- PV CM 21.11.2019 .pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire

Envoi en Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## Conseil municipal du 19 décembre 2019

**Décisions prises par Monsieur le Maire et non présentées lors du précédent Conseil, conformément aux articles L. 5211-10, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales**

**N°VD2019-491** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision relative au sinistre ayant touché l'espace Martin LUTHER KING - Indemnités d'assurances - Acceptation d'une offre d'indemnisation**

**Objet :** Le 19 janvier 2017, l'espace Martin LUTHER KING a été incendié après une effraction. Le sinistre a été déclaré à la compagnie d'assurance Dommages Aux Biens de la Ville de Montpellier, la SMACL. Après expertise, le montant des dommages a été estimé à 47 502.45€, franchise de 10 000€ déduite. A la suite du recours exercé à l'encontre de la compagnie d'assurance de l'association occupante, la franchise a été remboursée. Dès lors la compagnie d'assurance a indemnisé la Ville de Montpellier à hauteur de 56 571.61€.

**N°VD2019-528** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04442 - Association en toute franchise Département de l'Hérault"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés suite au dépôt de la requête n°19MA04442 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 1er octobre 2019 par l'association « En toute franchise Département de l'Hérault » contre l'arrêté n°PC3417218V0224 du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a accordé à la société Odysseum Place de France SNC un permis de construire valant permis de démolir et autorisation commerciale.

**N°VD2019-529** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04432 - SNC Le Polygone - SNC le Polygone II"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite du dépôt de la requête n°19MA04432 le 1er octobre 2019 par la SNC Le Polygone et SNC Le Polygone II tendant à l'annulation du permis de construire n°PC3417218V0224 délivré le 29 avril 2019 en vue de la construction d'une surface de plancher de 8 430 m² sur le territoire de la commune de Montpellier en ce qu'il vaut autorisation d'exploiter.

**N°VD2019-533** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°1905097-3TA- Ressources Humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905097-3 le 27 septembre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant placement en congés de maladie ordinaire pour raison de santé à compter du 30 janvier 2019.

**N°VD2019-537** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative à la Convention d'Occupation Précaire du 17 impasse des Tanneurs**

**Ville de Montpellier / Mme Dalila BENADJILA - Avenant n°1**

**Objet :** La Ville de Montpellier représentée par son mandataire, la société Icade Property Management, a conclu une convention d'occupation précaire avec Mme Dalila BENADJILA le 18 avril 2018, portant sur des locaux à usage d'habitation au 17 impasse des Tanneurs. L'article 2 de la convention étant erroné quant aux raisons justifiant la durée de la convention (référence à la réalisation de l'opération Campus au lieu de l'opération quais du Verdanson) il y a lieu de procéder à sa correction, sans incidence financière.

**N°VD2019-538** - Direction Architecture et Immobilier

**Décision relative au Bail Commercial du 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud**

**Ville de Montpellier / BTP-CFA LANGUEDOC-ROUSSILLON - Avenant n°2**

**Objet :** Il est proposé de valider a posteriori la location des locaux supplémentaires portant à 396,04 m² la surface totale des lieux loués au 1er étage du Centre Technique Municipal Garosud avec la société BTP-CFA Languedoc-Roussillon à compter du 1er janvier 2018, moyennant un loyer annuel de 42 647,35 euros HT

**N°VD2019-543** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019.**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs est conclue avec l'association "Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019, moyennant une redevance de 90€.

**N°VD2019-544** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des chœurs au profit de l'association "Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des chœurs est conclue avec l'association "Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019, moyennant une redevance de 150€.

**N°VD2019-547** - Direction de la Communication

**Décision relative à l'avenant n°1 au N° 6B0174 - Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites assos-zoo - Avenant de prolongation**

**Objet :** Il s'agit du marché « Lot n°1 Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites associés » attribué à l'entreprise EOLAS, pour un montant maximum annuel de 15 000 euros H.T.

La fin est prévue pour 04/12/2019, l'avenant doit prolonger sa durée jusqu'au 31/03/2020.

**N°VD2019-548** - Direction de la Communication

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché N° 6B0174 - Référencement et statistiques du portail multisites montpellier.fr - Avenant de prolongation**

**Objet :** Le marché « Lot n°2 Référencement et statistiques du portail multi-sites montpellier.fr » a été attribué à l'entreprise EOLAS, pour un montant minimum annuel de 15 000 euros HT et un montant maximum annuel de 45 000 euros HT. Il doit se terminer le 04/12/2019. Le présent avenant doit prolonger la durée du marché jusqu'au 31/3/2020.

**N°VD2019-551** - Direction du Parc de Lunaret

**Décision relative au marché n°V9B0090ZO - Achat de matériels de transport tractés / Remorque porte caisson agricole et caissons / Remorque bétailière**

**Objet :** Le parc de Lunaret doit acheter une remorque et quatre caissons afin de transporter des matériels divers et du fumier. Il doit être également acheté une bétailière pour le transport des animaux. Une procédure a été lancée sous la forme d'un marché ordinaire alloti (deux lots) pour une durée de 6 mois non reconductible. L'entreprise ETABLISSEMENTS DEVES, sise 630 route de Brune BP12-07210 Saint Symphorien-sous-Chomérac a été retenue pour le lot 1 pour un montant de DPGF de 46200 € HT, seule entreprise à avoir présenté une offre économiquement avantageuse. Pour le lot n°2, aucune offre n'a été déposée et il y a donc lieu de déclarer la procédure infructueuse pour ce lot.

**N°VD2019-554** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "requête n°1905387-3 TA Ressources Humaines - Recours indemnitaire"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905387-3 le 9 octobre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier, tendant à demander un recours indemnitaire suite à son accident de service du 6 février 2012.

**N°VD2019-557** - Direction Energie et Moyens Techniques

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre N° V9B0085EM passé selon une procédure adaptée pour des achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts.**

**Objet :** Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9B0085EM « Achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts » pour le lot n°1 à la société GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT pour 7 marques (HONDA, TORO, ROQUES, LECOEUR, BUGNOT, RABAUD, PELLENC) pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT, pour le lot n°2 à la société DUCHENNE pour 4 marques (ISEKI, PUBERT, ETHESIA et STIHL), pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT, pour le lot n°3 à la société GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT pour 3 marques (KUBOTA, HUSQVARNA et KIVA), pour un montant total maximum de commandes de 20 000 € HT. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution de quatre ans à compter de sa notification.

**N°VD2019-558 - Direction Energie et Moyens Techniques****Décision relative à l'attribution d'un marché public en appel d'offres ouvert pour l'achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance (V9D0015EM)**

**Objet :** Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer le marché « Achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance » sans minimum, ni maximum (n°V9D0015EM), pour le lot n°1 (jouets et jeux éducatifs) à la société LACOSTE pour un montant annuel de commandes estimé à 60 000 € HT, pour le lot n°3 (linge) à la société CEDOO pour un montant annuel de commandes estimé à 20 000 € HT pour le lot n°4 (mobilier d'agencement et de jeu) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 15 000 € HT pour le lot n°5 (mobilier de couchage) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 5 000 € HT pour le lot n°6 (mobilier mousse) à la société WESCO pour un montant annuel de commandes estimé à 20 000 € HT pour le lot n°7 (changes pour bébé) à la société RIVADIS pour un montant annuel de commandes estimé à 60 000 € HT. Pour le lot n°2, en raison d'une erreur matérielle affectant l'une des pièces financières de la consultation sur ce lot, celui-ci est déclaré sans suite. Il s'agit d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum. Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans (2021, 2022, 2023) ;

**N°VD2019-559 - Direction Sports et Jeunesse****Décision relative au contrat de fournitures, livraison et pose des modules de saut et des éléments de protection du site provisoire de pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de Grammont -****Autorisation de signature**

**Objet :** Dans le cadre du mandat de délégation de Maitrise d'ouvrage sur la réhabilitation du skatepark de Grammont et la création du site provisoire du BMX Freestyle, la SA3M a engagé la commande d'un escalier complémentaire pour accéder à la plateforme de lancement de la zone Tricks Learning par l'avenant n° 1 au marché 02928 F19.01 de SAS HURRICANE et pour un montant de 11 275 € HT. L'augmentation correspond à 2.30 % du montant du marché initial.

**N°VD2019-560 - Direction Energie et Moyens Techniques****Attribution d'un marché en appel d'offres ouvert pour la location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol - V9D0017EM**

**Objet :** Après consultation, la Ville de Montpellier décide d'attribuer l'Accord Cadre N° V9D0017EM « Location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol » à la société INITIAL SAS pour un montant estimatif annuel de 150 000 € HT. Cet Accord Cadre est conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

**N°VD2019-561 - Direction Sécurité et Tranquillité Publique****Décision relative au marché n° 7D0011 - Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de Montpellier - Avenant n° 1 - Changement des indices de révision des prix - Autorisation de signature**

**Objet :** Considérant que les indices de révisions des prix relatifs au marché n° 7D0011 "Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de Montpellier" ne sont plus d'actualités ou introuvables, il est décidé, après concertation avec la Trésorerie Municipale, de définir et appliquer de nouveaux tarifs.

**N°VD2019-562 - Direction du Parc de Lunaret****Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice 2020**

**Objet :** Il est proposé de renouveler pour l'année 2020 l'adhésion aux associations de conservation des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques pour un montant total de 11 930,16 €

**N°VD2019-563 - Direction du Parc de Lunaret****Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux organisations de conservation in situ des espèces animales menacées-Exercice 2020**

**Objet :** Il est proposé de renouveler l'adhésion aux associations et fondations de conservation in situ des espèces animales menacées et de fixer le montant total des cotisations pour l'exercice 2020 à 18000 € TTC.

**N°VD2019-564** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°1905597-1 TA - Régis COTENCIN"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier consécutivement :

- à l'annulation par le Conseil d'Etat du jugement n°1703277 du Tribunal Administratif de Montpellier du 20 décembre 2018 annulant à la demande de Monsieur Régis COTENCIN l'arrêté du Maire n° PA 34 172 16V0003 du 12 janvier 2017 octroyant un permis d'aménager à la société ANGELOTTI AMENAGEMENT valant permis de démolir et portant sur la création de cinq lots à usage d'habitat individuel sur un terrain situé 322 rue de l'Aiguelongue;

- au renvoi de cette affaire par le Conseil d'Etat au Tribunal Administratif de Montpellier sous le numéro d'enregistrement 1905597-1.

**N°VD2019-565** - Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public

**Décision relative au marché n°V9B0027UV "Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers" - Avenant n°1**

**Objet :** Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de la société RIVES DICOSTANZO au groupe DMAX, 8/10 rue Gustave Eiffel, 92110 CLICHY, nouveau titulaire pour le motif suivant : le groupe DMAX, s'est vu attribuer le 17 septembre 2019, par le Tribunal de Commerce de Toulouse la reprise des actifs de l'entreprise Rives Dicostanzo placée en redressement judiciaire depuis le 25 avril 2019. Cet avenant est sans incidence financière sur le montant du marché.

**N°VD2019-566** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Théâtre Jean Vilar - Autorisation de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser le dépôt de demandes de subventions auprès de l'Etat et des collectivités territoriales dans le cadre de la programmation du théâtre Jean Vilar.

**N°VD2019-568** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Association des riverains de la rue des Carmélites - Conseil d'Etat"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats Lyon Caen près le Conseil d'Etat suite au dépôt du pourvoi par l'Association des riverains de la rue des Carmélites contre le jugement n°1800361 et 1803926 rendu le 27 mars 2019 par le Tribunal Administratif de Montpellier rejetant la demande d'annulation de la décision du 28 novembre 2017 par laquelle le Maire de Montpellier a délivré à la SCCV Therasianum Carmélites un permis de construire portant sur la réalisation d'une résidence hôtelière rue des Carmélites à Montpellier d'une part et rejetant la demande d'annulation de la décision du 26 juin 2018 octroyant un permis modificatif d'autre part.

**N°VD2019-569** - Direction des Systèmes d'Information

**Décision relative au Marché 6D0038 - Avenant n° 2 au marché de Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation**

**Objet :** Suite à l'absence dans le BPU initial du module « HQ Décision » et de la maintenance associée, de la maintenance détaillée par type de borne et têtes de lecture dans le bordereau des prix unitaires du marché de « Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation » attribué à la société HOROQUARTZ, il convient de modifier le bordereau des prix unitaires dudit marché référencé sous le n° 6D0038.

**N°VD2019-570** - Direction des Relations aux Publics

**Décision relative à la rétrocession concession trentenaire Acte 45895**

**Objet :** Rétrocession concession trentenaire Acte 45895 pour un montant de 971€. Demande faite en raison d'un changement de domicile pour rapprochement familial

**N°VD2019-571** - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative au renouvellement de la cotisation à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) pour l'année 2019**

**Objet :** Renouvellement de la cotisation de 2000 € en 2019 à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif.

**N°VD2019-572** - Direction Sports et Jeunesse

**Décision relative à la convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines du 26 Septembre 2019 au 12 Juin 2020 - Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole**

**Objet :** Il est proposé de passer une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines avec Montpellier Méditerranée Métropole, fixant les limites d'intervention pour la période du 26 septembre 2019 au 12 juin 2020, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2019.

**N°VD2019-573** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°1905699-3 TA - Ressources humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905699-3 le 25 octobre 2019 par un agent de la Ville de Montpellier tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant prolongation du placement en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 4 juillet 2019.

**N°VD2019-574** - Direction du Parc de Lunaret

**Décision relative à la convention de mandat de travaux pour la mise en sécurité et la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret**

**Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant**

**Objet :** Le présent avenant n°1 à la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret a pour objet d'augmenter le montant du versement de l'avance au mandataire initialement prévue et versée à hauteur de 300 000 €. En effet, l'avance actuelle est insuffisante au regard des dépenses prévisionnelles à assumer par le mandataire (SA3M). Il s'agit donc d'allouer au mandataire une avance complémentaire à hauteur de 2 000 000 € qui fera l'objet d'un remboursement à l'expiration de la convention de mandat.

**N°VD2019-575** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la maison des chœurs au profit de l'association UNICEF pour le 20 novembre 2019**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue à titre gratuit avec l'association UNICEF pour le 20 novembre 2019.

**N°VD2019-576** - Direction de l'Education

**Décision relative à la construction du groupe scolaire croix Lavit (Benoite Groult) - Marché n° 6D0050 - Prolongation du délai pour le lot 11 - Avenant n°4**

**Objet :** Dans le cadre de la construction du groupe scolaire (Malbosc - Croix Lavit) Benoitte Groult, un avenant de prolongation est nécessaire au marché 6D0050 attribué par décision VD/2017/343 en date du 27 novembre 2017 à l'entreprise SPIE. En effet, un arrêt de chantier, de trois semaines, imposé par l'Inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade. Les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier. Par conséquent, certains travaux ne pourront être réalisés que lors des vacances de la Toussaint 2019. Des interventions décalées, des entreprises de voirie, réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier. Ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier et le lot 14 « espaces verts » ne pourra intervenir que début novembre 2019. En conséquence, il est nécessaire de signer un avenant n°4 de prolongation de la durée du marché pour le lot 11 portant la date de fin du marché au 1er décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019.

**N°VD2019-578** - Direction Aménagement et Renouvellement Urbain

**Décision relative au marché public de prestations de services n° V8B0010RU pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville**

**Objet :** Il s'agit d'autoriser la signature de la décision attribuant le marché n° V8B0010RU pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville avec FRANCK BOUTTE CONSULTANTS.

**N°VD2019-580** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1905729-1 TA - ASSOCIATION NON AU BETON"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinet d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905729-1 le 29 octobre 2019 par l'Association NON AU BETON contre l'arrêté n° PC 34172 19 V0033 en date du 12 juin 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire valant permis de démolir à la société SOGEPROM SU REALISATIONS concernant la construction d'un ensemble immobilier 240 rue de Fontcarrade.

**N°VD2019-581** - Direction du Parc de Lunaret

**Décision relative au marché n°V9B0091ZO - Entretien des parcelles forestières du parc zoologique de Lunaret**

**Objet :** Dans le cadre du plan de gestion forestier en vigueur visant à réduire le risque incendie il est impératif de traiter la végétation incluse dans le périmètre ICPE du parc zoologique de Lunaret. Aussi ces opérations de traitement consistent à des travaux d'entretien forestier consécutifs à d'importants travaux initiaux de réouverture des peuplements réalisés entre 2017 et 2018. Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes avec un minimum (30 000€ HT) et un maximum (60 000 € HT) pour une durée d'un an non renouvelable à compter de la notification du marché. Ces travaux concernent donc d'une part, le débroussaillage sélectif sur l'ensemble des parcelles à traiter et d'autre part, l'élagage de pins d'Alep. Suite à l'analyse des offres, l'entreprise GORCE SARL, sise, 261 Rue Gustave Courbet-34750 Villeneuve les Maguelone a été retenue.

**N°VD2019-584** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4 décembre 2019**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4 décembre 2019 moyennant une redevance de 30€.

**N°VD2019-585** - Direction de la Culture et du Patrimoine

**Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Centre International de Musique Médiévale" pour les 23-24 et 25 octobre 2019**

**Objet :** Une convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs est conclue avec l'association "Centre International de Musique Médiévale" pour les 23-24 et 25 octobre 2019 moyennant une redevance de 90€.

**N°VD2019-586** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1 TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°1905680-1 le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Jean GIMENEZ contre l'arrêté n°PC3417219V0088 délivré le 16 septembre 2019 par le Maire de Montpellier au Département de l'Hérault en vue de l'installation de bâtiments modulaires, la rénovation d'un bâtiment existant et l'édification d'un bâtiment de liaison rue Guglielmo Marconi.

**N°VD2019-587** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Assignation TGI - BOUTOT Magali"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal De Grande de Montpellier suite à l'assignation reçue le 15 novembre 2019 à la demande de Madame Magali BOUTOT tendant à engager la responsabilité de la Ville consécutivement à l'arrêté municipal du 19 août 2013 s'opposant à l'abattage d'un arbre situé sur sa propriété et à l'origine d'un litige l'opposant à Monsieur MATTE LA FAVEUR.

**N°VD2019-591** - Direction de l'Education

**Décision relative au marché n° V9B0077AI - Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination - Transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire '**

**Objet :** La Ville de Montpellier a besoin de confier une Mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination pour la transformation du site du Conservatoire Candolle en école primaire de 7 classes. Une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0077AI. Le marché a été attribué au candidat ARTEBA SARL qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour un montant de 73 710 € HT au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire.



**N°VD2019-596** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête 1905974-3 TA - Ressources humaines"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905974-3 le 9 novembre 2019 par un agent de la Ville contre l'arrêté municipal n°VAI2019-2118 du 30 avril 2019 relatif à l'application d'une sanction disciplinaire du 4ème groupe: mise à la retraite d'office.

**N°VD2019-599** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête en référé n°1906004-1 TA - CHARRAUD Eric Stéphane"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au cabinets d'Avocats Gil et Cros près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé mesures utiles n°1906004-1, le 13 novembre 2019, par Monsieur Eric Stéphane CHARRAUD tendant à condamner la Ville :

- à prendre toutes les mesures pour corriger les travaux non conformes de voirie publique participant aux inondations des sous-sols de la résidence Théodora avenue Nina Simone,
- à dresser les procès-verbaux des non conformités au permis de construire n° 34172V0196 de la résidence Théodora et les faire corriger.

**N°VD2019-600** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requête n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée au Cabinet d'Avocats "PARME" près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite du dépôt de la requête n°19MA04917 le 18 novembre 2019 par Monsieur Bernard COUTU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1800461 du 17 septembre 2019 rejetant sa demande indemnitaire pour préjudices Moral et matériel consécutivement à l'inhumation de son père.

**N°VD2019-601** - Direction des Finances

**Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB**

**Objet :** Dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 8 août 2019 conjointement avec la Métropole. A l'issue des deux tours de table et après analyse des conditions récapitulées dans les tableaux ci-joints, 5 établissements bancaires ont été retenus pour un montant global de 50 M€ pour la Ville dont le Crédit Agricole CIB pour 10 M€.

**N°VD2019-605** - Direction Sports et Jeunesse

**Avenant à la convention d'utilisation d'équipements sportifs - Gymnase Marcel Cerdan - Renouvellement de la convention de partenariat - Ville de Montpellier - Région Languedoc Roussillon - Lycée Jules FERRY – Du 01/01/2019 au 31/12/2020**

**Objet :** Renouvellement de la convention d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN entre la Région Languedoc-Roussillon et le Lycée Jules FERRY, qui s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités.

**N°VD2019-613** - Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique

**Décision d'ester en justice "Requêtes 19063791 et 1906379-1 TA GHUYSEN Grégoire"**

**Objet :** La défense de la Ville de Montpellier est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès Noy Gauer et Associés près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1906427-1 et n°1906379-1 par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre la décision du 10 octobre 2019 n°VD2019-531 par laquelle le maire de la commune de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur Jean et de Madame Gayola constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Unité Assurances**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au sinistre ayant touché l'espace**  
**Martin LUTHER KING - Indemnités**  
**d'assurances - Acceptation d'une offre**  
**d'indemnisation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de de passer les contrats d'assurances ainsi que d'accepter les indemnités de sinistres y afférentes ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, premier adjoint, dans le domaine des Affaires Juridiques, contentieux, assurances et marchés publics ;

**CONSIDERANT**

- la proposition de la SMACL, compagnie d'assurance « Dommages aux Biens » de la Ville de Montpellier de l'indemnité d'assurance d'un montant total de 56 571.61 € TTC à la Ville de Montpellier, au titre du sinistre survenu le 19 janvier 2017 à l'espace Martin Luther King,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** La ville de Montpellier accepte l'indemnité d'assurance d'un montant de 56 571.61 € TTC incluant les honoraires d'expert pour un montant de 1 703.99€,

**ARTICLE 2:** Les recettes relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, au chapitre 930,

**ARTICLE 3:** Monsieur Max LEVITA, premier adjoint, est autorisé à signer l'acceptation d'indemnité d'assurance, visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.



**Décision n° VD2019-491**

**ARTICLE 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 22 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête**  
**n°19MA04442 - Association en toute franchise**  
**Département de l'Hérault"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°19MA04442 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille déposée le 1er octobre 2019 par l'Association en toute franchise Département de l'Hérault contre l'arrêté n°PC3417218V0224 du 29 avril 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a accordé à la société Odysséum Place de France SNC un permis de construire valant permis de démolir et autorisation commerciale ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille à la suite du dépôt de la requête n°19MA04442 le 1er octobre 2019 par l'Association en toute franchise Département de l'Hérault ;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 22 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique  
Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°19MA04432 - SNC Le Polygone - SNC le  
Polygone II"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;

**Considérant :**

- La requête n°19MA04432 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 1er octobre 2019 par la SNC Le Polygone et SNC Le Polygone II tendant à l'annulation du permis de construire n°PC3417218V0224 délivré le 29 avril 2019 en vue de la construction d'une surface de plancher de 8 430 m<sup>2</sup> sur le territoire de la commune de Montpellier en ce qu'il vaut autorisation d'exploiter ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

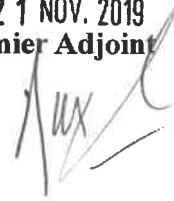
**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA04432 le 1er octobre 2019 par la SNC Le Polygone et SNC Le Polygone II ;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 NOV. 2019**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



**Publiée le : 22 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "requête n°1905097-  
3TA- Ressources Humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905097-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 septembre 2019 par Madame Lila HOCINE, agent de la Ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant placement en congés de maladie ordinaire pour raison de santé à compter du 30 janvier 2019 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**


**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905097-3 par Madame Lila HOCINE ;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 22 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
**Service Gestion Active/Propriété/Sécurité**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la Convention d'Occupation**  
**Précaire**  
**du 17 impasse des Tanneurs**  
**Ville de Montpellier / Mme Dalila BENADJILA**  
**Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la Convention d'Occupation Précaire en date du 18 avril 2018, au bénéfice de Mme Dalila BENADJILA ;
- Vu la décision n°VD2018-490 du 13 décembre 2018 attribuant à la société Acteur Sud mandat de gestion immobilière de biens du Domaine privé de la Ville et des logements de fonction ;

**Considérant :**

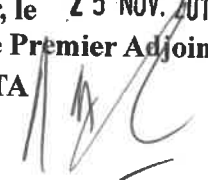
- Que la Ville de Montpellier représentée par son mandataire au 18 avril 2018, la société Icade Property Management, a conclu une convention d'occupation précaire avec Mme Dalila BENADJILA, portant sur des locaux à usage d'habitation au 17 impasse des Tanneurs ;
- Que l'article 2 de la convention étant erroné quant aux raisons justifiant la durée de la convention, référence à la réalisation de l'opération Campus au lieu de l'opération quai du Verdanson, il y a lieu de procéder à sa correction.



**Décide en conséquence :**

- De signer l'avenant n°1 modifiant l'article 2 de la convention d'occupation précaire avec Mme Dalila BENADJILA
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 27 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Architecture et Immobilier**  
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au Bail Commercial  
du 1er étage du Centre Technique Municipal  
Garosud  
Ville de Montpellier / BTP-CFA LANGUEDOC-  
ROUSSILLON  
Avenant n°2**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.
- Vu le bail commercial en date du 18 avril 2012, conclu avec la société BTP CFA Languedoc-Roussillon ;
- Vu la décision n°VD2018-490 du 13 décembre 2018 attribuant à la société Acteur Sud mandat de gestion immobilière de biens du Domaine privé de la Ville et des logements de fonction ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier représentée par son mandataire, la société Icade Property Management en 2012, a conclu un bail commercial avec la société BTP CFA Languedoc-Roussillon le 18 avril 2012, portant sur des locaux à usage de bureaux au 1<sup>er</sup> étage du Centre Technique Municipal GAROSUD d'une surface totale de 239 m<sup>2</sup>, moyennant un loyer annuel de 23 900 euros HT ;
- Que par avenant du 26 juin 2012, la surface louée à la société BTP CFA Languedoc-Roussillon a été augmentée de 20 m<sup>2</sup> par la mise à disposition d'un local au deuxième étage du centre Technique Municipal GAROSUD ;
- Que les locaux, objets du 1<sup>er</sup> avenant, ont été restitués à la Ville le 10 novembre 2017 ;
- Qu'il avait été convenu entre les parties de modifier la surface des lieux loués en les augmentant de 157,04 m<sup>2</sup>, soit une surface totale mise à disposition de 396.04 m<sup>2</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, moyennant un loyer annuel de 42 647,35 euros HT ;
- Que le mandataire n'a pas fait signer d'avenant n°2 à la société BTP-CFA Languedoc-Roussillon ;

**Décision n° VD2019-538**

- Qu'il y a lieu de procéder à la régularisation du bail commercial.

**Décide en conséquence :**

- De valider *a posteriori* la location des locaux supplémentaires portant à 396,04 m<sup>2</sup> la surface totale des lieux loués au 1<sup>er</sup> étage du Centre Technique Municipal Garosud avec la société BTP-CFA Languedoc-Roussillon à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
- D'imputer les recettes sur le budget de la Ville, chapitre 930 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 27 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture ; - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la**  
**maison des chœurs au profit de l'association**  
**"Corée Graphie" pour le 10 novembre 2019.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « Corée Graphie » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 10 novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 18 NOV. 2019**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 19 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
maison des chœurs au profit de l'association  
"Corée Graphie" pour les 12-13-14-15 et 16  
novembre 2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

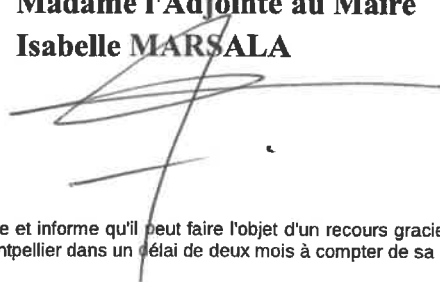
- Que l'association « Corée Graphie » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 12-13-14-15 et 16 novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 150€ sera due par l'association en contre partie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 18 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



**Publiée le : 19 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au N° 6B0174 -  
Hébergement du portail multi-sites internet  
montpellier.fr et des sites assos-zoo - Avenant de  
prolongation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n°VD/2017/284 attribuant le marché lot 1° Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites assos-zoo à l'entreprise EOLAS, pour un montant de 15 000 euros HT maximum annuel et pour une durée de 1 an renouvelable une fois.

**Considérant :**

- Que le marché a été notifié le 07/11/2017 pour une durée de 1 an renouvelable une fois, son échéance est donc fixée au 04/12/2019 ;
- Que le présent avenant a pour objet de prolonger sa durée d'une durée de plus de 3 mois portant ainsi la date de fin au **31/03/2020** ; en effet, au vu du calendrier électoral et de la relance de la consultation pour un nouveau marché mutualisé cette fois, il apparaît pertinent d'attendre la nouvelle définition des besoins précis ;

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1** : D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Lot n°1 Hébergement du portail multi-sites internet montpellier.fr et des sites associés » avec l'entreprise EOLAS, avenant n° 1 sans incidence sur le montant du marché.

**ARTICLE 2** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 04 DEC. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Communication**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'avenant n°1 au marché N°  
6B0174 - Référencement et statistiques du portail  
multisites montpellier.fr - Avenant de  
prolongation**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;  
Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° VD/2017/286 attribuant le marché lot n° 2 du marché Référencement et statistiques du portail multi sites montpellier.fr à l'entreprise EOLAS pour un montant minimum annuel de 15 000 euros H.T. et un montant maximum annuel de 45 000 euros H.T. et pour une durée d'un an, reconductible 1 fois.

**Considérant :**

- Que le marché a été notifié le 07/11/2017 pour une durée de 1 an renouvelable une fois. Son échéance est donc fixée au 04/12/2019.
- Que le présent avenant a pour objet de prolonger sa durée d'une durée de plus de 3 mois portant ainsi la date de fin au 31/03/2020 ; en effet, au vu du calendrier électoral et de la relance de la consultation pour un nouveau marché mutualisé cette fois, il apparaît pertinent d'attendre la nouvelle définition des besoins précis.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Lot n°2 Référencement et statistiques du portail multi-sites montpellier.fr » à l'entreprise EOLAS, avenant sans d'incidence sur le montant du marché.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 04 DEC. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0090ZO  
Achat de matériels de transport tractés  
Remorque porte caisson agricole et caissons/  
Remorque bétailière**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri De Verbizier aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

**Considérant :**

- Que le parc de Lunaret doit acheter du matériel de transport tractés pour assurer l'activité normale du site ;
- Qu'il est donc nécessaire d'acheter d'une part, une remorque porte caisson agricole et quatre caissons pour le transport de matériaux divers et fumiers et d'acheter d'autre part, une remorque bétailière pour le transport des animaux.
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti (deux lots) pour une durée de 6 mois non reconductible ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - o **Pour le lot n°1 :**
  - o Valeur technique : 50%
  - o Prix : 50%

- o **Pour le lot n°2 :**
- o Valeur technique : 60 %
- o Prix : 40%

- Qu'après analyse, l'entreprise ETABLISSEMENT DEVES, sise 630 Route de Brune BP12-07210 Saint-Symphorien-sous-Chomérac présente une offre économiquement avantageuse pour le lot n°1.  
Qu'aucune offre n'a été présentée pour le lot n°2 et qu'il y a lieu de considérer ce lot infructueux.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** D'attribuer le marché n°V9B0090-Achat de matériel de transport tractés à l'entreprise DEVES, sise 630 Route de Brune BP12-07210 Saint-Symphorien-sous-Chomérac pour un montant de 46.200 € HT (quarante-six mille deux cents euros hors taxes) pour le lot n°1.  
Le marché prend effet à compter de sa notification, sa durée est de 6 mois au maximum non reconductible.

**ARTICLE 2 :** De déclarer le lot n°2 infructueux en l'absence d'offre présentée.

**ARTICLE 3 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du Parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 903 (investissement)/ 933 (fonctionnement).

**ARTICLE 4 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 NOV. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER



**Publiée le : 15 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'estimer en justice "requête n°1905387-3**  
**TA Ressources Humaines - Recours**  
**indemnitaire"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905387-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 octobre 2019 par Monsieur Abdelkader AMEUR, agent de la Ville de Montpellier, demandant réparation des préjudices subis consécutifs à son accident de service du 6 février 2012 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 octobre 2019 à la suite du dépôt de la requête n°1905387-3 par Monsieur Abdelkader AMEUR ;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Décision n° VD2019-554**

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 22 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre**  
**N° V9B0085EM passé selon une procédure**  
**adaptée pour des achats de pièces détachées**  
**d'origine pour le matériel d'entretien Espaces**  
**Verts.**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder aux achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien Espaces Verts conformément aux besoins exprimés par certains services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V9B0085EM) a été lancée en date du 06 septembre 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 80 000 € HT, pour une durée d'exécution de quatre ans à compter de sa notification ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour le lot n°1, étaient les suivants : l'analyse des rabais pour 80% et le délai réduit de livraison pour 20% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°1, l'entreprise **GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT**, 4 rue Jean Monnet, 34830 CLAPIERS, pour les marques HONDA, TORO, ROQUES, LECOEUR, BUGNOT, RABAUD et PELLENC, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour le lot n°2, étaient les suivants : l'analyse des rabais pour 80% et le délai réduit de livraison pour 20% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°2, l'entreprise **DUCHENNE**, rue du Chanoine Bessede, 34070 MONTPELLIER, pour les marques ISEKI, PUBERT, ETHESIA et STIHL a présenté une offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres, pour le lot n°3, étaient les suivants : l'analyse des rabais pour 80% et le délai réduit de livraison pour 20% ;
- Qu'après analyse, pour le lot n°3, l'entreprise **GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT**, 4 rue Jean Monnet, 34830 CLAPIERS, pour les marques KUBOTA, HUSQVARNA et KIVA, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse.

**Décide en conséquence :**

- **Article n°1** : D'attribuer le marché « Achats de pièces détachées d'origine pour le matériel d'entretien espaces verts » n°V9B0085EM de la manière suivante :
  - Pour le lot n° 1 à l'entreprise **GALLOY** pour les marques HONDA, TORO, ROQUES, LECOEUR, BUGNOT, RABAUD et PELLENC, pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT ;
  - Pour le lot n°2 à la société **DUCHENNE** pour les marques ISEKI, PUBERT, ETHESIA et STIHL, pour un montant total maximum de commandes de 30 000 € HT ;
  - Pour le lot n°3 à la société **GALLOY 34 MOTOCULTURE VERT** pour les marques KUBOTA, HUSQVARNA et KIVA, pour un montant total maximum de commandes de 20 000 € HT ;
- **Article n°2** : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- **Article n°3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;



- **Article n°4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **18 NOV. 2019**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



**Publiée le : 19 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un marché  
public en appel d'offres ouvert pour l'achat de  
fournitures et de matériels pour les structures et  
service d'accueil de l'enfance.  
(V9D0015EM)**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance pour répondre aux besoins des services de la Ville Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique a été lancée en date du 21 juin 2019 (n°V9D0015EM) sous forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.  
Cet accord-cadre sera passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

**Pour les lots 1 à 6**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1- Valeur technique au regard du mémoire technique	60%
2- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif	40%

**Pour le lot 7**

<i>Critères</i>	<i>Pondération</i>
1-Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif	40%
2-Valeur technique au regard du mémoire technique	40%
3- Echantillons	20%

- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du **5 novembre 2019** a :
- classé les offres et choisi la société **LACOSTE** pour le lot 1, 15 ZA Saint Louis, 84250 LE THOR France présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- classé les offres et choisi pour le lot 3, la société **CEDOO Collectivité** 7 place des Minimes, 42300 ROANE présentant l'offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- classé les offres et choisi pour le lot n°4 la société **WESCO**, Route de CHOLET, 79140 CERIZAY présentant l'offre économiquement avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;
- classé les offres et choisi pour le lot n°5 (**mobiliier de couchage**) la société **WESCO**, Route de CHOLET, 79140 CERIZAY présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- classé les offres et choisi pour le lot n°6 à la société **WESCO**, Route de CHOLET, 79140 CERIZAY présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- classé les offres et choisi pour le lot n°6 à la société **Laboratoire RIVADIS SAS**, ZI Louzy, Impasse du Petit Rose, 79100 THOUARS présentant l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

**Décide en conséquence :**

- **Article n°1** : d'attribuer le marché « **Achat de fournitures et de matériels pour les structures et service d'accueil de l'enfance (n°V9D0015EM)** » sans minimum, ni maximum à :
  - la société **LACOSTE** pour le lot n°1,
  - la société **CEDOO Collectivité** pour le lot n°3,
  - la société **WESCO** pour les lots n°4, n°5 et n°6,
  - la société **RIVADIS** pour le lot n°7.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

- **Article n°2** : De dire que la dépense sera imputée sur les budgets fonctionnement et investissement, tous chapitres ;
- **Article n°3** : D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint Délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

**Décision n° VD2019-558**

- **Article n°4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 27 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
**Service Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au contrat de fournitures,  
livraison et pose des modules de saut et des  
éléments de protection du site provisoire de  
pratique et d'entraînement de BMX Freestyle de  
Grammont -  
Autorisation de signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire, délégué aux Sports et aux Sports dans les quartiers, délégation de fonctions ;
- Vu la décision n° VD/2018/291 du 27 septembre 2018 autorisant la signature de la convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation du skate-park de Grammont et l'installation d'un site de BMX Freestyle avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).
- Vu la décision n°VD2019-337 du 5 juillet 2019 d'attribuer le Lot 1 du marché de fourniture, livraison et pose des modules de saut et des équipements de protection associés à l'entreprise SAS HURRICANE, pour un montant de 491 094 € HT

**Considérant :**

- Que le futur site de BMX Freestyle de Grammont sera divisé en deux zones principales :
- Un BMX Park, ayant vocation à s'inspirer des BMX park des grandes compétitions afin d'offrir aux futurs pratiquants un aménagement qui lui permette de s'entraîner dans des conditions idéales,
- Un Tricks Learning, espace d'entraînement composé de modules s'inspirant des BMX Park tout en étant équipé d'éléments assurant une meilleure sécurité en cas de chute, comme le bac à mousse ou le revêtement plastique dit « resi ».
- Qu'il était initialement prévu que ces deux zones soient accolées ;
- Que le marché de fournitures a été établi suivant ce projet initial permettant d'accéder à la plateforme de lancement de la zone Tricks Learning depuis celle de la zone BMX Park ;
- Qu'après lancement de la consultation Fournitures, les études PRO des dalles sur lesquelles vont être mis en œuvre les modules de saut et plateformes composant le BMX PARK et le Tricks Learning ont montré qu'il était préférable de séparer nettement les deux zones ;
- Que cette séparation rend de fait nécessaire la commande d'un escalier complémentaire pour accéder à la plateforme de lancement de la zone Tricks Learning ;
- Que cet escalier de 5,80m de haut doit être solidaire de la plateforme à laquelle il sera installé ;
- Que la plateforme elle-même sera modifiée pour la doter des accroches nécessaires ;
- Que compte tenu de l'indissociabilité de cette fourniture avec celles prévues au marché confié à SAS HURRICANE et des impératif d'unicité de la production de ces équipements, il est proposé au pouvoir adjudicateur de confier la fourniture, livraison et pose de cet escalier à :
  - o SAS HURRICANE, domicilié 3 rue Christian André Benoît, 34 670 BAILLARGUES

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** de valider la commande complémentaire d'un escalier d'accès à la plateforme de lancement de la partie dite « Tricks Learning » du futur site de pratique de BMX Freestyle, par la notification de l'avenant n° 1 au marché 02928 F19.01 de SAS HURRICANE et pour un montant HT de 11 275.00 €. L'augmentation correspond à 2.30 % du montant du marché initial

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, Chapitre 903.

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 DEC. 2019  
 Monsieur l'Adjoint au Maire  
 Patrick RIVAS



Publiée le : 04 DEC. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques**  
**Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Attribution d'un marché en appel d'offres ouvert  
pour la location de matériels d'hygiène,  
accessoires et de tapis de sol.  
V9D0017EM**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances.

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol répondant aux besoins exprimés par les services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure d'appel d'offres ouvert soumis aux dispositions R2124-1 et R2124-2 du code, et des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique a été lancé le sous la forme d'un accord-cadre est passé en application des articles R2162-1 à R2162-6, et R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique. (n°V9D0017EM) a été lancée en date du 24 juillet 2019, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande avec un minimum et sans maximum, pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique au regard du mémoire technique pour 40 % et le prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif pour 60 %.
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du **5 novembre 2019**, a classé les offres et choisi l'entreprise **INITIAL SAS, 145 rue de la Marbrerie, Multi parc du Salaison, Bât 16, 34740 VENDARGUES**, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**


**Article n°1** : D'attribuer l'accord-cadre « Location de matériels d'hygiène, accessoires et de tapis de sol » n°V9D0017EM à l'entreprise INITIAL SAS pour un montant avec un minimum de commandes de 70 000 € HT et sans maximum conclu pour une période initiale d'exécution d'un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par périodes successives de 1 an, pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

**Article n°2** : De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, tout chapitre ;

**Article n°3** : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article n°4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **28 NOV. 2019**  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 02 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction Sécurité et Tranquillité Publique**  
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n° 7D0011 -  
Maintenance de la Vidéoprotection de la Ville de  
Montpellier - Avenant n° 1 - Changement des  
indices de révision des prix - Autorisation de  
signature**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le code de la commande publique du 1<sup>er</sup> avril 2019 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal n° VAR 2019-2341 du 20 mai 2019 donnant délégation de signature à Madame Titina DASYLVA, Adjointe déléguée à la Sécurité Publique ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier a notifié le marché n° 7D0011 concernant la maintenance de la vidéoprotection le 14 décembre 2017 au groupement IPERION / SOGETREL (Mandataire IPERION – Parc d'activités La Peyrière – Place de la Méditerranée – 34430 Saint Jean de Védas)
- Que cet accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel de 200 000 € H.T. a été conclu sur une période initiale d'un an, reconductible trois fois sur la même période ;
- Que les indices mentionnés ci-dessous au CCAP du marché en 2017 ne sont plus d'actualités ou introuvables à savoir :
  - 1°) indice : FM0D332002 (produits informatiques électroniques et optiques) arrêté en 2017
  - 2°) indice : FMBD620201 (service d'assistance technique y compris tierce maintenance applicative).

- Qu'après concertation avec la Trésorerie Municipale et le titulaire du marché, il est proposé d'appliquer les nouveaux indices suivants :

- Pour le premier indice FM0D332002 : à partir de janvier 2018, la série 001653291 en base 2010 est arrêtée et peut être poursuivie par la série équivalente 010534416 en base 2015, pour prolonger l'ancienne série au-delà de septembre 2017 avec le coefficient de raccordement 1,0708.
- Pour le second indice FMBD620201 : Substitution de cet indice par le suivant « ICHTrev-TS (indice mensuel du coût horaire du travail révisé – Salaires et charges – tous salariés – activités spécialisées, scientifiques, techniques (NAF rév. 2 section M) base 100 en décembre 2008 » (identifiant : 001565195)

La nouvelle série 001565195 sera utilisée avec l'indice de juin 2017 et celui de juin 2018.

**Décide en conséquence :**

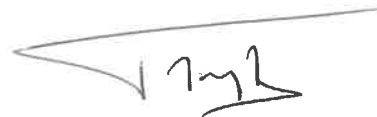
**Article 1 :** D'appliquer les deux nouveaux indices par cet avenant n° 1 sur ce marché n° 7D0011 concernant la maintenance de la vidéoprotection de la Ville de Montpellier. L'avenant prendra effet à compter de sa notification, le montant initial de cet accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum annuel restant inchangé soit 200 000 € H.T ;

**Article 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville – Direction de la Sécurité et de la Tranquillité Publique - Chapitre : 931 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 au marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Titina DASYLVA



**Publiée le : 20 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

### **Décision relative au renouvellement d'adhésion du Parc de Lunaret aux réseaux professionnels des parcs zoologiques pour l'exercice 2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de VERBIZIER, Adjoint délégué aux espaces verts, au Parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « *Directive zoo* », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

**Considérant :**

- Que le Parc de Lunaret, pour assurer son fonctionnement et la gestion de sa collection animale, se doit d'adhérer aux réseaux professionnels des parcs zoologiques au niveau français et européen ;
- Que les parcs zoologiques sont encouragés à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées ;
- Que le Parc de Lunaret participe aux Programmes Européens d'Élevage (E.E.P), Studbooks Européens (E.S.B) et Studbooks Internationaux (I.S.B) mis en place par l'European Association of Zoos and Aquarias (EAZA), qui développe des partenariats d'élevage et d'échanges d'espèces animales menacées ;
- Que l'adhésion à cette association et l'implication dans ces programmes d'élevage est par ailleurs une reconnaissance de l'implication concrète du Parc dans sa mission de conservation et de recherche scientifique. Mission qui en sus, fera l'objet en 2020 d'une inspection de l'EAZA en vue de renouveler l'accréditation du zoo. Le programme d'accréditation offre un cadre pour valider les efforts et résultats issus des bonnes pratiques professionnelles et ce pour une durée de 10 ans. Les frais liés à cette inspection sont à la charge du Parc et inscrits dans le montant de la cotisation demandée en 2020.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** de renouveler son adhésion aux associations de conservation des espèces animales menacées et aux réseaux professionnels de parcs zoologiques

**Article 2 :** de fixer le montant des cotisations pour l'exercice 2020 de la manière suivante :

Nom des organismes	Montants en euros TTC
<b>AFVPZ</b> : Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	70,00
<b>AFDPZ</b> : Association Française des Parcs Zoologiques	3 250,00
<b>EAZWV</b> Association Européenne des Vétérinaires de Zoos et de la Faune Sauvage	535,00
<b>EAZA</b> : European Association of Zoos and Aquarias + <b>INSPECTION</b>	6 150,00
<b>ISIS (SPECIES 360)</b> : International Species Information Systems-ONG internationale	1 925,16
<b>Total adhésions renouvelées</b>	<b>11 930.16</b>

**Article 3 :** d'inscrire la dépense sur le Budget 2020 de la Direction du Parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 933 (fonctionnement)/chapitre 903 (investissement) ;

**Article 4 :** d'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 5 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 NOV. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER

Publiée le : 21 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement d'adhésion  
du Parc de Lunaret aux organisations de  
conservation in situ des espèces animales  
menacées-Exercice 2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal donnant délégation à Monsieur Henri de Verbizier aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu la Directive européenne 1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « *Directive zoo* », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, qui rappelle le rôle des parcs zoologiques en matière de conservation des espèces menacées, de sensibilisation du public et de recherche scientifique ;

**Considérant que :**

- Les parcs zoologiques sont encouragés non seulement à participer aux programmes d'élevage en captivité d'espèces menacées mais aussi à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine (conservation *in situ*) ;
- La Ville de Montpellier n'est pas en mesure d'organiser et de financer ce type de projets en son nom propre, l'intermédiaire d'organisations non gouvernementales expérimentées et reconnues en la matière est une bonne alternative ;
- L'adhésion à ces organisations est par ailleurs une reconnaissance de la qualité et de l'implication concrète du Parc de Lunaret dans sa mission de conservation et de recherche scientifique ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** de renouveler son adhésion aux associations et fondations de conservation *in situ* des espèces animales menacées et de fixer le montant total des cotisations pour l'exercice 2020 à **18 000 euros TTC**, répartis de la manière suivante :

Nom de l'organisme	Montants demandés DCM+ Décisions
Cheetah Conservation Fund (CCF)	2500
AEECL : Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	2000
Helpsimus	2500
Sahara Conservation Fund	2500
Save the Rhino International	2500
Namibia Nature Foundation	1500
CIKANANGA Conservation Breeding Centre	1500

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur le budget 2020 de la Ville de Montpellier, Direction parc de Lunaret, chapitre 933 (fonctionnement)/chapitre 903 (investissement)

**Article 3 :** d'autoriser Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Article 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER

**Publiée le :** 19 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1905597-1  
TA - Régis COTENCIN"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- l'annulation par le Conseil d'Etat du jugement n°1703277 du Tribunal Administratif de Montpellier du 20 décembre 2018 annulant, à la demande de Monsieur Régis COTENCIN, l'arrêté du Maire n° PA 34 172 16V0003 du 12 janvier 2017 octroyant un permis d'aménager à la société ANGELOTTI AMENAGEMENT valant permis de démolir et portant sur la création de cinq lots à usage d'habitat individuel sur un terrain situé 322 rue de l'Aiguelongue - le renvoi de cette affaire par le Conseil d'Etat au Tribunal Administratif de Montpellier sous le numéro d'enregistrement 1905597-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite à la communication par ce dernier le 28 octobre 2019 de la requête n°1905597-1 ;

**Article 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Maire  
Philippe SAUREL

Publiée le : 22 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public**  
**Service Gestion des Moyens Communs**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0027UV  
"Prestations de déplacement, installation,  
montage, démontage et stockage de mobiliers" -  
Avenant n°1**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Véronique PEREZ, Adjointe au Maire déléguée ;
- Vu la décision n° VD2019-187 attribuant le marché n° V9B0027UV « Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers » à l'entreprise RIVES DICOSTANZO, pour un montant minimum de 10 000,00 euros HT et un montant maximum de 44 500,00 €HT et pour une durée de 2 années.

**Considérant :**

- Que le groupe DMAX, s'est vu attribuer le 17 septembre 2019, par le Tribunal de Commerce de Toulouse la reprise des actifs de l'entreprise RIVES DICOSTANZO placée en redressement judiciaire depuis le 25 avril 2019. Il convient de céder le contrat de la société RIVES DICOSTANZO au groupe DMAX, 8/10 rue Gustave Eiffel, 92110 CLICHY.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant au marché « Prestations de déplacement, installation, montage, démontage et stockage de mobiliers » avec le groupe DMAX, avenant n°1 sans incidence financière sur le montant du marché.

**ARTICLE 2 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 OCT. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Véronique PEREZ



**Publiée le :** 20 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Théâtre Jean Vilar**  
**Autorisation de demandes de subventions auprès  
de l'Etat et des collectivités territoriales**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions dans l'ensemble des domaines de compétences exercés par la commune ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle Marsala, adjointe déléguée à la Culture

**Considérant :**

- Que les spectacles, projets et activités proposés par le théâtre Jean Vilar, à destination du grand public comme des établissements scolaires (service éducatif) ou des compagnies théâtrales, sont susceptibles de bénéficier de subventions de fonctionnement octroyées par l'Etat, notamment le Ministère de la Culture, ou encore par les collectivités territoriales ;
- Qu'il convient d'autoriser le dépôt des demandes de subventions correspondantes ;

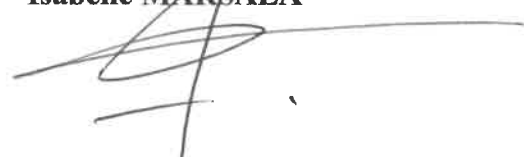
**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour le fonctionnement du théâtre Jean Vilar ;

**Article 2 :** De dire que la recette correspondante sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**Article 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les demandes de subventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 10 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



**Publiée le :** 19 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Association des  
riverains de la rue des Carmélites - Conseil  
d'Etat"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Le pourvoi déposé près le Conseil d'Etat par l'Association des riverains de la rue des Carmélites contre le jugement n°1800361 et 1803926 rendu le 27 mars 2019 par le Tribunal Administratif de Montpellier rejetant la demande d'annulation de la décision du 28 novembre 2017 par laquelle le Maire de Montpellier a délivré à la SCCV Therasianum Carmélites un permis de construire pour la réalisation d'une résidence hôtelière rue des Carmélites à Montpellier d'une part et rejetant la demande d'annulation de la décision du 26 juin 2018 octroyant un permis modificatif d'autre part ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Conseil d'Etat à la suite du dépôt du pourvoi par l'Association des riverains de la rue des Carmélites ;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats Lyon Caen ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

**Montpellier, le 21 NOV. 2019**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



**Publiée le : 22 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Systèmes d'Information**  
**Service Etudes et Conception Informatiques**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative au Marché 6D0038**  
**Avenant n° 2 au marché de Maintenance,**  
**Prestations et Acquisitions complémentaires sur**  
**le logiciel de gestion du temps E-Temptation**

(1) (1)

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0456 attribuant le marché n° 6D0038 « Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation » à la société HOROQUARTZ, pour un montant maximum de 800 000 euros HT toutes reconductions confondues et pour une durée d'un an tacitement reconductible trois fois ;
- Vu la décision n°VD-2019-099 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché n° 6D0038 de Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation.

**Considérant :**

- Qu'il est nécessaire de disposer d'indicateurs de pilotage pour la gestion du temps ;
- Qu'il est indispensable de garantir le fonctionnement optimal des bornes de pointage (eThanium, eTProx, têtes de lecture SmarTCL x2) mises à la disposition des agents ;
- Qu'il convient de modifier le bordereau de prix unitaires afin d'intégrer les maintenances associées ;
- Que la société HOROQUARTZ possède les droits d'exclusivité de fournitures et de services associés ;
- Que les conditions contractuelles sont entièrement maintenues ;

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant au marché de « Maintenance, Prestations et Acquisitions complémentaires sur le logiciel de gestion du temps E-Temptation » avec la société HOROQUARTZ sise 33 avenue du Docteur Georges Levy – Bâtiment 57 – 69693 VENISSIEUX Cedex.

**ARTICLE 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer l'avenant.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **29 NOV. 2019**,  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 02 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Relations aux Publics**  
Service Administration des Cimetières

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

### **Décision relative à la rétrocession concession trentenaire Acte 45895**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération du Conseil municipal 2016/25 en date du 28 janvier 2016 ;
- Vu l'arrêté de délégation VAR2019-2332 du 20 mai 2019 donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle de prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

**Considérant :**

- La demande formulée par Madame Antoinette GRECH, domiciliée 16 rue des Cerisiers, 48000 MENDE, concessionnaire de la concession référencée Acte 45895, section QS-035-05, acquise le 17 octobre 2017, d'une durée de 30 ans, au prix de 1 042 €, tendant à obtenir de la Ville le remboursement de ladite concession ;
- Qu'elle avait acquis une autre concession dans le cimetière de sa commune de résidence ;
- Qu'à sa demande, il a été mis fin à ce contrat de concession le 18/10/2019,
- Que, dans ces conditions, et en raison de l'intérêt pour la Ville de ne pas laisser une concession inutilisée et vide dans le cimetière, il convient de donner une suite favorable à sa requête

**Décide en conséquence :**

- Que la Ville reprendra cette concession trentenaire au montant de 971.00 €. Le montant de la reprise est calculé comme suit : la concession a été acquise le 17/10/2017 pour une durée de 30 ans et pour un montant de 1 042 €. Il convient de déduire du prix d'achat le montant correspondant à l'usage de la concession depuis la date d'achat. La somme de 971.00 € correspond à 30 ans d'usage, soit 360 mois Il reste 336 mois à courir, soit  $1042/360 \text{ mois} \times 336 = 971.00 \text{ €}$  à rembourser.

- Que le montant de la dépense sera inscrit au budget de la Ville, Nature 65888 Fonction 930.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Lorraine ACQUIER

**Publiée le : 26 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au renouvellement de la  
cotisation à l'association du Réseau National des  
Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP)  
pour l'année 2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23 ;
- la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil de la Ville de Montpellier et notamment celle d'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION, Adjointe au Maire Déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement foncier opérationnels ;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 25 novembre 2013 approuvant l'adhésion de la Ville de Montpellier à l'association du Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif (RNCHP) ;

**Considérant :**

- Que la Ville de Montpellier soutient et encourage la démarche d'habitat participatif sur son territoire avec des projets réalisés (Mascobado, ZAC des Grisettes) ou en cours (ZAC EAI, ZAC Beausoleil) ;
- Que compte tenu de son engagement, la Ville de Montpellier a signé la charte du réseau national d'habitat participatif en 2012 et a adhéré en 2013 à l'association du réseau national des collectivités pour l'habitat participatif ;
- Que cette association permet de mutualiser les ressources et l'expertise développées par ces membres, de les représenter auprès des pouvoirs publics et de sensibiliser les acteurs désireux de s'engager dans cette démarche ;
- Il est donc proposé de renouveler la cotisation de 2000 € pour l'année 2019.

**Décide en conséquence :**

- D'accepter le versement de la cotisation à l'association « Réseau National des Collectivités pour l'Habitat Participatif » d'un montant de 2000 € pour l'année 2019,

- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 2000 € sur les crédits inscrits au budget 2019 de la Ville (chapitre 905 150),
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Montpellier, le 29 NOV. 2019**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Chantal MARION**

**Publiée le : 04 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse**  
**Service Sports**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la convention de mise à**  
**disposition de créneaux dans les piscines**  
**26 Septembre 2019 - 12 Juin 2020**  
**Ville de Montpellier**

-  
**Montpellier Méditerranée Métropole**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint au Maire, délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il est nécessaire de réserver des créneaux de piscine dans le cadre de la mise en œuvre de temps d'activités pédagogiques, portant sur un cycle d'apprentissage mené par les éducateurs sportifs de la Ville de Montpellier pour l'année scolaire 2019 - 2020 ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole propriétaire des piscines accepte de mettre à disposition de la Ville comme suit :

- Centre Nautique Neptune du 26 septembre 2019 au 4 juin 2020 :
  - o Jeudi (Bassin intérieur) de 17h15 à 18h15 = 1 couloir
  - o Jeudi de 18h00 à 19h00 = 1 couloir
- Piscine Suzanne Berlioux du 27 septembre 2019 au 12 juin 2020 :
  - o Vendredi de 10h00 à 11h00 = 1 couloir

**Décide en conséquence :**

- de passer une convention de mise à disposition de créneaux dans les piscines avec Montpellier Méditerranée Métropole, fixant les limites d'intervention pour la période du 26 septembre 2019 au 12 juin 2020, selon le tarif en vigueur arrêté pour l'année 2019 ;
- de dire qu'il sera appliqué un nouveau tarif pour 2020, en fonction de la délibération qui sera prise par le Conseil de la Métropole ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de la Ville, nature 933.
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 NOV. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Patrick RIVAS



**Publiée le :** 20 NOV. 2019  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n°1905699-3  
TA - Ressources humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905699-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 octobre 2019 par Monsieur Didier Guzman, agent de la ville de Montpellier, tendant à l'annulation de la décision du 26 août 2019 portant prolongation du placement en disponibilité d'office pour raison de santé à compter du 4 juillet 2019 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°1905699-3 le 25 octobre 2019 par Monsieur Didier Guzman ;

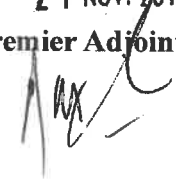
**Article 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés;

**Article 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

**Décision n° VD2019-573**

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 22 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la convention de mandat de  
travaux pour la mise en sécurité et la  
réhabilitation du parc zoologique de Lunaret  
Avenant n°1 - Autorisation de signer l'avenant**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu les dispositions relatives à la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Henri de Verbizier, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts, au Parc de Lunaret et aux commissions sécurité et accessibilité ;
- Vu la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et à la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret en date du 07 août 2018 conclue avec la SA3M autorisant, en sa qualité de Directeur Général, Monsieur Christophe PEREZ à signer le présent avenant n°1 à la convention de mandat de travaux ;
- Vu la décision n°VD/2018/256 du 06 octobre 2018, autorisant la signature de la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et la réhabilitation du Zoo de Lunaret avec la SA3M ;

**Considérant :**

- Que la convention de mandat prévoit dans son article 15-2 le versement d'une avance au mandataire pour règlement des dépenses à payer dans le cadre du mandat à hauteur de 300 000 € ; le remboursement de la dite avance s'effectue par retenue de 10% du montant total des décomptes transmis par le mandataire au mandant.
- Qu'il apparait que l'avance est insuffisante au regard des dépenses prévisionnelles à assumer par le mandataire.

**Décision n° VD2019-574**

- Qu'il convient donc d'allouer au mandataire une avance complémentaire à hauteur de 2 000 000 € conformément à l'article 15-2 modifié pour faire face à ces dépenses selon l'échéancier défini dans le présent avenant n°1 à savoir :
  - o En Janvier 2020, le mandant versera 1 000 000 €
  - o En Janvier 2021, le mandant versera 1 000 000 €

**Décide en conséquence :**

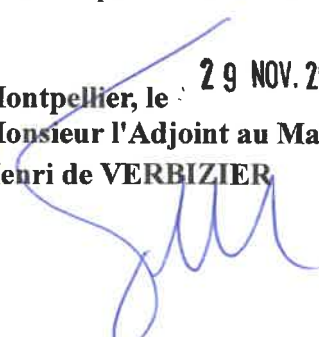
**ARTICLE 1 :** D'autoriser la signature de l'avenant n°1 à la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et à la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret ;

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction du parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 903 (investissement)/933 (fonctionnement) ;

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n° 1 à la convention de mandat de travaux relative à la mise en sécurité et à la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le : **29 NOV. 2019**  
**Monsieur l'Adjoint au Maire**  
**Henri de VERBIZIER**



**Publiée le :** **02 DEC. 2019**  
**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
maison des chœurs au profit de l'association  
UNICEF pour le 20 novembre 2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « UNICEF » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 20 novembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que la convention sera conclue à titre gratuit, compte tenu du caractère caritatif de l'association, et conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 18 NOV. 2019**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**

**Publiée le : 19 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la construction du groupe  
scolaire croix Lavit (Benoite Groult)  
Marché n° 6D0050  
Prolongation du délai pour le lot 11  
Avenant n°4**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur;
- Vu l'arrêté n°VAR 2019-0328 en date du 13/02/2019 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe au Maire, Déléguée à la réussite éducative et au quartier Hôpitaux-Facultés ;
- Vu la délibération n°VD2017/168 du 23 juin 2017 dénommant le groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit du nom de Benoîte Groult ;
- Vu la décision n° 2017/343 du 27 novembre 2017 autorisant la signature du marché n°6D0050 « Construction du groupe scolaire Malbosc – Croix Lavit » ;
- Vu la décision n°VD2018-330 du 12 septembre 2018 « avenant n°1 » ayant pour objet le transfert du contrat de la société SPIE Sud-Ouest à la société SPIE Industrie et Tertiaire ;
- Vu la décision n°VD2019-128 du 1<sup>er</sup> avril 2019 « avenant n°2 » ayant pour objet la prolongation des délais du marché jusqu'au 31 juillet 2019 ;
- Vu la décision n°VD2019-379 du 6/11/2019 « avenant n°3 » ayant pour objet l'augmentation du montant du marché de 10,50% ;

**Considérant :**

- Que le lot 11 « ELECTRICITE COURANTS FORTS, COURANTS FAIBLES » du marché n°6D0050 a été attribué à la société SPIE Industrie et Tertiaire « BP 19 – 4 avenue Jean Jaurès 69320 SEYZIN » pour un montant global et forfaitaire de 354 358,96 € HT;
- Qu'un arrêt de chantier de trois semaines imposé par l'inspection du travail, a pénalisé l'ensemble des lots en cascade ;
- Que les conditions climatiques (canicule ou chaleur extrême) n'ont pas permis aux entreprises titulaires de travailler dans des conditions optimales et que ces dernières ont dû aménager leur temps de travail journalier et que certains travaux ont dû être programmés lors des vacances de la Toussaint 2019 ;
- Que des interventions décalées des entreprises de voirie réalisant des aménagements de sécurité aux abords du Groupe Scolaire ont engendré des perturbations conséquentes en terme d'approvisionnement sur le chantier ;
- Que ces trois facteurs ont perturbé le bon déroulement du chantier ;
- Qu'en conséquence une prolongation de la durée du marché pour le lot 11 est nécessaire portant la date de fin du marché au 1<sup>er</sup> décembre 2019 au lieu du 31 juillet 2019 .

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** d'autoriser la signature de l'avenant n°4 au marché 6D0050 – Lot 11, « COURANTS FORTS, COURANTS FAIBLES » de l'entreprise SPIE, portant prolongation du délai au 1<sup>er</sup> décembre 2019 ;

**Article 2 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

**Article 3 :** de charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 DEC. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN



**Publiée le :** 04 DEC. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Aménagement et Renouvellement Urbain**  
Service Montpellier Territoires Est & Nord

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché public de prestations  
de services n° V8B0010RU pour une mission  
d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en  
œuvre de pratiques durables et innovantes dans  
les opérations d'aménagement et de construction  
de la Ville**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté n° VAR2019-0304 en date du 11 février 2019 de M. Philippe SAUREL, Maire de Montpellier donnant à Mme Chantal MARION, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement foncier opérationnel et aux Relations internationales liées à l'économie, délégation de fonctions ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu d'assurer une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée été lancée conformément à l'article 27 du code de la commande publique sous la forme d'un marché pour une durée de 9 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
  - ° Valeur technique de l'offre appréciée sur la base de la note méthodologique : 70%
  - ° Prix de la prestation : 30 %

- qu'après analyse, Franck Boutté Consultants, situé 43 bis rue d'Hautpoul à Paris (75019) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer le marché n°V8B0010RU de mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre de pratiques durables et innovantes dans les opérations d'aménagement et de construction de la Ville de Montpellier à Franck Boutté Consultants, pour un montant de 25 000 € HT pour un délai d'exécution est de 9 mois.

**ARTICLE 2 :** De dire que la dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Montpellier (Chapitre : 905 ; Nature : 2031) ;

**ARTICLE 3 :** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 04 DEC. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Chantal MARION

**Publiée le :** 05 DEC. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête n° 1905729-1**  
**TA - ASSOCIATION NON AU BETON"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905729-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 29 octobre 2019 par l'Association NON AU BETON contre l'arrêté n° PC 34172 19 V0033 en date du 12 juin 2019 par lequel le maire de la commune de Montpellier a délivré un permis de construire valant permis de démolir à la société SOGEPROM SU REALISATIONS concernant la construction d'un ensemble immobilier 240 rue de Fontcarrade ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905729-1 par l'Association NON AU BETON ;

**Article 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;



**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 NOV 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



Publiée le : 22 NOV. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction du Parc de Lunaret**  
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V9B0091ZO  
Entretien des parcelles forestières du parc  
zoologique de Lunaret**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code de la commande publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de fonction à Monsieur Henri De Verbizier, Adjoint au Maire délégué aux espaces verts, au parc de Lunaret et aux commissions de sécurité et d'accessibilité.

**Considérant :**

- Que depuis quelques années, le réchauffement climatique entraîne une augmentation des périodes de sécheresse et plus particulièrement cette année 2019 où la sécheresse de la végétation et le risque incendie induit ont atteint un niveau critique.
- Qu'à cela, s'est également rajouté le risque phytosanitaire provoqué par un déficit hydrique nécessitant des interventions prophylactiques régulières pour ne pas aggraver le risque incendie généré par les arbres secs.
- Que le parc de Lunaret, situé en zone A du PPRIF (plan de prévention des risques naturels d'incendie de forêt), doit donc faire face à un enjeu majeur important, celui d'un besoin de réactivité face au risque incendie.
- Qu'ainsi le parc de Lunaret doit procéder à l'entretien de ses parcelles forestières situées à l'intérieur de la clôture ICPE consistant d'une part au débroussaillage et d'autre part à l'élagage des pins d'Alep.
- Que cette prestation ne peut pas être exécutée par le parc de Lunaret et qu'il est nécessaire de faire appel à un prestataire extérieur.

- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée d'un an non reconductible.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants
  - ° Valeur technique : 60%
  - ° Prix : 40 %
- Qu'après analyse, l'entreprise GORCE SARL, située 261 rue Gustave COURBET-34750 Villeneuve les Maguelone présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** d'attribuer l'accord cadre à bons de commandes - entretien des parcelles forestières n°V9B0090ZO- à l'entreprise GORCE SARL, située 261 rue Gustave COURBET-34750 Villeneuve les Maguelone pour un montant minimum de 30 000 € HT et pour un montant maximum de 60 000 € HT pour une durée d'un an non reconductible.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

**ARTICLE 2 :** de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la direction du parc de Lunaret de la Ville de Montpellier, chapitre 933 (fonctionnement)/ 903(investissement)

**ARTICLE 3 :** d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 NOV. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Henri de VERBIZIER



**Publiée le : 02 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
**Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la**  
**Maison des Chœurs au profit de l'association**  
**"Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 4**  
**décembre 2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « *Chœur Universitaire de Montpellier* » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 4 décembre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Isabelle MARSALA



**Publiée le : 26 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine**  
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la  
Maison des Chœurs au profit de l'association  
"Centre International de Musique Médiévale"  
pour les 23-24 et 25 octobre 2019**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle MARSALA Adjointe déléguée à la Culture.

**Considérant :**

- Que l'association « *Centre International de Musiques Médiévales* » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 23-24 et 25 octobre 2019 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2018/514 du 19 décembre 2018.

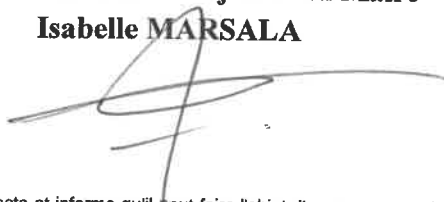
**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, chapitre 933 ;

**Décision n° VD2019-585**

- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

**Montpellier, le 22 NOV. 2019**  
**Madame l'Adjointe au Maire**  
**Isabelle MARSALA**



**Publiée le : 26 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête 1905680-1  
TA - Monsieur et Madame GIMENEZ Jean"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905680-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Jean GIMENEZ contre l'arrêté n°PC3417219V0088 délivré le 16 septembre 2019 par le Maire de Montpellier au Département de l'Hérault en vue de l'installation de bâtiments modulaires, la rénovation d'un bâtiment existant et l'édification d'un bâtiment de liaison rue Guglielmo Marconi ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n°1905680-1 le 21 octobre 2019 par Monsieur et Madame Gimenez ;


**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés » ;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;



**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **21 NOV. 2019**  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 22 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

### **Décision d'ester en justice "Assignment TGI - BOUTOT Magali"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle.
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

**Considérant :**

- l'assignation près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier reçue le 15 novembre 2019 à la demande de Madame Magali BOUTOT tendant à engager la responsabilité de la Ville consécutivement à l'arrêté municipal du 19 août 2013 s'opposant à l'abattage d'un arbre situé sur sa propriété et à l'origine d'un litige l'opposant à Monsieur MATTE LA FAVEUR.
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier suite à l'assignation reçue le 15 novembre 2019 à la demande de Madame Magali BOUTOT ;

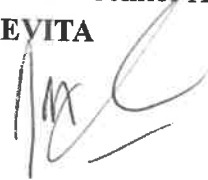
**Article 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et Associés;

**Article 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;

**Décision n° VD2019-587**

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **19 NOV. 2019**  
**Monsieur le Premier Adjoint**  
**Max LEVITA**



**Publiée le : 20 NOV. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Education**  
Service Ressources (Education)

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision relative au marché n° V9B0077AI  
' Mission d'ordonnancement, pilotage et  
coordination  
Transformation du site du conservatoire Candolle  
en école primaire '**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu le code de la Commande Publique ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Sonia KERANGUEVEN, déléguée à la Réussite Educative ;

**Considérant :**

- Que la Ville a besoin de confier une mission d'Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) pour la transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire de 7 classes ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9B0077AI « Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination - Transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire » conformément à l'article R.2123-1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 36 mois à compter de la date de notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 70% et prix des prestations 30 % ;
- Qu'après analyse, l'entreprise ARTEBA SARL (220 rue du Capitaine Pierre Pontal - 34000 MONTPELLIER) présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** D'attribuer le marché V9B0077AI « Mission d'ordonnancement, pilotage et coordination - Transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire » à l'entreprise ARTEBA SARL pour un montant global et forfaitaire de 73 710 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date de notification. Sa durée est de 36 mois.

**Article 2:** De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 902.

**Article 3:** D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 NOV. 2019  
Madame l'Adjointe au Maire  
Sonia KERANGUEVEN

**Publiée le :** 29 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête 1905974-3**  
**TA - Ressources humaines"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1905974-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 9 novembre 2019 par Monsieur Magatte GUEYE, agent de la ville, contre l'arrêté municipal n°VAI2019-2118 du 30 avril 2019 relatif à l'application d'une sanction disciplinaire du 4<sup>ème</sup> groupe : mise à la retraite d'office ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1** : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1905974-3 par Monsieur Magatte GUEYE ;

**Article 2** : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Décision n° VD2019-596**

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 10 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête en référé  
n°1906004-1 TA - CHARRAUD Eric Stéphane"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle.
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

**Considérant :**

- La requête en référé mesures utiles n°1906004-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier, le 13 novembre 2019, par Monsieur Eric Stéphane CHARRAUD tendant à condamner la Ville :
- à prendre toutes les mesures pour corriger les travaux non conformes de voirie publique participant aux inondations des sous-sols de la résidence Théodora avenue Nina Simone,
- à dresser les procès-verbaux des non conformités au permis de construire n° 34172V0196 de la résidence Théodora et les faire corriger ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

**Décide en conséquence :**

**Article 1:** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête en référé mesures utiles n°1906004-1 par Monsieur Eric Stéphane CHARRAUD;

**Article 2:** La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats Gil et Cros;

**Article 3:** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930;



**Article 4:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 NOV. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le :** 26 NOV. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requête  
n°19MA04917 CAA - COUTU Bernard"**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle.
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué.

**Considérant :**

- La requête n°19MA04917 déposée le 18 novembre 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Monsieur Bernard COUTU contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°1800461 du 17 septembre 2019 rejetant sa demande indemnitaire pour préjudices moral et matériel consécutivement à l'inhumation de son père ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA04917 par Monsieur Bernard COUTU ;

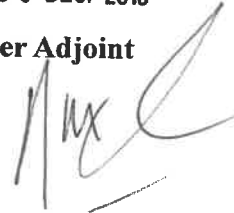
**Article 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats PARME ;

**Article 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Décision n° VD2019-600**

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

09 DEC. 2019  
Montpellier, le  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 10 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances**  
**Service Expertise Financière**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

## **Décision relative à un emprunt de dix millions d'euros auprès du Crédit Agricole CIB**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal et notamment celle de procéder, à la réalisation des emprunts à court, moyen ou long terme destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;
- Vu l'offre de financement proposée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et le Crédit Agricole CIB et le projet de contrat ci-annexé,

**Considérant :**

- Que pour financer les investissements de la Ville de Montpellier, il convient de conclure un contrat d'emprunt,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, la proposition de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc et du Crédit Agricole CIB répond correctement à la demande,

**Décide en conséquence :**

**ARTICLE 1 :** La décision n° VD2019-516 est abrogée.

**ARTICLE 2 :** Une convention de financement avec phase de mobilisation est conclue avec la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Languedoc dont le siège est situé avenue du Montpellieret – Maurin – 34 977 Lattes Cedex, et le Crédit Agricole CIB, dont le siège est situé 12 place des Etats-Unis - CS 70052 – 92 547 Montrouge Cedex.

**ARTICLE 3 :** Le montant de la convention s'élève à 10 000 000 Euros (Dix millions d'Euros).

**ARTICLE 4 :** Les principales caractéristiques et conditions financières sont les suivantes :

Objet :	Financement du programme d'investissement de la Ville de Montpellier.
Prêteur :	Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc
Domiciliataire	Crédit Agricole CIB
Montant :	10 000 000 EUR (dix millions d'euros)
Date de Remboursement Final :	29 Novembre 2041, soit 20 ans
Type d'amortissement :	Trimestriel linéaire
Frais de dossier :	0,15% du montant emprunté, soit 15 000 €
	Aucun frais lié aux mouvements
	Commission de non utilisation : néant

**Principes de fonctionnement du contrat**

- Période de mobilisation : de la date de signature de la Convention jusqu'au 30 Novembre 2021 (Date de Fin de Mobilisation)
- Encours mobilisable avec indexations EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré
  - Remboursements possibles sans indemnité pendant la phase de mobilisation, avec reconstitution du droit à tirage

- Période d'Amortissement :
- Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
  - Plusieurs tirages possibles
  - Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
  - Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant le paiement d'une indemnité limitée à 2 mois d'intérêts sur Taux variable, et d'une indemnité selon conditions de marché pour les autres indexations
  - Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des EONIA)

**Indexations de taux disponibles**

**Index de Mobilisation :**

EURIBOR 3 mois moyenné, non flooré, augmenté d'une marge de 0.72% l'an

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux indexs susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

**Index Monétaires Courants :**

EURIBOR 3 mois préfixé, non flooré, augmenté d'une marge de 0,72% l'an

**Index Spécifiques** (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

EURIBOR 3 mois post-fixé

**Stratégies Spécifiques** (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- Taux Fixe
- Taux Alternatif (plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».

- Taux Variable (Plafonné) qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné) qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
  - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
  - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
  - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
  - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- « Taux fixe Duo » qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit : Taux Fixe Duo =  $[T1 \times (n1 / NBT)] + [T2 \times (n2 / NBT)]$ , où :
  - n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
  - n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
  - NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- Taux Fixe Transformable qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliataire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.
- Taux Successif qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Premier Adjoint au Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la convention de financement ci-dessus, et à procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans la convention et à recevoir tous pouvoirs à cet effet conformément à l'arrêté portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil Municipal.

Montpellier, le 03 DEC. 2019  
 Monsieur le Premier Adjoint  
 Max LEVITA

Publiée le : 04 DEC. 2019

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse  
Service Sports**

**Extrait du registre des  
Décisions de la Mairie de  
Montpellier**

**Avenant à la convention d'utilisation  
d'équipements sportifs  
Gymnase Marcel CERDAN  
Renouvellement de la convention de partenariat  
Ville de Montpellier - Région Occitanie - Lycée  
Jules FERRY  
01/01/2019 - 31/12/2020**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Patrick RIVAS, Adjoint délégué aux Sports ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de renouveler la convention d'utilisation du gymnase Marcel CERDAN entre la Région Occitanie et le Lycée Jules FERRY ;
- que cette mise à disposition s'inscrit dans le cadre de l'organisation et la promotion des activités sportives ;
- que l'occupation des installations sportives par les élèves du Lycée Jules FERRY donneront lieu à une participation financière selon le tarif fixé par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- de signer l'avenant à la convention fixant les conditions d'utilisation des équipements sportifs pour une durée d'un an à compter du 1er janvier 2019, selon un planning défini à chaque période scolaire ;

- de dire que ladite occupation est prolongée et donnera lieu au maintien de la convention annuelle fixant le nombre d'heures d'utilisation et les taux horaires appliqués ;
- d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 09 DEC. 2019  
Monsieur l'Adjoint au Maire  
Patrick RIVAS



**Publiée le :** 11 DEC. 2019

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique**  
**Service Conseil et Contentieux**

**Extrait du registre des**  
**Décisions de la Mairie de**  
**Montpellier**

**Décision d'ester en justice "Requêtes 19063791 et  
1906379-1 TA GHUYSEN Grégoire**

**Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- Vu l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- La requête n°1906427-1 en référé suspension et la requête n°1906379-1 déposées près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Grégoire GHUYSEN contre la décision du 10 octobre 2019 n°VD2019-531 par laquelle le Maire de la commune de Montpellier a exercé le droit de préemption urbain sur la propriété de Monsieur Jean et de Madame Gayola constituant le lot n°11 de la copropriété sise 7 rue Boussairolles ;
- Qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

**Article 1 :** La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requêtes n°1906427-1 et n°1906379-1 par Monsieur Grégoire GHUYSEN ;

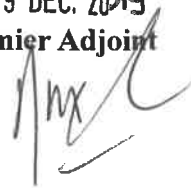
**Article 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ;

**Article 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville, chapitre 930 ;

**Décision n° VD2019-613**

**Article 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 09 DEC. 2019  
Monsieur le Premier Adjoint  
Max LEVITA



**Publiée le : 10 DEC. 2019**

**Notifiée le :**

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : - Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.